



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 NOVEMBRE 1946

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 30th, 1946

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
12029 — 1-52

## Lettres patentes

### "African Evangelical Christian Church"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Albert Theophilus Jordan, ministre du culte, Noël Haye, charpentier, Mme Catherine Haye, ménagère, épouse séparée de biens de Noël Haye, Irvin Haye, machiniste, James Peters, rentier, William Gale, portier, et James Leacock, gardien, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Prêcher l'Évangile qui guérit les malades et réforme les pécheurs conformément aux enseignements du Christ tels qu'exprimés dans la Bible, sous le nom de "African Evangelical Christian Church".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

## Letters Patent

### "African Evangelical Christian Church"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating without share capital: Reverend Albert Theophilus Jordan, Minister, Noël Haye, carpenter, Mrs. Catherine Haye, housewife, wife separate as to property of Noël Haye, Irvin Haye, machinist, James Peters, retired, William Gale, porter, and James Leacock, watchman, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To preach the Gospel which heals the sick and reforms the sinner according to the teachings of Christ as found in the Bible, under the name of "African Evangelical Christian Church".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.00.

Le siège social de la corporation sera à Montréal district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16720 L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16720-o Deputy Attorney General.

**"Angora Chenille Products Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jack Stein, Mike Cianci, manufacturiers, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce, en gros et en détail, qui consiste à manufacturer et passer des contrats, ou l'un ou l'autre ou les deux, de robes, manteaux, costumes, blouses pour dames, vêtements pour dames, vêtements pour hommes, habits et vêtements pour adolescents, enfants et bébés et vêtements de toutes sortes, ainsi que des vêtements de sport et vêtements de toutes sortes, ainsi que des vêtements de sport et vêtements de toutes sortes, et comme marchands de lainages et soieries et coton et toutes sortes d'étoffes et marchandises en pièces et fourrures;

Manufacturer des touffes, des touffes rasés du coton, marchandises en coton, soieries, fils et tous tels autres tissus desquels les touffes les touffes rasés et/ou la chenille peuvent être manufacturés; manufacturer avec des touffes, des touffes rasés et/ou de la chenille des robes, robes de soirée, négligés, rideaux, draperies, couvre-pieds, nappes, centres, mantes de bain, pantouffes et tous ces autres articles qui peuvent être manufacturés avec ces tissus de soie, coton, laine, rayon et tous ces tissus desquels ces produits peuvent être manufacturés, sous le nom de "Angora Chenille Products Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7335 rue St-André, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16721 L. DÉSILETS.

**"Angora Chenille Products Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1946, incorporating: Jack Stein, Mike Cianci, manufacturers, and Philip S. Garonce, Advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, or the manufacturing and contracting, or either or both of manufacturing and contracting of ladies' dresses, cloaks, suits, blouses, ladies' wear, men's wear, teen age, children's and infant's wear and wearing apparel and clothing of all kinds, as well as sportswear, and wearing apparel of all kinds, and as dealers in woollens and silks and cottons and all kinds of cloth and piece goods, furs;

To manufacture tufting, clipped tufting from cottons, cotton goods, silks, yarns and all such other materials from which tufting, clipped tufting and ' or chenille can be manufactured; to manufacture from tufting, clipped tufting and ' or chenille, dresses, gowns, dressing gowns, slippers, and all such other articles which can be manufactured from these materials from silks, cottons, woollens, rayons and all such other materials from which such products can be manufactured, under the name of "Angora Chenille Products Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at 7335 St. André Street, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16721-o Deputy Attorney General.

**"Baltimore Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Louis Diner, C. R., René Chênevert, tous deux avocats, de la cité de Westmount, et Morris Goldberg, huissier, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, louer, arrenter, échanger, hypothéquer, subdiviser, améliorer et vendre des terrains et autres propriétés immobilières et construire, acheter, détenir, posséder, louer, vendre, hypothéquer toutes sortes de bâtisses ou autres propriétés immobilières;

Souscrire et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et vendre, garantir et céder, transférer ou autrement disposer ou négocier

**"Baltimore Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Louis Diner, K. C., René Chênevert, both advocates, of the City of Westmount, and Morris Goldberg, bailiff, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, own, lease, rent, exchange, hypothecate, subdivide, improve and sell land or other immoveable property and to build, buy, hold, own, lease, sell, hypothecate, all kinds of buildings or other immoveable property;

To subscribe for and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to sell, guarantee and to assign, transfer, or otherwise dispose of or

des actions, obligations, lettres de change, effets de commerce, billets promissaires et contrats;

Agir comme agents et courtiers pour le placement de deniers, sous le nom de "Baltimore Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

16722

deal in stocks, bonds, bills of exchange, trade acceptances, promissory notes and contracts;

To act as agents and brokers for the investment of money, under the name of "Baltimore Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1947.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

16722-o

**"Brensan Fabrics Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Morton Yaffe, agent de ventes, Susan Charness, teneur de livres, fille majeure, et June Kirlin, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de courtiers à commission, agents de manufacturiers, acheteurs d'exportation et d'importation, marchands en gros et détaillants de toute sortes de textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal; manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement disposer de toutes sortes de textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faites de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal; filer, tisser, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine et autres produits textiles, sous le nom de "Brensan Fabrics Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

16723

**"Brensan Fabrics Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Morton Yaffe, sale agent, Susan Charness, bookkeeper, spinster, and June Kirlin, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of commission brokers, manufacturers' agents, export and import buyers, wholesalers and retailers of all kinds of textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminium or metal; to manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose of all kinds of textiles, textile products, novelties, and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminium or metal; to spin, weave, manufacture, produce, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and other textiles, under the name of "Brensan Fabrics Corporation", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

16723-o

**"Buanderie Viau Inc."  
"Viau Laundry Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Marc Lacoste, de la cité de Montréal, Jacques Viau, de la cité de Lachine et Paul Gélinas, de la cité d'Outremont, tous avocats, du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exercer le commerce de blanchissage, de teinturerie, de nettoyage de tous vêtements, garnitures de maison, meubles et autres effets;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, louer, vendre et faire le commerce d'articles, effets, marchandises, approvisionnements, accessoires, matériaux, machines, outillage de toutes sortes se rattachant au commerce de blanchissage, de la teinturerie et du nettoyage, sous le nom de "Buanderie Viau Inc." — Viau Laundry Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale

**"Buanderie Viau Inc."  
"Viau Laundry Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1946, incorporating: Marc Lacoste, of the city of Montreal, Jacques Viau, of the city of Lachine, and Paul Gélinas, of the city of Outremont, all advocates, of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of the laundering, dyeing, cleaning of all garments, household trimmings, furniture and other articles:

To manufacture, import, export, buy, lease, sell and deal in articles, wares, merchandise, provisions, accessories, materials, machines, tools, of every kind connected with the laundry, dyeing and cleaning business, under the name of "Buanderie Viau Inc." — Viau Laundry Inc."

The capital stock of the company will be divided into 1,000 shares without par or nominal

et en 800 actions privilégiées de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$13,000.00.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20). Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs, approuvé par une résolution passée par eux et inscrite dans les livres de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16724-o L. DESILETS.

**"B & H Wood Heel Co. Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph-Alfred Bélanger, rentier, Urgel Héroux, manufacturier, et Roland Bélanger, voyageur de commerce, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers, dessinateurs et entrepreneurs et négociants de formes de chaussures ou une partie quelconque d'iceux et exercer l'industrie de manufacturiers d'articles en bois et le commerce qui consiste à acheter, vendre, manufacturer et entreprendre la fabrication et la vente en général de formes de chaussures, sous le nom de "B & H Wood Heel Co. Ltd.", avec un capital total de \$49,000.00, divisé en 490 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Michel, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16725-o L. DESILETS.

**"Chartierville Wood Products Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jacques Dumoulin, Jean Rémillard, procureurs, et Paul Rémillard, courtier d'assurances, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de bois de construction dans toutes ses lignes, celui qui consiste à manufacturer des meubles et des pièces de meubles de toutes sortes et toutes autres industries s'y rapportant; couper du bois de charpente, procéder au séchage au four du bois de construction, entreprendre l'industrie de manufacturiers et marchands de billes, bois de charpente scié, bois de construction, bois, pulpe, bois de pulpe, papier et tous produits ou sous-produits du bois et de la pulpe de bois et des autres articles et matières dans la fabrication desquels le bois peut entrer, sous le nom de "Chartierville Wood Products Inc.", avec un capital total de \$49,900, divisé en 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune et en 990 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chartierville, district de Compton.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16726 L. DESILETS.

value and 800 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will begin its business is \$13,000.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20). The shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors, approved by a resolution passed by them and inscribed in the books of the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16724 Deputy Attorney General.

**"B & H Wood Heel Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1946, incorporating: Joseph Alfred Bélanger, annuitant, Urgel Héroux, manufacturer, and Roland Bélanger, commercial traveller, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, designers of, contractors for and dealers in lasts for footwear or any part thereof and carry on the business of manufacturers of wooden articles, and that which consists in the purchase, sale, manufacturing and contracting for the manufacture and general sale of shoe lasts, under the name of "B & H Wood Heel Co. Ltd.", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of St-Michel, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16725 Deputy Attorney General.

**"Chartierville Wood Products Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Jacques Dumoulin, Jean Rémillard, barristers, and Paul Rémillard, insurance-broker, all of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all its line, the manufacturing of furniture and furniture parts of all kind, and any other industries connected therewith; to cut timber, to proceed to the kiln drying of lumber, engage in the industry of manufacturer of and dealer in logs, sawn timber, lumber, wood, pulp, pulpwood, paper and all products or by-products of wood and wood pulp and the other articles and materials in the making of which wood may enter, under the name of "Chartierville Wood Products Inc.", with a total capital stock of \$49,900.00, divided into 1,600 preferred shares of a par value of \$25.00 each, and 990 common shares of a par value of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Chartierville, in the District of Compton.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16726-o Deputy Attorney General.

**"Chaux Bonsecours Limitée"  
"Bonsecours Lime Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Ernest Carrière, industriel, Joseph Blain, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, Henri-P. Fabien, pharmacien, de la cité de Montréal, Jean-Pierre Potvin, ingénieur minier, de Ville St-Michel, tous du district de Montréal, et Louis-F. Coderre, négociant, de Lennoxville, district de Saint-François, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation de carrière et transiger comme marchand de pierre, de sable, de gravier et d'autres produits de même origine, en gros ou en détail; exercer l'entreprise de constructeur de route et manufacturier de moellons et de matériaux de construction de toutes sortes, ainsi que toute autre entreprise dans laquelle pourront être utilisés les produits de la compagnie; faire l'exploitation d'un établissement industriel dans le but d'usiner, transformer, broyer, traiter, préparer, façonner, graver, polir les pierres de toutes les sortes, en combiner par action physique ou chimique les produits et sous-produit obtenus, sous le nom de "Chaux Bonsecours Limitée — Bonsecours Lime Limited", avec un capital total de \$200,000.00, divisé en 200,000 actions d'une valeur au pair de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16727-o L. DESILETS.

**"Chaux Bonsecours Limitée"  
"Bonsecours Lime Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Ernest Carrière, manufacturer, Joseph Blain, advocate, both of the city of Outremont, Henri P. Fabien, druggist, of the city of Montreal, Jean-Pierre Potvin, mining engineer, of the town of St-Michel, all of the district of Montreal, and Louis F. Coderre, merchant, of Lennoxville, district of Saint Francis, all of the Province of Quebec, for the following purposes;

To carry out the operating of quarries, and, as merchant, to deal in stone, sand, gravel and other products of the same kind, whether wholesale or retail; to undertake the building of roads and the manufacturing of rubble-stone and building requisites of every kind, and also any other undertaking wherein the products of the company may be used; to operate an industrial plant intended to process, transform, crush, treat, prepare, fashion, engrave, polish all kinds of stone, to combine by physical or chemical action the products and by products thereof obtained, under the name of "Chaux Bonsecours Limitée — Bonsecours Lime Limited", with a total capital stock of \$200,000, divided into 200,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16727 Deputy Attorney General.

**"Comité Chemin d'Hiver de Ste-Julie de St-Guillaume"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Hector Doyon, cultivateur et apiculteur, Félicien Lemaire, cultivateur, Oscar Gervais, marchand, Hector Gervais, cultivateur, et Eugène Turcotte, agent du Bell Téléphone, tous de Saint-Guillaume, district de Richelieu, province de Québec, dans les buts suivants:

Former un comité pour l'entretien des chemins d'hiver et permettre aux hommes d'affaires de faciliter les relations commerciales entre les villes et les villages de Saint-Guillaume et environs par cette ouverture et l'entretien des chemins d'hiver dans la région, sous le nom de "Comité Chemin d'Hiver de Ste-Julie de St-Guillaume".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le siège social de la corporation sera au Village de St-Guillaume, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16728-o L. DESILETS.

**"Comité Chemin d'Hiver de Ste-Julie de St-Guillaume"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Hector Doyon, farmer and apiarist, Félicien Lemaire, farmer, Oscar Gervais, merchant, Hector Gervais, farmer, and Eugène Turcotte, Bell Telephone agent, all of Saint-Guillaume, district of Richelieu, Province of Quebec, for the following purposes:

To form a committee for the maintenance of winter roads and enable businessmen to facilitate commercial intercourse between the towns and villages of Saint-Guillaume and the neighborhood, by the opening and maintenance of winter roads in the region, under the name of "Comité Chemin d'Hiver de Ste-Julie de St-Guillaume".

The amount to which the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at the Village of Saint-Guillaume, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fourth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16728 Deputy Attorney General.

**Confédération Otéjiste Provinciale"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies

**Confédération Otéjiste Provinciale"**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Damien Jamin, avocat et professeur à l'Université de Montréal, Joseph Dutill, manufacturier, Révérend Père W. Gariépy, S. J., curé, tous trois des cité et district de Montréal, Paul-B. Dubé, E. Lacombe, gérants, et M. l'abbé Armand Racicot, prêtre, directeur, tous trois de Saint-Jean, Dr Auguste Massicotte, dentiste, M. l'abbé Frs-X. St-Arnaud, prêtre, Directeur O. T. J., Charlemagne Brouillette, faiseur-papier, tous trois des cité et district des Trois-Rivières, Gérard LeMay, C. R., avocat, Edmond Paquet, marchand, et M. l'abbé Alfred Leblond, prêtre, Directeur diocésain de l'O. T. J. de Québec, ces trois derniers des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Réunir sur un plan éducationnel catholique les différentes fédérations otéjistés diocésaines;

Travailler à l'assainissement et à l'organisation des loisirs de l'enfance, de la jeunesse et des adultes; établir une union morale entre les fédérations otéjistés diocésaines; promouvoir les intérêts catholiques de ces dernières et les défendre contre toute influence préjudiciable, sous le nom de "Confédération Otéjiste Provinciale".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de Cinquante mille (\$50,000.00) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16729-o L. DESILETS.

**"Eugène Paquet, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Eugène Paquet, Gérard Paquet, bijoutiers, et Irma Paquet, fille majeure, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

L'exercice du métier d'orfèvre, de bijoutier, plaqueur, argentéur et graveur, la fabrication de toutes les pièces qui entrent dans l'exercice de ces métiers; le commerce, comme grossiste ou détaillant, des bijoux, pierres précieuses, argenterie, vaisselle plate et autre, potterie, horlogerie, bijoux, appareils de précision, microscopes, télescopes, longues-vues, lunettes, lunettes d'opéra et autres objets connexes à tels commerces, sous le nom de "Eugène Paquet, Limitée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 386½, rue Saint-Joseph, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16730-o L. DESILETS.

**"General Fabrics Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1946, to incorporate as a corporation without share capital: Damien Jamin, advocate and professor at the University of Montreal, Joseph Dutill, manufacturer, Reverend Father W. Gariépy, S. J. parish-priest, all three of the city and district of Montreal, Paul-B. Dubé, E. Lacombe, managers, and Reverend abbé Armand Racicot, priest, director, all three of Saint-Jean, Dr. Auguste Massicotte, dentist, Reverend abbé Frs-X. St-Arnaud, priest director O. T. J., Charlemagne Brouillette, paper-maker, all three of the city and district of Trois-Rivières, Gérard LeMay, K. C., advocate, Edmond Paquet, merchant, and Reverend abbé Alfred Leblond, priest, diocesan director of l'O. T. J. of Quebec, the three latter of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To unite, on a Catholic educational plan, the different diocesan "otéjiste" federations;

To strive for the healthiness and organization of the leisure hours of children, youth and adults; to establish a moral union between, the diocesan "otéjiste" federations; to promote the Catholic interests of the latter and defend them against any prejudicial influence, under the name of "Confédération Otéjiste Provinciale".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16729 Deputy Attorney General.

**"Eugène Paquet, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Eugène Paquet, Gérard Paquet, jewellers, and Irma Paquet, spinster, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of goldsmith, jeweller, plater, silversmith and engraver, the manufacturing of all pieces which may enter in the objects of the said business; to deal, as wholesalers or retailers, in jewelry, precious stones, silverware, plate and china, pottery, clockwork, jewels, precision instruments, microscopes, telescopes, lorgnettes, opera-glasses and other objects connected with such business, under the name of "Eugène Paquet, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 386½ Saint Joseph street, Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16730 Deputy Attorney General.

**"General Fabrics Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1946, incorporating: Alexander

1946, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, John Lawrence McCrory, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, Ernest William Moeckridge, teneur de livres, de la cité de St-Lambert et Cecil Bruce Cooke, sténographe, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et entreprendre, par aucun moyen ou manière quelconque, les commerces, industries et activités qui consistent à manufacturer, produire, acheter, importer et / ou autrement acquérir, détenir, emmagasiner, entreposer, filer, organiser, lessiver, blanchir, teindre, tisser, carder, doubler, tricoter, crocheter, mailler, gaufrer, colorier, imprimer, broder, repousser, préparer, adopter, composer, finir, convertir, manipuler, vendre (soit en gros ou en détail), exporter, vendre à l'enchère, et / ou autrement disposer, transporter, négocier et faire le commerce par tout moyen ou manière quelconque d'aucune et toutes sortes et descriptions de soie (soit artificielle ou autrement), velours, plûche, drap, feutre, chiffon, maline, voile, satin, crêpe de chine, laine, coton ou tous tissus filamenteux ou fibreux, jute, caoutchouc, lin, chanvre, manille, crin, agavé, câble, filés, ficelle, fils, cakum, toile d'emballage, bougran, bourrures, garnitures, toiles, bas, rubans, dévidoirs, voiles, galons, pellicules et autres articles semblables et aucune et toutes sortes et descriptions de marchandises, tissus et autres textiles "issés, "ricotés, crochetés, maillés, feutrés ou autrement, sous le nom de "General Fabrics Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre de ses actionnaires n'excédera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Granby, district de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16731 L. DÉSILETS.

#### "Geo. M. Stewart Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Georges Laurence, Lucien Beauregard, C. R., Jean Brisset, Jules Beauregard, tous quatre avocats, de la cité de Montréal, et Charles Viau, administrateur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce qui consiste à manufacturer, distribuer et négocier, et faire le commerce de machineries, accessoires, appareils et outillage pour imprimeurs et relieurs, et toutes industries s'y rapportant, et manufacturer, faire, inventer, produire, acheter, importer, exporter, modifier, réparer, vendre, louer, arrenter, exploiter et faire le commerce de machineries, accessoires, appareils et outillage de toutes sortes, y compris, sans limiter, en aucune manière, la généralité des objets susdits, des matériaux, machineries, appareils, produits et accessoires à être utilisés en rapport avec les opérations susdites ou qui y sont incidents, ou qui peuvent être utiles aux électrotypistes, graveurs, photographeurs, photographes, stéréotypistes, graveurs en relief, imprimeurs et éditeurs, imprimeurs en plaqué de métal et d'étain, dessinateurs, fa-

Gordon Yeoman, law clerk, John Lawrence McCrory, stenographer, both of the City of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, Ernest William Moeckridge, of the City of St. Lambert, and Cecil Bruce Cooke, stenographer, of the City of Verdun, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in, in any way or manner whatsoever, the businesses, trades and activities of manufacturing, producing, buying, importing, and / or otherwise acquiring, holding, storing, warehousing, spinning, throwing, scouring, bleaching, dyeing, weaving, carding, doubling, knitting, netting, looping, crimping, colouring, printing, embroidering, embossing, preparing, adopting, compounding, finishing, converting, manipulating, selling (whether at wholesale or retail), exporting, auctioning and / or otherwise disposing of, transporting, dealing in and with in any way or manner whatsoever, any and all kinds and descriptions of silk (whether artificial or otherwise), velvet, plush, cloth, felt, chiffon, maline, veiling, satin, crepe de chine, wool, cotton or any filamentous or fibrous material, jute, rubber, flax, hemp, manilla, hair, sisal, rope, yarn, twine, thread, cakum, burlap, buckrum, paddings, trimmings, linens, hose, ribbons, reels, films, strips, pellicles and other like articles and any and all kinds and descriptions of goods, fabrics, and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise, under the name of "General Fabrics Limited", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of the par value of \$10.00 each.

The number of its shareholders shall not exceed twenty.

The head office of the Company will be at the Town of Granby, in the District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,  
16731-o Deputy Attorney General.

#### "Geo. M. Stewart Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating: Georges Laurence, Lucien Beauregard, K. C., Jean Brisset, Jules Beauregard, all four advocates, of the city of Montreal, and Charles Viau, administrator, of the city of Outremount, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on, in all the specialties thereof, the business which consists in the manufacturing, distributing, trading and dealing in machinery, accessories, apparatus and equipment for printers and binders, and any industries connected therewith, and to manufacture, make, invent, produce, buy, import, export, alter, repair, lease, rent, operate and deal in machinery, accessories, apparatus and equipment of every kind, including, without limiting in any manner the generality of the foregoing, objects any materials machinery, apparatus, products and accessories incidental thereto or which may be useful to electrotypists, engravers, photoengravers, photographers, stereotypists, relief engravers, printers and editors, metal and in plate printers, designers, manufacturers of works of art, lithographers, cartographers, editors, book-binders

bricants d'œuvres d'art, lithographes, cartographes, éditeurs, relieurs, papetiers, libraires, agents de publicité et négociants et vendeurs de nouveauté et d'accessoires de bureau et autres accessoires de même nature, sous le nom de "Geo. M. Stewart Limited."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$25,000.00.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16732-o L. DESILETS.

**"Gorman Steel Products Ltd."  
"Les Produits d'Acier Gorman Ltée."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: David Donald Gorman, ingénieur civil, de ville Mont-Royal Moses Abraham Fels et Sol Sydney Fels, avocats, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, assembler, importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter, réparer, remiser et autrement négocier et faire le commerce d'aéroplanes et vaisseaux aériens de toutes sortes, d'automobiles, véhicules-moteurs, auto-camions, camions, tracteurs, bicyclettes, bateaux à moteur, voitures, moyens de transport de toutes sortes et tous moteurs, engins, machinerie, engrénages, pièces constitutives, accessoires, fournitures, instruments, outils, dispositifs, appareils, lubrifiants, solutions, sous le nom de "Gorman Steel Products Ltd.—Les Produits d'Acier Gorman Ltée", avec un capital total de \$40,000 divisé en 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16733 L. DESILETS.

**"Héroux & Ricard, Compagnie Ltée."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Roger Héroux, agent-manufacturier, des cité et district de Montréal, J.-Côme Ricard, marchand, demeurant à Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, et Théogène Ricard, commis de bureau, demeurant à St-Hyacinthe, district de St-Hyacinthe, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de librairie, papeterie, tapisserie, parfumerie, articles de toilette, articles religieux ou servant au culte, de jouets, d'objets d'art et de fantaisie, et de tout autre article s'y rattachant;

Exercer l'industrie d'imprimeurs, éditeurs, relieurs et graveurs;

Acheter, vendre, louer et généralement faire commerce de machines à écrire, machines à calculer ou autres du même genre, ainsi que de tou-

paper dealers, stationers, publicity-agents and merchants and sellers of office novelties and supplies and other accessories of the same kind, under the name of "Geo. M. Stewart Limited."

The capital stock of the company will be divided into 5,000 shares without par or nominal value and the amount with which the company will begin its operations shall be at least \$25,000.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16732 Deputy Attorney General.

**"Gorman Steel Products Ltd."  
"Les Produits d'Acier Gorman Ltée."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1946, incorporating: David Donald Gorman, civil engineer, of the Town of Mount Royal, Moses Abraham Fels and Sol Sydney Fels, advocates, both in the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, assemble, import, export, buy, sell, lease, rent, repair, store and otherwise deal in and deal with aeroplanes and flying machines of all kinds, automobiles, motor cars motor trucks, trucks, tractors, cycles, motor boats, carriages, conveyances of all kinds and all motors, engines, machinery, gear, component parts, accessories, fittings, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, solutions, under the name of "Gorman Steel Products Ltd.—Les Produits d'Acier Gorman Ltée", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 800 common shares of a par value of \$50.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16733-o

**"Héroux & Ricard, Compagnie Ltée."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1946, incorporating: Roger Héroux, manufacturer's agent, of the city and district of Montreal, J. Côme Ricard, merchant, residing at Ste-Anne de Beaupré, county of Montmorency, and Théogène Ricard, office clerk, residing at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in stationery, paper, wall-paper, perfume, toilet articles, religious goods or goods used for religious purposes, toys, works of art, fancy articles and any other article connected therewith;

To carry on business as printers, editors, book-binders and engravers;

To purchase, sell, lease and deal generally in typewriters, calculating machines or others of similar kind, and also any merchandise connected

tes marchandises s'y rattachant, sous le nom de "Héroux & Ricard, Compagnie Ltée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16734-o L. DÉSILETS.

therewith, under the name of "Héroux & Ricard, Compagnie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### "Hôpital St. Denis Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et unième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Daniel Leonard, photographe, Ursule Cormier et Marcelle Leonard, gardes-malades, célibataires, majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, maintenir et diriger un hôpital pour le soin de toutes les maladies, sous le nom de "Hôpital St. Denis Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quinze mille dollars (\$15,000.00).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16735-o L. DÉSILETS.

#### "Hôpital St. Denis Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1946, incorporating: Daniel Leonard, photographer, Ursule Cormier and Marcelle Leonard, nurses, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, maintain and direct a hospital for the care of all sicknesses, under the name of "Hôpital St. Denis Incorporée".

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is fifteen thousand dollars (\$15,000).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### "Huron Fishing Tackle Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du septième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Henry Logie Tweddell, commis, André Harbour, industriel, et Lucien Harbour, gérant, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre et en général faire le commerce d'articles de pêche, de sport, d'objets en plume et d'articles de ménage, avec pouvoir de transiger toute affaire de nature similaire, sous le nom de "Huron Fishing Tackle Inc.", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 400 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le septième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16736-o L. DÉSILETS.

#### "Huron Fishing Tackle Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1946, incorporating: Henry Logie Tweddell, clerk, André Harbour, manufacturer, and Lucien Harbour, manager, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes.

To manufacture, make, buy, sell and deal generally in fishing tackle, sporting goods, feather articles and household supplies, with power to transact any business of similar kind, under the name of "Huron Fishing Tackle Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### "Jerimay Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Moses Bernard Elman, manufacturier, Celia Cohea et June Kirliu, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acquérir, acheter, détenir, importer, vendre, exporter ou autrement

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1946, incorporating: Moses Bernard Elman, manufacturer, Celia Cohen and June Kirliu, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes;

To manufacture, produce, acquire, purchase, hold, import, sell, export or otherwise dispose

disposer de toutes sortes de manteaux, robes de maison, robes, vêtements de sport et habits en général pour dames, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal; filer, tisser, manufacturer, produire, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine et autres produits textiles; exercer le commerce de courtiers à commission, agents de manufacturiers, acheteurs d'exportation et d'importation, marchands en gros et détaillants de toutes sortes de manteaux, robes de maison, robes, vêtements de sport et habits en général pour dames, textiles, produits textiles, nouveautés et tous articles faits de textiles, tissus, caoutchouc, bois, verre, aluminium ou métal, sous le nom de "Jerimay Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16737

L. DESILETS.

**"Killarney Hotel Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Dame Eileen Ryan McCracken, propriétaire, veuve non-remariée de feu John McCracken, bourgeois, de St-Donat, comté de Montcalm, Kathleen Mackenzie, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, et Jeannette Bissonnette, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, toutes deux du district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, exploiter, entretenir, changer, transférer, vendre ou autrement disposer d'hôtels, restaurants, cafés, cottages, tavernes, maisons de pension, clubs, camps et salles de rafraîchissements, sous le nom de "Killarney Hotel Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Donat, comté de Montcalm.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16738

L. DESILETS,

**"Laboratoire Rubigo Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Dame Laura Laliberté Marcoux, veuve de Oscar Marcoux, en son vivant commis, Gaston Francoeur, directeur de l'école de Papeterie des Trois-Rivières, et Roland Leroux, pharmacien, tous des cité et district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, importer, exporter et faire le commerce en gros et en détail de tous produits chimiques quelconques servant au nettoyage de tous systèmes de chauffage, de réfrigération, de radiation, de bouilloires à vapeur et de toutes autres machines, machineries et tuyauteries sus-

of all kinds of ladies coats, housecoats, dresses, sportswear and clothing generally, textiles, textile products, novelties, and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal; to spin, weave, manufacture, produce, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool and other textiles; to carry on the business of commission brokers, manufacturers, agents, export and import buyers, wholesalers and retailers of all kinds of ladies coats, housecoats, dresses, sportswear and clothing generally, textiles, textile products, novelties and all articles made out of textiles, fabrics, rubber, wood, glass, aluminum or metal, under the name of "Jerimay Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1946.

L. DESILETS;

16737-o

Deputy Attorney General.

**"Killarney Hotel Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1946, incorporating: Dame Eileen Ryan McCracken, proprietor, unmarried widow of the late John McCracken, gentleman, of St-Donat, in the County of Montcalm, Kathleen Mackenzie, stenographer, spinster, of the city of Montreal, and Jeannette Bissonnette, stenographer, spinster, of the city of Outremont, both in the district of Montreal, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

To build, buy, lease or otherwise acquire, own, equip, operate, maintain, change, transfer, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, cottages, taverns, lodging houses, clubs, camps, and refreshment rooms, under the name of "Killarney Hotel Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Saint-Donat, in the County of Montcalm.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,

16738-o

Deputy Attorney General.

**"Laboratoire Rubigo Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Dame Laura Laliberté Marcoux, widow of Oscar Marcoux, in his lifetime, clerk, Gaston Francoeur, director of "L'école de Papeterie des Trois-Rivières" and Roland Leroux, druggist, all of the city and district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export and deal in, both wholesale and retail, any chemical products whatsoever used for the cleaning of all heating, refrigeration, radiation systems, steam boilers and any other machines, machinery and piping, capable of being impaired by rust and other in-

ceptibles d'être atteints de la rouille et autres inconvénients à leur bon fonctionnement et leur appliquer tous tels produits chimiques appropriés, sous le nom de "Laboratoire Rudigo Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16739-o L. DÉSILETS.

conveniences affecting the proper working thereof and apply thereto any such chemical products as may be appropriate, under the name of "Laboratoire Rubigo Limitée" with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16739 Deputy Attorney General.

**"La Compagnie des Accessoires de Maisons"**  
**"Housing Accessories Company"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Herman Roy, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, province de Québec, Léopold Roy, voyageur de commerce, de Central Falls, et Édouard Chagnon, voyageur de commerce, de Woonsocket, ces deux dernières villes étant situées dans l'État du Rhodes Island, l'un des États-Unis d'Amérique, tous dans les buts suivants:

Faire affaires dans le commerce et l'industrie de matériaux de construction et d'accessoires domestiques, et spécialement, de nouveautés, d'articles en fer, en cuivre ou autre métal, en bois, de coupe-froid (winter strips), de plasticité ou autres matières de ce genre, de porcelaine de verrerie et d'autres ustensiles pour ménage, d'ornements, de bric-à-brac, de papeterie, de menus articles et de brimborions, de produits chimiques et autres articles de ce genre, de commodité, d'usage et de consommation, personnels et domestiques, de quincaillerie, de bijouterie, d'articles plaqués, de parfumerie, de savon, d'articles de toilette de tous genres, d'articles pour orner, récréer ou amuser, d'articles de sports de tous genres, de vendeurs de journaux, de libraires, négociants en instruments de musique, de négociants pour la photographie et les articles d'optique;

Exercer le commerce général et le métier de plombier, de ferblantier, de poseur d'appareils, accessoires à eau, à gaz, ou toutes autres matières, de systèmes électriques pour toutes sortes d'usages, d'appareils de chauffage, de ventilation, d'aération, sous toutes les formes et tous les genres;

Fabriquer, acheter, vendre tous systèmes de réfrigérateurs, bouilloires, radios, poêles, fournaies, calorifères, baignoires, évier, amiante et tous les sous-produits d'amiante, tuyaux en métal, en ciment, en grès, de toutes natures, de toutes formes, pour tous usages, nécessaires, accessoires de plomberie, et tout ce qui se rapporte à ces genres de commerce et d'industrie sous le nom de "La Compagnie des Accessoires de Maisons — Housing Accessories Company", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 8336, rue Lajeunesse, en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16740-o L. DÉSILETS.

**"La Compagnie des Accessoires de Maisons"**  
**"Housing Accessories Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1946, incorporating: Herman Roy, commercial traveller, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, Léopold Roy, commercial traveller, of Central Falls, and Édouard Chagnon, commercial traveller, of Woonsocket, these two latter towns being situated in the State of Rhode-Island, one of the United States of America, all for the following purposes:

To carry on the business of and the dealing in building materials and household accessories, and especially novelties, articles of iron, brass or other metal, or of wood, winter strip, plastic or other matter of similar kind, china, glassware and other household utensils, ornaments, bric-a-brac, stationery, small wares, notions, chemical products and other articles of the same kind, commodities for personal and domestic use, and consumption, hardware, jewellery, plated articles, perfume, soap, toilet articles of every kind, articles for ornamentation, recreation or amusement, sporting goods of every kind, to act as newspaper sellers, stationers, dealers in musical instruments, photographic and optical supplies;

To carry on generally the business and trade of plumber, tinsmith, apparatus fitters, accessories for water, gas or any other matter, electricity systems for all kinds of uses, heating, ventilation, air-conditioning apparatus, under all forms and of every kind;

To manufacture, buy, sell any refrigeration systems, boilers, radios, stoves, furnaces, coils, baths, sinks, asbestos and all by products thereof, metal, cement and stone pipes of any kind, any form, for any required uses, plumbing accessories and everything connected with such kinds of business and industry, under the name of "La Compagnie des Accessoires de Maisons — Housing Accessories Company", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 8336 Lajeunesse street, in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16740 Deputy Attorney General.

**"Léo Automobile Ltée."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jean-Arthur Lessard, Léo-Ernest Lessard et Raymond Lessard commerçants, des cité et district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Opérer un commerce de garagiste et de vendeur d'automobiles et généralement le commerce de réparation et de la vente de véhicules-moteurs de tous genres et de leurs accessoires;

D'exercer pour les fins de la compagnie, les fonctions de camionneurs, gardiens, entreposeurs, mécaniciens, manufacturiers, commerçants, agents, et toute industrie dans laquelle l'usage de la gazoline ou l'application de la gazoline, l'air comprimé, ou toutes autres forces motrices à l'exception de l'électricité, est ou peut être utile ou convenable;

De bâtir, construire, acquérir, exploiter, maintenir, louer ou disposer de garages, entrepôts, ateliers de réparation, fabriques, entrepôts secours, stations de services, bassins, aérodromes, salle d'attente, ascenseurs ou entreprises similaires, et toutes autres facilités de transport, avec leur matériel ou outillage nécessaire, sous le nom de "Léo Automobile Ltée", avec un capital total de \$40,000.00, divisé en 490 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16741-o L. DESILETS.

**"Léo Automobile Ltée."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1946, incorporating: Jean-Arthur Lessard, Léo-Ernest Lessard and Raymond Lessard, traders, of the city and district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in a garage business and the sale of automobiles and carry on generally the business of the repair and sale of motor vehicles of every kind, and the accessories thereof;

For the purposes of the company to carry on business as truckmen, wardens, warehousemen, mechanics, manufacturers, traders, agents, and any industry wherein the use of gasoline, or the application of gasoline, compressed air or any other motive power, excepting electricity, is or may be useful or suitable;

To build, construct, acquire, operate, maintain, lease, or dispose of garages, warehouses, repair shops, factories, aid-storage premises, service stations, docks, airports, waiting rooms, elevators or similar undertakings and all kinds of transportation facilities with their required material or equipment, under the name of "Léo Automobile Ltée", with a total capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16741 Deputy Attorney General.

**"Les Conciergeries Eclair Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Cléophas Leclair, fourreur, Maurice Bédard, comptable, et le Dr Charles Langlois, médecin, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs généraux et faire des entreprises de construction et de travaux dans toutes les branches de l'industrie;

Exercer généralement sous toutes ses formes le commerce de manufacturiers et de négociants en gros ou en détail, ou les deux à la fois, de portes, de châssis et de matériaux nécessaires ou utiles pour les fins susmentionnées, sous le nom de "Les Conciergeries Eclair Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16742-o L. DESILETS.

**"Les Conciergeries Eclair Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Cléophas Leclair, furrier, Maurice Bédard, accountant, and Dr. Charles Langlois, physician, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and works of general contractors and undertake construction and works in all branches of the said industry;

To carry on generally, under all the forms thereof, the business of wholesale or retail or both together manufacturers and merchants of doors, sashes, and of materials required or useful for the foregoing purposes, under the name of "Les Conciergeries Eclair Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16742 Deputy Attorney General.

**"Les Métaux de la Beauce Ltée"**  
**"Beauce Metals Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

**"Les Métaux de la Beauce Ltée"**  
**"Beauce Metals Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et unième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Dr Raoul Poulin, médecin, Philippe Couillard, marchand, tous deux de Saint-Martin-de-Beauce, district de Beauce, et Daniel Bourret, ingénieur, des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Produire, couler, fondre, traiter, raffiner, transformer, modifier, préparer, fabriquer, manufacturer, emmagasiner les métaux et alliages de toutes sortes et les autres matériaux et marchandises connexes, et faire avec eux tout autre travail de l'industrie; les acheter, vendre, échanger, transporter, importer, exporter, ou autrement en faire commerce, soit à l'état brut, soit semi-ouvrés, ou comme produits finis;

Exécuter tous les travaux de l'industrie et faire tous les actes de commerce avec les appareils, machineries, approvisionnements, articles ou autres choses utilisées dans la production, le coulage, le fondage, le traitement, le raffinage, la transformation, la modification, la préparation, la fabrication, la manufacture, l'emmagasinage et le commerce des métaux et alliages de toutes sortes, et des autres matériaux et marchandises connexes;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, échanger, louer, faire le commerce en général, soit en gros, soit en détail de ferronneries, machineries, outillages de toutes sortes, appareils de chauffage, de ventilation, accessoires de plomberie, bouilloires, évier, tuyaux en métal ou autre matériel, et de tout article qui se rapporte à ces genres d'industrie ou de commerce, sous le nom de "Les Métaux de la Beauce Ltée — Beauce Metals Limited", avec un capital total de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et unième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16743-o

L. DÉSILETS.

first day of October, 1946, incorporating: Dr. Raoul Poulin, physician, Philippe Couillard, merchant, both of Saint-Martin-de-Beauce, district of Beauce, and Daniel Bourret, engineer, of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To produce, cast, smelt, treat, refine, transform, alter, dress, make, manufacture, store metals and alloys of every kind and other materials and merchandise connected therewith and carry on, with same, any other industrial business; to purchase, sell, exchange, transfer, import, export or otherwise deal with same, either in a rough state or as semi-finished or finished products;

To carry on any industrial works and any commercial business with the apparatus, machinery, provisions, articles or other things used in the production, casting, smelting, treating, refining, transformation, alteration, dressing, making, manufacturing, storing of and dealing in metals and alloys of every kind, and other materials and merchandise connected therewith;

To import, export, manufacture, purchase, sell, exchange, lease, deal generally, whether wholesale or retail, in ironware, machinery, equipment of every kind, heating apparatus, ventilation apparatus, plumbers' supplies, boilers, sinks, pipes, whether of metal or other material, and any article connected with such kinds of industry or business, under the name of "Les Métaux de la Beauce Ltée — Beauce Metals Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Saint-Martin, district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16743

Deputy Attorney General.

**"Les Tricots Leblanc & Boulet, Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Aimé Leblanc, industriel, de Plessisville, district d'Arthabaska, Placide Boulet, entrepreneur-général, et Simone Boulet, comptable et sténographe, ces deux derniers des cité et district de Québec, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, faire fabriquer, vendre et faire le commerce de lainages, bas de laine et autres tricots de laine ou de quelque tissu textile que ce soit, et agir comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents et marchands pour les besoins desdits commerce et fabrication, sous le nom de "Les Tricots Leblanc & Boulet, Limitée", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Daveluyville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16744-o

L. DÉSILETS.

**"Les Tricots Leblanc & Boulet, Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating: Aimé Leblanc, manufacturer, of Plessisville, district of Arthabaska, Placide Boulet, general contractor, and Simone Boulet, accountant and stenographer, the two latter of the city and district of Quebec, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To make, manufacture, have manufactured, sell and deal in woolens, woolen stockings and other knitted goods, made of wool or of any textile whatsoever, and to act as manufacturers, importers, exporters, agents and merchants, in connection with the requirements of the said business and manufacturing, under the name of "Les Tricots Leblanc & Boulet, Limitée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Daveluyville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16744

Deputy Attorney General.

**"Maurice Pleau Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Maurice Pleau, manufacturier, Jean-Marie Pleau, ingénieur-forestier, et Dame Gabrielle Bertrand Pleau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de son époux Maurice Pleau et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Loretteville, district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement disposer de, exporter, importer, distribuer, faire le négoce ou autrement le commerce des peaux vertes, peaux, gants, mitaines, pantoufles, chaussures de toutes sortes, marchandises imperméables, marchandises en cuir, vêtements, fermoirs-éclairés, agrafes, fermetures, de toutes les sortes et descriptions que ce soit;

Faire le commerce comme chapeliers, fourreurs, gantiers, manufacturiers de pantoufles et chaussures en général et tanneur, et agir comme manufacturiers, agents manufacturiers, ou agents à commission, sous le nom de "Maurice Pleau Limitée", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 499 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinquième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16745-o L. DESILETS.

**"Maurice Pleau Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1946, incorporating: Maurice Pleau, manufacturer, Jean-Marie Pleau, forestry-engineer, and Dame Gabrielle Bertrand Pleau, housewife, wife separate as to property by marriage contract of her husband Maurice Pleau, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Loretteville, district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, export, import, distribute, trade or otherwise deal in raw hides, pelts, gloves, mittens, slippers, footwear of every kind, waterproof goods, leather goods, clothing, zippers, hooks, closings of every kind and description whatsoever;

To carry on business as hatters, furriers, glovers, manufacturers of slippers and footwear in general and as tanner, and act as manufacturers, manufacturers' agents or commission agents, under the name of "Maurice Pleau Limitée", with a total capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Loretteville, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16745 Deputy Attorney General.

**"National Recording & Producing Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Charles Magee, étudiant, Leslie H. Russell, bourgeois, et mademoiselle Rose Wisotsky, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre comme une industrie en exploitation le commerce présentement exercé par les quatre requérants en société, en la cité de Montréal, sous les nom et raison sociale de National Recording & Producing Co.

Exercer le commerce qui consiste à faire des enregistrements et à vendre des disques et celui qui consiste à produire des spectacles et représentations pour transcriptions radiophoniques;

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de toutes sortes de radios, pièces de radios, accessoires de radios, gramophones, phonographes, hauts-parleurs, instruments de musique et autres articles, sous le nom de "National Recording & Producing Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Les pouvoirs accordés par les présentes lettres patentes ne doivent pas être interprétés comme permettant à la compagnie d'opérer un système de transmission radiophonique ou de télévision.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16746 L. DESILETS.

**"National Recording & Producing Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Charles Magee, student, Leslie H. Russell, gentleman, and Miss Rose Wisotsky, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern, the business now carried on by your petitioners in co-partnership, at the city of Montreal, under the firm name and style of National Recording & Producing Co.;

To carry on the business of making recordings and selling records, and of producing shows and entertainment of all kinds and description for radio transcription;

To manufacture, buy, sell, and deal generally in all kinds of radios, radio parts, radio equipment, gramophones, phonographs, loud speakers, musical instruments and other articles, under the name of "National Recording & Producing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of the par value of \$100.00 each.

The powers granted by the present letters patent must not be interpreted as permitting the company to operate a radio broadcasting or television system.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16746-o Deputy Attorney General.

**"P & P Wholesalers Incorporated"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Max Bernfeld, avocat et conseil en loi du Roi, Gordon Herbert Wilson, gérant, et Kenneth Merrill Girard, entrepreneur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'épicerie en gros et en détail et à cette fin acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer, préparer, distribuer des épices, denrées, victuailles, fruits, légumes, liqueurs non-alcooliques, viandes, produits de la ferme et, en général, toutes marchandises quelconques qui peuvent être l'objet d'un tel commerce, sous le nom de "P & P Wholesalers Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16747 L. DESILETS.

**"P & P Wholesalers Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1946, incorporating: Max Bernfeld, advocate and King's Counsel, Gordon Herbert Wilson, manager, and Kenneth Merrill Girard, contractor, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail grocery business and for this purpose to purchase, sell, import, export, manufacture, prepare, distribute spices, foodstuffs, victuals, fruits, vegetables, non-alcoholic liquors, meats, farm products and in general any merchandise whatsoever which may form the objects of such a business, under the name of "P & P Wholesalers Incorporated", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16747-0 Deputy Attorney General.

**"Salaison Mont-Laurier Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph Bélanger, Gilbert Paquette, commerçants, et Roger Munn, notaire, tous de Mont-Laurier, district de Labelle, province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter une ou plusieurs salaisons dans la province de Québec, particulièrement à Mont-Laurier, comté de Labelle: opérer une salaison des viandes et d'en faire le commerce général sous toutes leurs formes et faire également le commerce des animaux vivants;

Acheter les produits de la ferme, sans exception, et les revendre au bénéfice de la Compagnie, sous le nom de "Salaison Mont-Laurier Limitée", avec un capital total de \$99,000.00, divisé en 990 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, dans le district de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16748-0 L. DESILETS.

**"Salaison Mont-Laurier Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1946, incorporating: Joseph Bélanger, Gilbert Paquette, traders, and Roger Munn, notary, all of Mont-Laurier, district of Labelle, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate one or more packing-houses in the Province of Quebec, in particular at Mont-Laurier, county of Labelle; to operate a packing-house for meats and deal generally therein under all the forms thereof, and also to deal in live stock;

To buy farm products without any exception and re-sell the same for the benefit of the company, under the name of "Salaison Mont-Laurier Limitée", with a total capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, in the district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16748 Deputy Attorney General.

**"Sherwood Realty Corporation"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs pour l'érection, la réparation et la modification de toutes sortes de résidences, établissements commerciaux et industriels, d'institutions, travaux publics et privés et entreprises de toute description et sorte;

**"Sherwood Realty Corporation"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1946, incorporating: Samuel Chait, advocate, Freda Pomerance, secretary, fille majeure, both of the city of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders for the construction, repair and alteration of all kinds of residential, commercial, industrial, institutional, public and private works, and undertakings of every description and kind;

Acheter ou autrement acquérir des terrains et propriétés immobilières, les détenir, subdiviser, développer et vendre; ériger sur ceux toutes sortes de bâtisses, comprenant des résidences, établissements commerciaux et industriels, des institutions et des bâtisses publiques et privées; les posséder, louer, vendre ou autrement en disposer;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous genres d'articles, objets et accessoires utilisés dans l'industrie de la construction, y compris les accessoires de maison tels que des réfrigérateurs poêles à gaz, installations électriques et autres articles de ménage, sous le nom de "Sherwood Realty Corporation".

Le capital de la compagnie consistera en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16749 L. DESILETS.

To purchase or otherwise acquire land and immoveable property; to hold, sub-divide, develop and sell same; to erect thereon all kinds of buildings, including residential, commercial, industrial, institutional and public and private buildings; to hold, lease, sell or otherwise dispose of same;

To manufacture, import, export, buy, sell and otherwise deal in all manner of goods, wares and supplies used in the building trades, including household accessories such as refrigerators, gas ranges, electrical equipment and other household articles, under the name of "Sherwood Realty Corporation".

The capital of the Company shall consist of 200 common shares of a par value of \$100.00 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16749-o Deputy Attorney General.

"St. James Garage Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Posséder, entretenir, exploiter et administrer des garages, établissements de réparation, magasins, salles de magasin, entrepôts et autres lieux semblables pour le remisage, le nettoyage la réparation et les soins généraux d'automobiles et véhicules-moteurs de toute et d'aucune sorte, description et catégorie et de tous les accessoires d'iceux et s'y rapportant de toute et aucune sorte et description, et arrenter, louer et donner à bail, acheter et vendre des automobiles, camions, outillage d'automobiles, automobiles, accessoires et pièces d'automobiles, aéroplanes, pièces de vaisseaux aériens et d'aéroplanes, gazoline, huile, essence et toutes autres choses d'aucune nature quelconque requises par les automobiles, et conduire, transporter des passagers et du fret au moyen d'icelles aux termes et conditions que la compagnie peut considérer convenables, sous le nom de "St. James Garage Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$25 par action et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 par action.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16750 L. DESILETS.

"St. James Garage Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To own, maintain, operate and manage garages, repair establishments, storehouses, storerooms, warehouses, and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor-cars of all and every kind, description and class and of all the accessories thereof and thereto of any and every kind and description, and to rent, lease and hire, purchase and sell motor-cars, trucks, automotive equipment, automobiles, auto accessories and parts, aeroplanes, aircraft and aeroplane parts, gasoline, oil, fuel and any other automobile requirements of any nature whatsoever, and to carry, transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable, under the name of "St. James Garage Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 1,000 common shares of the par value of \$25.00 per share, and 2,500 preferred shares of the par value of \$10.00 per share.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,  
16750-o Deputy Attorney General.

"Théâtre Laurier Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Camille Bolduc, gérant, de Macamic, district d'Abitibi, Jean-Louis

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Camille Bolduc, manager, of Macamic, district of Abitibi, Jean-Louis Caron, architect, of the

Caron, architecte, des cité et district des Trois-Rivières, et Gabriel Grenier, avocat, des cité et district de Montréal, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et posséder de toutes façons permises par la loi, construire, faire construire, entretenir, réparer, améliorer et exploiter des théâtres, cinémas, salles de représentations et de concerts, des terrains de jeux, des parcs d'amusements, des magasins, restaurants, logements, et autres immeubles de rapport; les vendre, louer et affermer, et disposer à volonté, soit pour le tout, soit pour partie seulement, sous le nom de "Théâtre Laurier Limitée", avec un capital total de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16751-o L. DÉSILETS.

city and district of Trois-Rivières, and Gabriel Grenier, advocate, of the city and district of Montreal, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and own in any lawful manner, build, have built, maintain, repair, improve and operate theatres, cinemas, performance and concert halls, playgrounds, amusement parks, stores, restaurants, dwellings and other apartment immovables; sell, lease and rent the same and dispose thereof at will, whether in whole or only in part, under the name of "Théâtre Laurier Limitée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16751 Deputy Attorney General.

**"The Automotive Speciality Co. Ltd."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph-Arthur Pelletier, distributeur, de la cité d'Outremont, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Louis Abraham DeZwirek, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes de pièces de rechange électriques d'automobiles pour les systèmes de démarrage, d'éclairage et d'allumage, accessoires électriques et moteurs d'automobiles, camions et autobus, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toutes sortes de machinerie, instruments, appareils, lubrifiants, ciment, gazoline, huile, fluides décarbonisants, fluides à polir, solutions et dispositifs, soit relatifs à la construction de véhicules-moteurs ou autrement, sous le nom de "The Automotive Speciality Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000. divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16752 L. DÉSILETS.

**"The Automotive Speciality Co. Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating: Joseph-Arthur Pelletier, distributor, of the city of Outremont, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Louis Abraham DeZwirek, advocate, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, distribute, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of automotive electrical replacement parts for starting, lighting and ignition systems, electrical equipment, and automobile, auto-truck and bus motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts, and all kinds of machinery, implements, apparatus, lubricants, cements, gazoline, oil, carbon removing fluids, polishing fluids, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, under the name of "The Automotive Speciality Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16752-o Deputy Attorney General.

**"Three Rivers Merchandizing Company Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Crammond Oliver Baptist, commerçant, Roger Beaudet, comptable, tous deux de la cité des Trois-Rivières, et Raymond Bilodeau, comptable, du Cap-de-la-Madeleine, tous du district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de trafiquants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants et distributeurs de denrées alimentaires, de matériaux de construction, de textiles bruts et finis à

**"Three Rivers Merchandizing Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1946, incorporating: Crammond Oliver Baptist, trader, Roger Beaudet, accountant, both of the city of Trois-Rivières, and Raymond Bilodeau, accountant, of Cap-de-la-Madeleine, all of the district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of traders, importers, exporters, wholesalers, retailers and distributors of food products, building requisites, rough and dressed textiles, by the yard or by the pound, for

la verge ou à la livre pour la consommation — exemple: habits, sous-vêtements, chaussures, meubles, fixtures et jouets; équipement de manufacturiers ou contracteurs tel que tours, moteurs, fraiseuses, machineries, marchandises de ferronneries, sous le nom de "Three Rivers Merchandizing Company Limited", avec un capital total de \$49,900.00, divisé en 34,600 actions privilégiées de \$1.00 chacune, et en 15,300 actions ordinaires de \$1.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, (Edifice Aneau), dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16753-o L. DÉSILETS.

**"Toffoli et Morency Incorporé"**  
**"Toffoli and Morency Incorporated"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Joseph-Pierre-Augustin Gravel, avocat et conseil en Loi du Roi, Joseph-Charles Valère Gravel, avocat, et Ethel M. McCallum, secrétaire, tous des cité et district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Pour faire le commerce de poser le terrazo, le marbre, la tuile de toute sorte, la mosaïque, le ciment;

Pour faire le commerce d'importation et d'exportation de terrazo, marbre, tuile de toute sorte, mosaïque, ciment, vin et huile d'olive;

Pour faire le commerce de manufacturier de tuile de toute sorte, de comptoirs-frigidaires, de monuments funéraires et de tout autre objet fait de terrazo, marbre, tuile, mosaïque et ciment;

Pour faire le commerce d'entrepreneur général, et entreprendre la construction, réparation et démolition de tout genre d'immeuble, de même que tous autres travaux, sous le nom de "Toffoli et Morency Incorporé — Toffoli and Morency Incorporated", avec un capital total de \$20,000.00, divisé en 200 actions ordinaires de \$100.00 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatrième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16754-o L. DÉSILETS.

**"York Hotel Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de novembre 1946, constituant en corporation: Herbert William Jackson, gérant, de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, de la cité de Montréal, et William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger, exercer et entreprendre, soit seul ou avec d'autres et par aucun moyen ou manière quelconque, un commerce général d'hôtel, et, à cette fin, acheter, coastruire, bâtir, louer et/ou autrement acquérir et posséder et aménager des hôtels, clubs, chalets, restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements, salles de danses, salles

consumption — such as: clothing, underclothing, footwear, furniture, fixtures and toys; manufacturers' or builders' equipment, as lathes, engines, milling-machines, machinery; ironware, under the name of "Three Rivers Merchandizing Company Limited", with a total capital stock of \$49,900, divided into 34,600 preferred shares of \$1 each, and 15,300 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, (Aneau Building), in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16753 Deputy Attorney General.

**"Toffoli et Morency Incorporé"**  
**"Toffoli and Morency Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1946, incorporating: Joseph Pierre Augustin Gravel, advocate and King's Counsel, Joseph Charles Valère Gravel, advocate, and Ethel M. McCallum, secretary, all of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in the business of the laying of terrazzo, marble, tiles of every kind, mosaic, cement:

To carry on the business of the importation and exportation of terrazzo, marble, tiles of every kind, mosaic, cement, wine and olive oil;

To carry on the business of the manufacturing of all kinds of tiles, refrigeration-counters, funeral monuments and any other object made of terrazzo, marble, tiles, mosaic, and cement;

To carry on business as general contractor and undertake the building, repair and demolishing of all kinds of immovables, and also any other works, under the name of "Toffoli et Morency Incorporé — Toffoli and Morency Incorporated", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16754 Deputy Attorney General.

**"York Hotel Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November: 1946, incorporating: Herbert William Jackson, manager, in the City of St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, in the city of Montreal, and William Patrick Creagh, law clerk, in the Town of Mount Royal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, either alone or in conjunction with others, and in any other way or manner whatsoever a general hotel business, and, in that connection to purchase, construct, build, lease and/or otherwise acquire, and to own and equip hotels, clubs, chalets, restaurants, cafes, taverns, refreshment rooms,

d'amusements, maisons de pension, cabines, cottages, résidences et logements et les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer et, en général, exercer, diriger et entreprendre par aucun moyen ou manière quelconque et dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives les commerces et activités qui consistent à aménager et exploiter des hôtels, clubs, restaurants, chalets, cafés, tavernes, kiosques et salles de rafraîchissements, maisons de pensions, cabines, cottages, résidences et logements, et en rapport avec ceux, exercer le commerce de pourvoyeurs licenciés, marchands de vin, bière, spiritueux, tabac, cigares et cigarettes, importateurs et manufacturiers d'eaux minérales et artificielles et autres breuvages et pourvoyeurs et fournisseurs de divertissements publics en général, sous le nom de "York Hotel Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres n'excédera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16755 L. DÉSILETS.

dance halls, amusement halls, lodging houses, cabins, cottages, residences and dwellings and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the same and generally to carry on, conduct and engage in in any way or manner whatsoever and in all or any of their respective branches the business and activities of maintaining and operating hotels, clubs, restaurants, chalets, taverns, refreshment booths and rooms, lodging houses, cabins, cottages, residences and dwellings and in connection therewith, to carry on the business of licensed victuallers, wine, beer, spirits and tobacco, cigar and cigarette merchants, importers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks and purveyors and caterers for public amusements generally, under the name of "York Hotel Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of the par value of \$100.00 each.

The number of its shareholders or members, shall not exceed twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1946.

L. DÉSILETS,  
16755-o Deputy Attorney General.

## Lettres patentes supplémentaires

### "Beco Inc." (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onzième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Beco Inc." (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant: a) son Règlement N° XXIII augmentant son capital de \$49,000. à \$100,000., par la création de 51,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1. chacune; b) son Règlement N° XXIV augmentant le nombre de ses directeurs de trois à cinq, ce dernier règlement se lisant ainsi:

"Il est également statué par règlement numéro XXIV que vu l'augmentation du capital-actions, le nombre des directeurs soit porté à 5."

Daté du bureau du Procureur général, le 11ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16756-o L. DÉSILETS,

### "Bert Light, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Bert Light Inc.", ratifiant son règlement N° 33 augmentant son capital de \$10,000 à \$100,000, par la création de 900 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, ce 8ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16757 L. DÉSILETS,

### "Imtraco Trading Company Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

## Supplementary Letters Patent

### "Beco Inc." (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Beco Inc." (No Personal Liability) ratifying; a) its By-law No. XXIII, increasing its capital stock from \$49,000 to \$100,000, by the creation of 51,000 additional common share of a par value of \$1 each; b) its By-law No. XXIV, increasing the number of its directors from three to five, the latter By-law reading as follows:

"It is also enacted by By-law number XXIV, that, in view of the increase of its capital stock, the number of directors be raised to 5."

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16756 Deputy Attorney General.

### "Bert Light, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of October 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Bert Light, Inc.", ratifying its By-Law No. 33 increasing its capital stock from \$10,000. to \$100,000., by the creation of 900 additional common shares of the value of \$100, each.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16757 Deputy Attorney General.

### "Imtraco Trading Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de novembre 1946, changeant le nom de la compagnie "Impex-Trading Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 septembre 1946, en celui de "Imtraco Trading Company Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, ce 2ième jour de novembre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16758 L. DÉSILETS,

"La Compagnie J. A. Gosselin, Limitée"  
"The J. A. Gosselin Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du neuvième jour d'octobre 1946, à "La Compagnie J. A. Gosselin", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 juillet 1902, ratifiant: a) son Règlement N° VIII changeant son nom en celui de "La Compagnie J. A. Gosselin, Limitée" — "The J. A. Gosselin Company, Limited"; b) son Règlement N° IX augmentant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 9ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16759-o L. DÉSILETS.

"Laurentide Automobiles Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Laurentide Automobiles Inc." ratifiant son Règlement Spécial "A" étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 25ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16760-o L. DÉSILETS.

"Ménard & Ménard Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1946, changeant le nom de la compagnie "Ménard & Cloutier Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 mars 1937, en celui de "Ménard & Ménard Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 24ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16761-o L. DÉSILETS.

"Montreal Shoe Stores Ltd."  
"Magasins de Chaussures Montréal Ltée."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trentième jour d'octobre 1946, changeant le nom de la compagnie "J. B. Lefebvre Limited" — "J. B.

patent, bearing date the second day of November, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Impex Trading Company Ltd.", incorporated by letters patent dated September 24th, 1946, into that of "Imtraco Trading Company Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of November, 1946.

L. DÉSILETS,  
16758-o Deputy Attorney General.

"La Compagnie J. A. Gosselin, Limitée"  
"The J. A. Gosselin Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the ninth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941) to "La Compagnie J. A. Gosselin", incorporated by letters patent under date of July 17, 1902, ratifying: a) its By-law No. VIII changing its name to that of "La Compagnie J. A. Gosselin, Limitée" "The J. A. Gosselin Company, Limited"; b) its By-law No. IX, increasing its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 9th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16759 Deputy Attorney General.

"Laurentide Automobiles Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Laurentide Automobile Inc." ratifying its special By-law "A" extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16760 Deputy Attorney General.

"Ménard & Ménard Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company, "Ménard & Cloutier Limitée", incorporated by letters patent under date of March 17th, 1937, to that of "Ménard & Ménard Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
16761 Deputy Attorney General.

"Montreal Shoe Stores Ltd."  
"Magasins de Chaussures Montréal Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "J. B. Lefebvre Limited" — "J. B. Lefebvre Limitée", incorporated by letters patent

Lefebvre Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mars 1933, en celui de "Montreal Shoe Stores Ltd." — Magasins de Chaussures Montréal Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, ce 30ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16762 L. DÉSILETS.

dated March 30th, 1933, into that of "Montreal Shoe Stores Ltd." — "Magasins de Chaussures Montréal Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Pic Construction Company Limited"**  
**"Pic Construction Compagnie Limitée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, changeant le nom de la compagnie "Pic Construction Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mai 1944, en celui de "Pic Construction Company Limited" — "Pic Construction Compagnie Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 22ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16763-o L. DÉSILETS,

**"Pic Construction Company Limited"**  
**"Pic Construction Compagnie Limitée"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-second day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, changing the name of the company "Pic Construction Company" incorporated by letters patent under date of May 9th, 1944, to that of "Pic Construction Company Limited" — "Pic Construction Compagnie Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Sportland Shoe Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Sportland Shoe Company Limited", ratifiant son règlement N° 23 augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, par la création de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16764 L. DÉSILETS.

**"Sportland Shoe Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Sportland Shoe Company Limited" ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital stock from \$40,000. to \$100,000., by the creation of 600 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 3rd day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"United Distributors Inc."**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, à la compagnie "United Wine and Spirit Agencies Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1933: a) changeant son nom en celui de "United Distributors Inc."; b) augmentant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, ce 22ième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
16765 L. DÉSILETS,

**"United Distributors Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "United Wine and Spirit Agencies Inc.", incorporated by letters patent dated January 10th, 1933: a) changing its name into that of "United Distributors Inc."; b) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**"Woodville Export and Import Company Limited"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1946, à la compagnie "Woodville Export and Import Company Lim-

**"Woodville Export and Import Company Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of October, 1946, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Woodville Export and Import Company Limited", ratifying its Special By-Law "A": 1.)

ited", ratifiant son règlement spécial "A": 1°) convertissant et subdivisant les 200 actions ordinaires qui composent le capital de la compagnie en 2400 actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant à \$12,000 le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce; 2°) augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à cinq, cette partie du règlement se lisant comme suit:

"Les directeurs de la compagnie seront au nombre de cinq (5); 3°) étendant les pouvoirs de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, ce 24<sup>ème</sup> jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,  
17666 L. DÉSILETS.

converting and subdividing the 200 common shares composing the capital stock of the company into 2400 shares without nominal or par value, and fixing at \$12,000 the amount with which the company shall carry on its business; 2.) increasing the number of the company's directors from three to five, this part of By-law reading as follows: "The directors of the Company shall be five (5) in number: 3.) extending the powers of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of October, 1946.

L. DÉSILETS,  
17666-o Deputy Attorney General.

### Arrêtés en Conseil

#### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—  
Numéro 4797

—  
Québec, le 21 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la réglementation de la chasse au rat-musqué dans la province de Québec.

ATTENDU que des représentations ont été faites aux autorités du département de la Chasse et de la Pêche à l'effet que la chasse au rat-musqué devrait être retardée, le printemps, dans les comtés de Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska;

ATTENDU qu'il est opportun d'accéder à ces demandes vu les conditions climatiques dans ces comtés.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries, vu le paragraphe 4 de l'article 65 de la Loi de la Chasse (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 153):

QUE l'arrêté ministériel numéro 646 concernant la réglementation de la chasse au rat-musqué passé le 15 mars 1943 soit amendé en ajoutant dans la deuxième partie du paragraphe a, entre le mot "comtés" et le nom "Rivière-du-Loup", les noms suivants: "Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska".

A. MORISSET,  
16772-o Greffier du Conseil Exécutif.

#### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—  
Numéro 4792

—  
Québec, le 21 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 639 du 21 février 1946 relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec;

### Orders in Council

#### ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—  
Number 4797

—  
Québec, November 21 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of the Hunting of Muskrat in the Province of Québec.

WHEREAS representations have been made to the authorities of the Department of Game and Fisheries, to the effect that the hunting of muskrat ought to be delayed, in the spring, in the counties of Bellechasse, Montmagny, L'Islet and Kamouraska;

WHEREAS it is expedient to grant such requests, in view of the climatic conditions in these counties.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries, seeing paragraph 4 of section 65 of the Game Laws (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 153):

THAT the Order in Council number 646 concerning the regulating of the hunting of muskrat, passed on March 15, 1943, be amended by adding, in the second part of paragraph a, between the word "counties of" and the name "Rivière-du-Loup", the following names: "Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska".

A. MORISSET,  
16772 Clerk of the Executive Council.

#### ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

—  
Number 4792

—  
Québec, November 21, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the furniture industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Furniture Industry of Québec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 639, of February 21, 1946, relating to the furniture industry in the Province of Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 octobre 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 639, soit modifié de la façon suivante:

Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"Sur entente entre l'employeur et les salariés, il n'y a pas de travail le samedi. En tel cas, la journée régulière de travail ne doit pas toutefois excéder dix (10) heures par jour, avec rémunération à temps simple sans prime pour temps supplémentaire."

A. MORISSET,  
16820-o Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 12, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 639, be amended as follows:

The second paragraph of subsection "a" of section V is replaced by the following:

"Upon agreement between the employer and the employees, there may be no work on Saturdays. In such a case, the normal working day must not exceed ten (10) hours per day to be remunerated at regular rates without overtime premium."

A. MORISSET,  
16820-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4791

Québec, le 21 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Maîtres-Barbiers du district de Hull et le Syndicat interprofessionnel représentant les employés-barbiers du district de Hull ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 octobre 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2246, soit modifié de la façon suivante:

1° Les paragraphes "a", "b" et "c" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"IV. *Salaires minima*: Le salaire minimum pour le travail régulier est le suivant:

a) Dans la zone I, les barbiers doivent recevoir \$20.00 par semaine plus 60% des recettes de leur travail au-dessus de \$30.00 au cours de la semaine.

b) Dans la zone II, les barbiers doivent recevoir \$16.00 par semaine plus 60% des recettes de leur travail au-dessus de \$25.00 au cours de la semaine.

c) Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que les minima ci-haut mentionnés lors de l'entrée en vigueur du présent décret."

2° Le taux de \$16.00 mentionné dans les paragraphes "d" et "e" de l'article IV est remplacé par celui de \$20.00.

A. MORISSET,  
16821-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4791

Quebec, November 21, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Association des Maîtres-Barbiers du district de Hull" and "Le Syndicat interprofessionnel" representing the barber employees of the district of Hull have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 2246, of August 27, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of Hull;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 12, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2246, be amended as follows:

1. Subsections "a", "b" and "c" of section IV are replaced by the following:

"IV. *Minimum wages*: The minimum wages for regular work are as follows:

a) In zone I, barbers shall be paid \$20.00 per week, plus 60% of the receipts of their work exceeding \$30.00 in the course of the week.

b) In zone II, barbers shall be paid \$16.00 per week, plus 60% of the receipts of their work exceeding \$25.00 in the course of the week.

c) No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum rates hereabove mentioned at the time of the coming into force of the present decree."

2. The rate of \$16.00 mentioned in subsections "d" and "e" of section IV is replaced by that of \$20.00.

A. MORISSET,  
16821 Clerk of the Executive Council.

Commission du Salaire Minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du Salaire minimum le 7 novembre 1946, à l'effet de maintenir en vigueur jusqu'au 1er janvier 1948 un certain nombre de ses ordonnances, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 4787 du 21 novembre 1946.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit, savoir:

1. *Ordonnances maintenues en vigueur:* Les ordonnances ci-après mentionnées sont maintenues en vigueur jusqu'au 1er janvier 1948, savoir:

a) *L'ordonnance no 4, 1942*, de la Commission du salaire minimum étant une ordonnance générale, approuvée le 17 février 1942 et modifiée le 21 mars 1942, approuvée telle que modifiée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 11 avril 1942, et subséquemment modifiée et renouvelée;

b) *L'ordonnance no 5 révisée*, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie du textile de la soie, adoptée le 30 juin 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1398 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938, et subséquemment modifiée et renouvelée;

c) *L'ordonnance no 6, 1943*, de la Commission du salaire minimum, régissant les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs dans le district de Montréal, adoptée par la Commission le 21 mai 1943, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 9 juin 1943 par arrêté portant le numéro 1488, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 12 juin 1943 et subséquemment modifiée et renouvelée;

d) *L'ordonnance no 7, 1945*, de la Commission du salaire minimum, régissant les fabriques de contreforts de chaussures, adoptée par la Commission le 18 mai 1945, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 6 juillet 1945 par arrêté portant le numéro 2657, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 14 juillet 1945;

e) *L'ordonnance no 8, révisée*, de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie textile du coton, adoptée par la Commission le 12 décembre 1940, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 20 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4402, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 28 décembre 1940 et subséquemment modifiée et renouvelée;

f) *L'ordonnance no 10*, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les employés préposés à la pasteurisation, fabrication et/ou distribution des produits laitiers, adoptée le 8 juillet 1938, approuvée par le Lieutenant-gou-

NOTICE

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, adopted by the Minimum Wage Commission on November 7, 1946, for the purpose of maintaining in force until January 1st, 1948, a certain number of its ordinances, has been approved by Order in Council number 4787, of November 21, 1946.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance of renewal

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164).

Orders and decrees by the present Ordinance of renewal, the following, to wit:

1. *Ordinances maintained into force:* The following ordinances are maintained into force until the 1st of January, 1948, to wit:

a) *Ordinance No. 4, 1942*, of the Minimum Wage Commission being a general ordinance, approved on the 17th of February 1942 and amended on the 21st of March 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 2nd of April 1942 by Order in council number 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended and renewed;

b) *Ordinance No. 5 revised*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Silk Textile Industry, adopted on the 30th of June 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th of August 1938 by Order in council number 1398 and published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th of August 1938, and subsequently amended and renewed;

c) *Ordinance No. 6, 1943*, of the Minimum Wage Commission, governing Stationary Enginemen and Fireman of the district of Montreal, adopted by the Commission on the 21st of May 1943, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th of June 1943 by Order in council number 1488, published in the *Quebec Official Gazette* on the 12th of June 1943 and subsequently amended and renewed;

d) *Ordinance No. 7 1945*, of the Minimum Wage Commission, governing Shoe-Counter Industry, adopted by the Commission on the 18th of May 1945, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 6th of July 1945 by Order in council number 2657, and published in the *Quebec Official Gazette* on the 14th of July 1945;

e) *Ordinance No. 8 revised*, of the Minimum Wage Commission, governing Cotton Textile Industry, adopted by the Commission on the 12th of December 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 20th of December 1940 by Order in council number 4402, published in the *Quebec Official Gazette* on the 28th of December 1940 and subsequently amended and renewed;

f) *Ordinance No. 10*, of the Fair Wage Board now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Establishments engaged in the Pasteurising, Processing and/or Distribution of Milk, adopted on the 8th of July 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the

verneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1399, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938, et subséquemment modifiée et renouvelée;

g) *L'ordonnance no 11, 1944*, de la Commission du salaire minimum, régissant les institutions d'assistance, hôpitaux et hospices, adoptée par la Commission le 4 juillet 1944, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 1er août 1944 par arrêté portant le numéro 3029, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 5 août 1944 et subséquemment renouvelée;

h) *L'ordonnance no 13, 1942*, de la Commission du salaire minimum, régissant la fabrication d'allumettes, adoptée par la Commission le 22 avril 1942, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 11 juin 1942 par arrêté portant le numéro 1395, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 13 juin 1942 et subséquemment renouvelée;

i) *L'ordonnance no 14*, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les exploitations foncières, adoptée le 12 août 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 10 septembre 1938 par arrêté portant le numéro 1843, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 17 septembre 1938 et subséquemment modifiée et renouvelée;

j) *L'ordonnance no 15*, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie de l'emballage et de l'assortissage du papier de rebut, adoptée le 22 septembre 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 28 septembre 1938, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 8 octobre 1938, et subséquemment modifiée et renouvelée;

k) *L'ordonnance no 16*, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les exportateurs et marchands de gros de beurre et de fromage, adoptée le 14 octobre 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938 par arrêté portant le numéro 2362, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 novembre 1938, et subséquemment renouvelée;

l) *L'ordonnance no 17*, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les buanderies, établissements de nettoyage à sec, de teinturerie, de nettoyage de tapis et autres établissements de même nature, adoptée le 14 octobre 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 novembre 1938, et subséquemment modifiée et renouvelée;

m) *L'ordonnance no 19*, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les établissements de fabrication de bas façonnés, adoptée le 14 octobre 1938, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 novembre 1938, et subséquemment modifiée et renouvelée;

n) *L'ordonnance no 22 révisée*; de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les briqueteries et manufactures de blocs pour les constructions, adoptée le 31 octobre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 7 décembre 1939 par arrêté portant le numéro 2857, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 16 décembre 1939 et subséquemment modifiée et renouvelée;

9th of August 1938 by Order in council number 1399, published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th of August 1938, and subsequently amended and renewed;

g) *Ordinance No. 11, 1944*, of the Minimum Wage Commission, governing Charitable Institutions, Hospitals and Homes, adopted by the Commission on the 4th of July 1944, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 1st of August 1944, by Order in Council number 3029, published in the *Quebec Official Gazette* on the 5th of August 1944 and subsequently renewed;

h) *Ordinance No. 13, 1942*, of the Minimum Wage Commission, governing Match Industry, adopted by the Commission on the 22nd of April 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 11th of June 1942 by Order in council number 1395, published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th of June 1942 and subsequently renewed;

i) *Ordinance No. 14*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Real Estate Undertakings, adopted on the 12th of August 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 10th of September 1938 by Order in council number 1843, published in the *Quebec Official Gazette* on the 17th of September 1938 and subsequently amended and renewed;

j) *Ordinance No. 15*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Industry of Packing and Grading Waste Paper, adopted on the 22nd of September 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 28th of September 1938, published in the *Quebec Official Gazette* on the 8th of October 1938, and subsequently amended and renewed;

k) *Ordinance No. 16*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Butter and Cheese Wholesalers and Exporters, adopted on the 14th of October 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of November 1938 by Order in council number 2362, published in the *Quebec Official Gazette* on the 26th of November 1938, and subsequently renewed;

l) *Ordinance No. 17*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Laundry, dry cleaning, dyeing, carpet cleaning and allied service establishments, adopted on the 14th of October 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of November 1938, published in the *Quebec Official Gazette* on the 26th of November 1938, and subsequently amended and renewed;

m) *Ordinance No. 19*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Establishments Engaged in the Manufacture of Full-Fashioned Hosiery, adopted on the 14th of October 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of November 1938, published in the *Quebec Official Gazette* on the 26th of November 1938, and subsequently amended and renewed;

n) *Ordinance No. 22, revised*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Manufactures of Bricks and Building Blocks, adopted on the 31st of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 7th of December 1939 by Order in council number 2857, published in the *Quebec Official Gazette* on the 16th of December 1939 and subsequently amended and renewed;

o) L'ordonnance no 23, 1943, de la Commission du salaire minimum, régissant les tavernes dans le district de Montréal, adoptée le 31 août 1943, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 21 octobre 1943 par arrêté portant le numéro 3015, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 23 octobre 1943 et subséquemment modifiée et renouvelée;

p) L'ordonnance no 25, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant le commerce de rebuts, adoptée le 13 janvier 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 28 janvier 1939 par arrêté portant le numéro 139, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 11 février 1939 et subséquemment modifiée et renouvelée;

q) L'ordonnance no 26-A, de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et les automobiles de louage dans le district de Montréal, adoptée le 5 mars 1941, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 15 mars 1941, par arrêté portant le numéro 636, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 22 mars 1941, et subséquemment modifiée et renouvelée;

r) L'ordonnance no 27, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie de la mise en conserve, adoptée le 28 décembre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 13 janvier 1940 par arrêté portant le numéro 190, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 20 janvier 1940 et subséquemment renouvelée;

s) L'ordonnance no 28, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les teintureries et buanderies dans les villes de Québec et Québec-Ouest, adoptée le 25 août 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 9 septembre 1939, par arrêté portant le numéro 1990, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 16 septembre 1939 et subséquemment renouvelée;

t) L'ordonnance no 29, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et automobiles de louage dans les cités de Québec et de Lévis, adoptée le 25 août 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 9 septembre 1939 par arrêté portant le numéro 1991, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 18 septembre 1939 et subséquemment renouvelée;

u) L'ordonnance no 30, de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les manufactures de boîtes et autres objets en bois, adoptée le 14 septembre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 21 septembre 1939 par arrêté portant le numéro 2140, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 30 septembre 1939, et subséquemment modifiée et renouvelée;

v) L'ordonnance no 31, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les tailleurs et les couturiers de la cité de Québec, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939 par arrêté portant le numéro 2419, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939, et subséquemment modifiée et renouvelée;

w) L'ordonnance no 32, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie du matelas et du rembourrage de meubles dans

o) Ordinance No. 23, 1943, of the Minimum Wage Commission, governing Taverns in the district of Montreal, adopted on the 31st of August 1943, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 21st of October 1943 by Order in council number 3015, published in the *Quebec Official Gazette* on the 23rd of October 1943 and subsequently amended and renewed;

p) Ordinance No. 25, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Waste Materials, adopted on the 13th of January 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 28th of January 1939 by Order in council number 139, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of February 1939 and subsequently amended and renewed;

q) Ordinance No. 26-A, of the Minimum Wage Commission, governing Taxicabs and Automobiles for hire, city and district of Montreal, adopted in the 5th of March 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 15th of March 1941 by Order in council number 636, published in the *Quebec Official Gazette* on the 22nd of March 1941, and subsequently amended and renewed;

r) Ordinance No. 27, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Canning Industry, adopted on the 28th of December 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 13th of January 1940 by Order in council number 190, published in the *Quebec Official Gazette* on the 20th of January 1940 and subsequently renewed;

s) Ordinance No. 28, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Dyeworks and Laundries (Towns of Quebec and Quebec-West), adopted on the 25th of August 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th of September 1939, by Order in council number 1990, published in the *Quebec Official Gazette* on the 16th of September 1939 and subsequently renewed;

t) Ordinance No. 29, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Taxicabs and Automobiles for hire (Cities of Quebec and Lévis), adopted on the 25th of August 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 9th of September 1939 by Order in council number 1991, published in the *Quebec Official Gazette* on the 18th of September-1939 and subsequently renewed;

u) Ordinance No. 30, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Manufactures of wooden boxes and other wooden objects, adopted on the 14th of September 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 21st of September 1939 by Order in council number 2140, published in the *Quebec Official Gazette* on the 30th of September 1939, and subsequently amended and renewed;

v) Ordinance No. 31, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Tailors and Dressmakers (Quebec City), adopted on the 2nd of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 16th of November 1939 by Order in council number 2419, published in the *Quebec Official Gazette* on the 25th of November 1939, and subsequently amended and renewed;

w) Ordinance No. 32, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Mattress and Upholstering Industry (City of Quebec, city of Lévis and town of

la cité de Québec, la cité de Lévis, et la ville de Québec-Ouest, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939 par arrêté portant le numéro 2420, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939 et subséquemment modifiée et renouvelée;

x) *L'ordonnance no 33, 1943*, de la Commission du salaire minimum, régissant le commerce d'alimentation en gros dans le district de Québec, adoptée le 16 septembre 1943, et amendée le 15 octobre 1943, approuvée telle qu'amendée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 19 novembre 1943, par arrêté portant le numéro 3490, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 20 novembre 1943 et subséquemment renouvelée;

y) *L'ordonnance no 34*, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie et le commerce de la glace des cités et district de Québec, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2421, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939 et subséquemment modifiée et renouvelée;

z) *L'ordonnance no 36*, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les fonderies dans la cité de Hull, adoptée le 2 octobre 1939, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 16 novembre 1939, par arrêté portant le numéro 2423, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 novembre 1939 et subséquemment modifiée et renouvelée;

aa) *L'ordonnance no 37*, de l'Office des salaires raisonnables, régissant les verreries à bouteilles, adoptée par l'Office des salaires raisonnables le 21 juin 1940, approuvée comme ordonnance de la Commission du salaire minimum, par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 5 juillet 1940, par arrêté portant le numéro 2591, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 juillet 1940, et subséquemment modifiée et renouvelée;

bb) *L'ordonnance no 39, 1942*, de la Commission du salaire minimum, régissant les exploitations forestières, adoptée le 9 décembre 1942, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942 par arrêté portant le numéro 3494, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 9 janvier 1943 et subséquemment modifiée et renouvelée;

cc) *L'ordonnance no 40*, de la Commission du salaire minimum régissant les salles de cinémas et de théâtres dans l'île de Montréal, adoptée le 2 mai 1941, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 17 mai 1941, par arrêté portant le numéro 1242, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 31 mai 1941, et subséquemment modifiée et renouvelée;

dd) *L'ordonnance no 42*, de la Commission du salaire minimum régissant les exploitations de tourbières, adoptée le 24 juillet 1941, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 13 août 1941 par arrêté portant le numéro 2046, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 16 août 1941, et subséquemment renouvelée;

ee) *L'ordonnance no 45*, de la Commission du salaire minimum, régissant les vitreries, adoptée le 20 février 1944, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 18 avril 1944 par arrêté portant le numéro 1223, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 22 avril 1944 et subséquemment modifiée et renouvelée.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de

Québec-West), adopted on the 2nd of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 16th of November 1939 by Order in council number 2420, published in the *Quebec Official Gazette* on the 25th of November 1939 and subsequently amended and renewed;

x) *Ordinance No. 33, 1943*, of the Minimum Wage Commission, governing Wholesale Foodstuffs (District of Quebec), adopted on the 16th of September 1943, and amended on the 15th of October 1943, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 19th of November 1943, by Order in council number 3490, published in the *Quebec Official Gazette* on the 20th of November 1943 and subsequently renewed;

y) *Ordinance No. 34*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Ice Industry and Trading (City and district of Quebec), adopted on the 2nd of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 16th of November 1939, by Order in council number 2421, published in the *Quebec Official Gazette* on the 25th of November 1939 and subsequently amended and renewed;

z) *Ordinance No. 36*, of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Foundries (City of Hull), adopted on the 2nd of October 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 16th of November 1939, by Order in council number 2423, published in the *Quebec Official Gazette* on the 25th of November 1939 and subsequently amended and renewed;

aa) *Ordinance No. 37*, of the Fair Wage Board, governing Establishments manufacturing glass containers, adopted by the Fair Wage Board on the 21st of June 1940, approved as ordinance of the Minimum Wage Commission, by the Lieutenant-Governor in Council on the 5th of July 1940, by Order in council number 2591, published in the *Quebec Official Gazette* on the 13th of July 1940, and subsequently amended and renewed;

bb) *Ordinance No. 39, 1942*, of the Minimum Wage Commission, governing Forest Operations, adopted on the 9th of December 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of December 1942 by Order in council number 3494, published in the *Quebec Official Gazette* on the 9th of January 1943 and subsequently amended and renewed;

cc) *Ordinance No. 40*, of the Minimum Wage Commission, governing Cinemas and Theatres of the Island of Montreal, adopted on the 2nd of May 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 17th of May 1941, by Order in council number 1242, published in the *Quebec Official Gazette* on the 31st of May 1941, and subsequently amended and renewed;

dd) *Ordinance No. 42*, of the Minimum Wage Commission, governing Peat-Bog Exploitations, adopted on the 24th of July 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 13th of August 1941, by Order in council number 2046, published in the *Quebec Official Gazette* on the 16th of August 1941, and subsequently renewed;

ee) *Ordinance No. 45*, of the Minimum Wage Commission, governing Glaziers, adopted on the 20th of February 1944, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the 18th of April 1944 by Order in council number 1223, published in the *Quebec Official Gazette* on the 22nd of April 1944 and subsequently amended and renewed.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its

sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.  
Fait et passé en la cité de Québec, ce septième  
jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-  
six.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,  
Le Vice-Président, " CANDIDE ROCHEFORT,  
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,  
" EUGÈNE DUSSAULT,  
" H.-C. LEBRUN.

(Sceau)

Copie conforme.

Le Secrétaire général,

J.-E. .SIMARD.

16774-0

publication in the *Quebec Official Gazette*.  
Signed and dated in the city of Quebec, this  
seventh day of the month of November in the  
year one thousand nine hundred and forty-  
six.

(Signed) F.-X. LACOURSIERE, President,  
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,  
" THOS. AUBRY,  
" EUGÈNE DUSSAULT,  
" H.-C. LEBRUN, Members.

(Seal)

True copy.

J.-E. SIMARD,

General Secretary.

16774-0

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942  
ordonnance générale

Liste des Municipalités des zones I, II, III, et IV.

Période: du 1 janvier 1947  
au 31 décembre 1947

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942  
General Ordinance

List of Municipalities forming part of zones I,  
II, III and IV.

Period: from the 1st January 1947  
up to the 31st December 1947

ZONE I

A) Sur l'île de Montréal  
(On the Island of Montreal):

Cités (Cities),  
Villes (Towns),  
  
Villages,  
Paroisses (Parishes),  
  
Municipalités  
(Municipalities),

Lachine, Montréal, Outremont, Verdun,  
Westmount;  
Baie d'Urfé, Beaconsfield, Dorval, Hamp-  
stead, Lasalle, Montréal-Est (Mont-  
real-East), Montréal-Nord (Montreal-  
North), Montréal-Ouest (Montreal-  
West), Mont-Royal (Mount-Royal),  
Pointe-aux-Trembles, Pointe-Claire,  
Roxboro, Ste-Anne-de-Bellevue, St-  
Laurent, St-Léonard-de-Port-Maurice,  
St-Michel, St-Pierre;  
Côte St-Luc, Ste-Geneviève-de-Pierre-  
fonds, Saraguay, Senneville;  
La Présentation-de-la-Ste-Vierge, Ste-An-  
ne-du-Bout-de-l'Île, Ste-Geneviève, St-  
Jean-de-Dieu, St-Laurent, St-Léonard-  
de-Port-Maurice;  
Dollard-des-Ormeaux, Pointe-Claire, Ri-  
vière-des-Prairies.

B) En dehors de l'île de Mont-  
réal  
(Outside the Island of Mont-  
real):

Cités (Cities),  
Villes (Towns),

Longueuil, St-Lambert;  
Laprairie, Lavaldes-Rapides.

ZONE II

Cités (Cities),

Arvida, Cap-de-la-Madeleine, Chicouti-  
mi, Drummondville, Granby, Hull,  
Joliette, Lévis, Québec, Salaberry-de-  
Valleyfield, Shawinigan-Falls, Sher-  
brooke, Soiel, St-Hyacinthe, St-Jean,  
Thetford-Mines, Trois-Rivières;

Villes (Towns),

Iberville, Jonquière, La Tuque, Québec-  
Ouest (Quebec-West) Rouyn, St-Jérôme,  
Victoriaville.

ZONE III

Districts électoraux  
(Electoral Districts)

Abitibi-Est (Abitibi-East): Villes (Towns),

Abitibi-Ouest (Abitibi-West): Municipalité  
(Municipality)

Argenteuil:

Ville (Town),  
Village,  
Canton, (Township),

Amos, Malartic, Val d'Or.

Palmarolle.  
Lachute;  
Brownsburg;  
Chatham.

Arthabaska:		Aucune (None).
Bagot:	Ville (Town),	Acton Vale.
Beauce:	Paroisse (Parish), Municipalité (Municipality), Canton (Township),	St-Martin;
Beauharnois:	Ville (Town),	Aubert-Gallion; Shenley.
Bellechasse:	Paroisses (Parishes),	Beauharnois. St-Cajetan-d'Armagh, St-Damien-de-Buckland.
Berthier:	Ville (Town), Paroisse (Parish),	Berthier; St-Barthélémy-de-Dusablé.
Bonaventure:	Paroisses (Parishes),  Municipalité (Municipality), Cantons (Townships),	St-Bonaventure-de-Hamilton, St-Jean-l'Évangéliste;  Paspébiac; Maria, New-Richmond. Maria, New-Richmond.
Brôme:		Aucune (None).
Chambly:	Paroisses (Parishes),	St-Antoine-de-Longueuil, St-Hubert.
Champlain:	Paroisse (Parish),	St-Narcisse.
Charlevoix:	Village,	Baie St-Paul, La Malbaie.
Châteauguay:		Aucune (None).
Chicoutimi:	Villes (Towns), Villages,  Paroisses (Parishes), Canton (Township),	Aucune (None). Bagotville, Kénogami, Port-Alfred; St-Alexis-de-la-Grande-Baie; Sainte-Anne de Chicoutimi; St-Dominique-de-Jonquière, St-Honoré; Chicoutimi. East-Angus.
Compton:	Ville (Town),	St-Eustache, St-Columban;
Deux-Montagnes:	Municipalités (Municipalities),	St-Germaine-du-Lac Etchemin;
Dorchester:	Paroisse (Parish), Municipalités (Municipalities),	St-Prosper, St-Zacharie.
Drummond:	Ville (Town), Municipalités (Municipalities),	St-Joseph-de-Grantham; St-Jean-Baptiste, St-Siméon-de-Drummond.
Frontenac:	Ville (Town), Paroisse (Parish),	Mégantic; St-Gédéon.
Gaspé-Nord (Gaspé-North):	Municipalité (Municipality),	Ste-Anne-des-Monts.
Gaspé-Sud (Gaspé-South):	Village Municipalités (Municipalities),	Shandler;
Gatineau:	Ville (Town), Village,	Newport, Rivière-au-Renard. Aylmer;
Hull:	Village,	Maniwaki.
Huntingdon:	Ville (Town),	Pointe-à-Gatineau.
Iberville:		Huntingdon.
Iles-de-la-Madeleine:	Municipalités (Municipalities),	Aucune (None).
Joliette:		Hàvre-Aubert, L'Étang-du-Nord.
Kamouraska:	Paroisse (Parish), Municipalité (Municipality),	Aucune (None). St-Alexandre;
Labelle:	Village,	Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Lac St-Jean:	Ville (Town), Municipalité (Municipality),	Mont-Laurier. St-Joseph d'Alma;
L'Assomption:	Village, Paroisses (Parishes),	St-Joseph d'Alma. Épiphanie; St-Henri-de-Mascouche, Saint-Paul-l'Ermitte.
Laval:	Village, Municipalités (Municipalities)	L'Abord à Plouffe;
Laviolette:	Cité (City), Ville (Town), Village,	Pont-Viau, St-Vincent-de-Paul. Grand'Mère; St-Tite; St-Thècle.
Lévis:	Ville (Town), Village,	Lauzon; Charny;
L'Islet:	Paroisse (Parish), Paroisses (Parishes),  Municipalité (Municipality),	St-Romuald-d'Etchemin. St-Jean-Port-Joli, St-Pamphile, Ste-Perpétue;
Lotbinière:	Paroisse (Parish),	L'Islet.
Maskinongé	Ville (Town),	St-Édouard-de-Lotbinière. Louiseville.

Matane:	Villes (Towns), Village, Paroisse (Parish),	Matane, Mont-Joli; Price; St-Jérôme-de-Matane.
Matapédia:		Aucune (None).
Mégantic:	Ville (Town), Village,	Black-Lake; Plessisville.
Missisquoi:	Villes (Towns), Canton (Township),	Cowansville, Farnham; Dunham.
Montcalm; Montmagny:	Ville (Town), Municipalités (Municipalities), Paroisse (Parish),	Aucune (None). Montmagny; Cap-St-Ignace, St-Thomas-de-la-Pointe- à-la-Caille.
Montmorency: Napierville-Laprairie:		Château-Richer.
Nicolet:	Ville (Town),	Aucune (None).
Papineau:	Ville (Town), Village,	Nicolet. Buckingham; Gatineau.
Pontiac:	Municipalité (Municipality),	
Portneuf:	Ville (Town), Village, Paroisse (Parish), Municipalité (Municipality),	Clarendon. Donnacona; St-Raymond; St-Basile;
Québec, comté de (Quebec County):	Villes (Towns) Villages,	St-Raymond.
Québec-Ouest (Quebec-West):	Paroisses (Parishes), Paroisse (Parish),	Beauport, Courville; Charlesbourg, Giffard, Loretteville, Montmorency;
Richelieu:	Ville (Town),	L'Ancienne-Lorette, Ste-Foy.
Richmond:	Villes (Towns),	St-Colomb-de-Sillery.
Rimouski:	Ville (Town), Paroisses (Parishes),	St-Joseph-de-Sorel. Asbestos, Richmond, Windsor.
Rivière-du-Loup:	Ville (Town), Paroisse (Parish), Municipalité (Municipality), Canton (Township),	Rimouski: St-Fabien, St-Gabriel. Rivière-du-Loup; Trois-Pistoles; St-Hubert;
Roberval:	Villes (Towns), Municipalité (Municipality), Canton (Township),	L'Île-Verte; Bégon. Dolbeau, Roberval;
Rouyn-Noranda:	Ville (Town),	St-Félicien; Normandin.
Rouville:	Ville (Town),	Noranda.
Saguenay:	Ville (Town), Municipalité (Municipality), Cantons (Townships),	Marieville. Baie-Comeau;
Shefford:	Ville (Town),	Ste-Anne-de-Portneuf;
Sherbrooke:	Ville (Town),	Les Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay (The Seven United Saguenay Town- ships).
Stanstead:	Villes (Towns), Municipalité (Municipality),	Waterloo. Lennoxville. Coaticook, Magog;
St-Hyacinthe:		Barnston.
St-Jean:		Aucune (None).
St-Maurice:	Village,	Aucune (None).
St-Sauveur:		Almaville.
Témiscamingue:	Ville (Town),	Aucune (None).
Témiscouata:	Village, Paroisses (Parishes),	Témiscamingue. Cabano; Notre-Dame-du-Lac, Ste-Rose-du-Dé- lé.
Terrebonne:	Villes (Towns), Paroisse (Parish), Municipalité (Municipality),	Ste-Agathe-des-Monts, Ste-Thérèse, Ter- rebonne; Ste-Thérèse-de-Blainville;
Trois-Rivières:		St-Jérôme-Rivière-du-Nord.
Vaudreuil-Soulanges:		Aucune (None).
Verchères:	Ville (Town),	Aucune (None).
Wolfe:		Belœil.
Yamaska:		Aucune (None).

## ZONE IV

Toutes les autres municipalités  
(All other municipalities).

Québec, ce 15 novembre 1946.  
Quebec, this 15th of November 1946.

16797-o

La Commission du salaire minimum  
Minimum Wage Commission

## Avis divers

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Honfleur", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 août 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Honfleur, comté de Bellechasse.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16777-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 15 novembre 1946, approuvé la refonte des règlements de "L'Association des Employés Civil", telle qu'adoptée aux assemblées tenues les 25 et 30 janvier 1946, sauf la Section XIV de la dite refonte, comprenant les articles 95 à 103, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S. R. Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 18 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16773-o

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Cécile-de-Milton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16778-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Producteurs de La Motte", en date du 2 novembre 1946, dont le siège social est situé à La Motte, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16779-o

## Miscellaneous Notices

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Honfleur" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August 10, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Honfleur, county of Bellechasse.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

16777

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on the 15th of November, 1946, approved the revision of the By-laws of "L'Association des Employés Civils", as adopted at the meetings held on the 25th and 30th of January, 1946, save Section XIV of said revision, including articles 95 to 103, and such in conformity with section 225 of the Quebec Companies Act (R. S. Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

16773

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Cécile-de-Milton" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 13, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

16778

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Producteurs de La Motte" under date the 2nd day of November, 1946, whereof the head office is at La Motte, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

16779

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de National Breweries", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé au numéro 5730, rue de Gaspé, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16780-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Normetal-Canton Demeloize", en date du 11 novembre 1946, dont le siège social est situé à Normetal, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 23 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16787-o JEAN BRUCHÉSI.

**TIRAGE D'OBLIGATIONS**

CITÉ DE CHICOUTIMI

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 329, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$500.00: D-81, 464, 477, 525, 611, 632, 766, 1003, 1014, 1101, 1124, 1181, 1188, 1190, 1224, 1318, 1401, 1460, 1473, 1511, 1550, 1645, 1740, 1899.

Dénomination de \$1,000.00: M-62, 94, 165, 216, 314, 326, 484.

Les dites obligations seront remboursables le 1er janvier 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,  
16788-o J.-ERNEST BLACKBURN.

COMMISSION SCOLAIRE DU CANTON BOURGET  
Comté de Chicoutimi

**TIRAGE D'OBLIGATIONS**

L'obligation suivante, émise en vertu de la résolution du 11 juillet 1938, a été tirée au sort:

Dénomination de \$500.00: D-15.

La dite obligation sera remboursable le 1er janvier 1947, date à laquelle elle cessera de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,  
16789-o ART.-E. ASSELIN.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac-au-Saumon", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lac-au-Saumon, comté de Matapédia.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16791-o JEAN BRUCHÉSI.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de National Breweries" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 21, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at number 5730 de Gaspé street, Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,  
16780 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Normetal-canton Demeloize" under date the 11th day of November, 1946, whereof the head office is at Normetal, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16787 Under Secretary of the Province.

**DRAWING OF BONDS**

CITY OF CHICOUTIMI

The following bonds, issued under By-law 329, have been drawn by lots:

Denomination of \$500.00. Nos D-81, 464, 477, 525, 611, 632, 766, 1003, 1014, 1101, 1124, 1181, 1188, 1190, 1224, 1318, 1401, 1460, 1473, 1511, 1550, 1645, 1740, 1899.

Dénomination de \$1,000.00: M-62, 94, 165, 216, 314, 326, 484.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of January 1947, from which date they shall cease to bear interest.

J.-ERNEST BLACKBURN,  
16788-o Secretary-treasurer.

SCHOOL COMMISSION OF CANTON BOURGET  
County of Chicoutimi

**DRAWING OF BONDS**

The following bond, issued under resolution of July 11th, 1938, has been drawn by lots:

Denomination of \$500.00: D-15.

The said bond shall be redeemable on the 1st of January 1947, from which date it shall cease to bear interest.

ART.-E. ASSELIN,  
16789-o Secretary-treasurer.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac-au-Saumon" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 23, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lac-au-Saumon, county of Matapédia.

JEAN BRUCHÉSI,  
16791 Under Secretary of the Province.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier de Chazel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chazel, comté d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16792-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Roxton-Falls", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 octobre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Roxton-Falls, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16793-o JEAN BRUCHÉSI.

## AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 25 novembre 1946, autorisé le changement de nom du "Syndicat des Employés de Magasins de Gros des Cantons de l'Est" en celui de "Association des Employés de Magasins de Gros des Cantons de l'Est", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q., 1941, chapitre 162), telles que modifiées par 10 George VI article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16802-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte de la résolution relative au changement de nom du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de St-Zénon" en celui de "La Coopérative Forestière de St-Zénon-de-Berthier", adoptée à l'assemblée tenue le 6 octobre 1946, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi des syndicats coopératifs, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 26 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16803-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Jean-de-Brébeuf", en date du 8 octobre 1946, dont le siège social est situé à Saint-Jean-de-Brébeuf, comté de Mégantic, et que ce docu-

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier de Chazel" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chazel, county of Abitibi.

16792 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Roxton-Falls", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 26, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Roxton-Falls, county of Shefford.

16793 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on November 25, 1946, authorized the change of name of "Syndicat des Employés de Magasins de Gros des Cantons de l'Est" to that of "Association des Employés de Magasins de Gros des Cantons de l'Est" and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 Georges VI, section 3).

Given at the office of the Provincial Secretary, November 26, 1946.

16802 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the text of the resolution respecting the change of name of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de St-Zénon" to that of "La Coopérative Forestière de St-Zénon-de-Berthier", adopted at the meeting held on October 6, 1946, in conformity with the provisions of section 4 of the Cooperative Syndicates' Act, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 26, 1946.

16803 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Jean-de-Brébeuf" under date the 8th day of October, 1946, whereof the head office is at St-Jean-de-Brébeuf, county of

ment a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 octobre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16817-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Jeunesse Coopérative" en date du 28 août 1946, dont le siège social est situé à Saint-Charles-de-Caplan, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16831-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est, par les présentes, donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, les amendements au règlement N° II, article 3, au règlement N° III, articles 1 et 4, au règlement N° IV, articles 1 et 2, au règlement N° V, au règlement N° VII, article 2, au règlement N° VIII, article 2, au règlement N° X des règlements de "Fédération of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal", étant les règlements Nos XIV et XVII, avec ensemble les dispositions transitoires, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 20 mai 1946, ont été, le 29ième jour d'octobre 1946, approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276), tel qu'amendé par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce 2ième jour de novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16832 JEAN BRUCHÉSI,

"FEDERATION OF PROTESTANT WOMEN TEACHERS OF THE ISLAND OF MONTREAL"

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'amendés à une assemblée tenue le 20 mai 1946 et approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 29ième jour d'octobre 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de huit à onze:

"Règlement N° XIV — 2 — Le règlement N° III, article 1 est, par les présentes, amendé en remplaçant les mots "Les affaires de la Fédération seront administrées par un bureau de direction de huit directeurs..." par les mots "Les affaires de la Fédération seront administrées par un bureau de direction de onze directeurs".

Le Secrétaire,  
16833 AGNES CONNERS.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Avenir", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 18 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à L'Avenir, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16834-o JEAN BRUCHÉSI.

Megantic, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th of October, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16817 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Jeunesse Coopérative" under date the 28th day of August, 1946, whereof the head office is at Saint-Charles-de-Caplan, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16831 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to By-Law No. II, Section 3, By-Law No. III, Section 1 and 4, By-Law No. IV, Section 1 and 3, By-Law No. V, By-Law No. VII, Section 2, By-Law No. VIII, Section 2, By-Law No. X of the By-Laws of the "Federation of Protestant Women Teachers of the Island of Montreal", being By-Law Nos. XIV and XVII together with transitory provisions, as adopted at the meeting held on May 20th, 1946, were, on the 29th day of October, 1946, approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16832-o Under Secretary of the Province.

"FEDERATION OF PROTESTANT WOMEN TEACHERS OF THE ISLAND OF MONTREAL"

Extract from the By-Laws of the above named corporation, as amended at a meeting held on May 20th, 1946, and approved by the Honourable the Provincial Secretary on October 29th, 1946, concerning the increase of the number of directors from eight to eleven:

"By-Law No. XIV — 2 — By-Law No. III, Section 1, is hereby amended by replacing the words "The affairs of the Federation shall be managed by a board of eight directors..." by the words "the affairs of the Federation shall be managed by a board of eleven directors."

AGNES CONNERS,  
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de L'Avenir" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 18, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at L'Avenir, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,  
16834 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de St-David", en date du 25 novembre 1946, dont le siège social est situé à Saint-David, comté de Yamaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16841-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de St-David" under date the 25th day of November, 1946 whereof the head office is at Saint-David, county of Yamaska, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16841 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver", en date du 18 novembre 1946, dont le siège social est situé à Normandin, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16842-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver" under date the 18th day of November, 1946, whereof the head office is at Normandin, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16842 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Industriel de Price", en date du 17 novembre 1946, dont le siège social est situé à Price, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16843-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Industriel de Price" under date the 17th day of November, 1946, whereof the head office is at Price, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th of November, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,  
16843 Under Secretary of the Province.

#### T. HAVILL PAPER COMPANY

##### Règlement N° 57

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme étant le règlement N° 57 de la compagnie T. Havill Paper Company, ci-après désignée la compagnie, ce qui suit:

1. Que le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

Copie conforme certifiée du règlement N° 57 des règlements de la compagnie T. Havill Paper Company adopté par les directeurs à une assemblée tenue aux bureaux de la compagnie le 21ième jour de novembre 1946, et dûment ratifié et confirmé par les deux tiers des actionnaires présents en personne à leur assemblée générale spéciale tenue aux bureaux de la compagnie le 21ième jour de novembre 1946, les deux assemblées ayant été convoquées et tenues suivant les règlements de la compagnie et conformément à la Loi.

(Secau) Le Secrétaire,  
16844 J. WHITEHEAD.

#### T. HAVILL PAPER COMPANY

##### By-Law N° 57

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law N° 57 of the T. Havill Paper Company, hereinafter called the Company, as follows:

1. The number of the Board of Directors of the Company be and is hereby increased from three to five.

2. The By-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Certified a true copy of By-law N° 57 of the By-laws of T. Havill Paper Company adopted by the Directors at a Meeting held at the offices of the Company on the 21st. day of November, 1946, and duly ratified and confirmed by two-thirds of the Shareholders present in person at a Special General Meeting thereof held at the offices of the Company on the 21st. day of November, 1946, both Meetings being convened and held in accordance with the By-laws of the Company and with law.

(Seal) J. WHITEHEAD,  
16844-o Secretary.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

**EAST ROUYN (QUEBEC) LIMITED**  
(Libre de responsabilité personnelle)

**EAST ROUYN (QUEBEC) LIMITED**  
(No Personal Liability)

La compagnie East Rouyn (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle) donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

East Rouyn (Quebec) Limited (No Personal Liability) hereby gives public notice that it will make application to the Attorney General of the Province of Quebec and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its Charter.

Daté à Toronto, Ontario, ce 21ième jour de novembre 1946.

Dated at Toronto, Ontario, this 21st day of November, 1946.

16775 / Le Secrétaire,  
R. L. PEPALL.

16775-o R. L. PEPALL,  
Secretary.

**L'AQUEDUC DE CHARNY, LIMITÉE**

**L'AQUEDUC DE CHARNY, LIMITÉE**

AVIS

NOTICE

Avis est, par les présentes, donné que l'Aqueduc de Charny, Limitée, ayant discontinué ses opérations, et ayant pourvu au paiement ou à la garantie de toutes ses dettes ou obligations, les directeurs ont adopté un règlement à l'effet de distribuer aux actionnaires tout ou partie de l'Actif de la Compagnie.

Notice is hereby given that l'Aqueduc de Charny, Limitée, having ceased to carry on business, and having no debts or obligations that have not been provided for or protected, the directors have passed a by-law for distributing the assets of the corporation, or any part of them, among the shareholders.

Daté à Charny, P.Q., ce vingt-trois novembre 1946.

Dated at Charny, Que., November 23rd, 1946.

16816-o Le Secrétaire,  
RAOUL DEMERS.

16816-o RAOUL DEMERS,  
Secretary.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Barber Transport Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10ième jour de mars 1945.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Barber Transport Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of March 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du dix-neuvième jour d'août 1946, ladite compagnie sera dissoute.

Notice is also given that from and after the nineteenth day of August, 1946, the said Company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce 7ième jour d'oct 1946.

Dated at the office of the Attorney General, this 7th day of August, 1946.

16845 L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

16845-o L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

Canada, Province de Québec, district de Montréal

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis public est par les présentes donné que Arthur Patrick Wickham, étudiant, de la cité de Westmount et district de Montréal, s'adresse à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec, à admettre le dit Arthur Patrick Wickham à l'étude de la profession de notaire à compter du neuf juillet, mil neuf cent quarante-six, nonobstant les stipulations des Sections 209 et 213 du Code du Notariat, Chapitre 263, Statuts refondus de la Province de Québec, et à régulariser son brevet de cléricature.

Public notice is hereby given that Arthur Patrick Wickham, Student, of the city of Westmount, in said district, will apply at the next session of the Legislative of the Province of Quebec for a Special Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit the said Arthur Patrick Wickham to the study of the Notarial Profession as of July 9th, 1946, notwithstanding the Provisions of Sections 209 and 213 of the Notarial Code, Chapter 263, Revised Statutes of Quebec, 1941, and to regularize his indentureship.

16489-45-4-o PAUL WICKHAM, N.P.

16489-45-4-o PAUL WICKHAM, N.P.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné par la Corporation de la ville de La Prairie, Province de Québec, qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

1° Amender l'article 11 de manière à permettre au Conseil de modifier les limites des quartiers électoraux, par voie de règlement adopté à la majorité du Conseil, et de ratifier le règlement 17 adopté à cet effet, en date du 21 août 1913.

2° Fixer le terme d'office du maire et des échevins à trois ans.

3° Amender l'article 19 pour que les terrains y mentionnés soient évalués et imposés comme les autres lots de la Ville de La Prairie, sans affecter toutefois certains terrains de la commune.

4° Abroger le dernier paragraphe de l'article 21 de la Charte.

Donné à l'Hôtel-de-ville de La Prairie, Province de Québec, ce 8ième jour de novembre 1946.

Le Conseil Juridique de la ville,  
16585-46-4-o BERNARD LEFEBVRE.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given by the Corporation of the Town of La Prairie, Province of Quebec, that it will apply to the Provincial Legislature, at next its session, for amendments to its charter on the following matters:

1. To amend Section 11 so as to permit the Council to amend the limits of the electoral wards, pursuant to the by-law adopted by the majority of the Council, and to ratify by-law 17 adopted for such purpose, dated August 21, 1913.

2. To fix the term of office of mayor and aldermen to three years.

3. To amend section 19 so that the lands mentioned therein be valued and taxed the same as other lots of the Town of La Prairie, without, however, affecting certain lots of the common.

4. To repeal the last paragraph of section 21 of the Charter.

Given at the Town Hall of La Prairie, Province of Quebec, this 8th day of November, 1946.

BERNARD LEFEBVRE,  
16585-46-4 Legal Adviser of the Town.

Avis public est par les présentes donné que Josephine Dickson, de la cité de Hull, dans la province de Québec, enfant mineur de Thomas William Leslie Dickson, dans sa vie de la ville de Buckhurst Hill, dans le comté de Essex, Angleterre, fabricant, et de sa femme, Edna Ada Knight, épouse séparée de propriété de William Fraser Hadley, de la dite cité de Hull, génie civil, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi changeant son nom de famille de Dickson à Hadley et déclarant qu'elle a droit de réclamer tous les avantages et bénéfices auxquels elle aurait eu droit sans ce changement de nom et que tous les droits et obligations qu'elle avait sous son ancien nom vaudront à son profit et lui seront opposables sous ce nouveau nom et que tous les droits et privilèges quelconques qui peuvent être acquis en vertu de la dite loi s'appliqueront à ses enfants et descendants.

Montréal, le 18 novembre, 1946.

Le procureur de la requérante,  
16776-48-4-o WILLIAM F. HADLEY.

Public notice is hereby given that Josephine Dickson, of the City of Hull, in the Province of Quebec, minor child of the late Thomas William Leslie Dickson, in his lifetime of the Town of Buckhurst Hill, in the County of Essex, England, Manufacturer, and of his wife, Edna Ada Knight, wife, separate as to property, of William Fraser Hadley, of the aforesaid City of Hull, Engineer, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing her family name from Dickson to Hadley and declaring that she is entitled to claim all the advantages and benefits to which she would have been entitled without such change of name and that all rights and obligations entered into by her under her former name shall endure to her benefit and be enforceable against her under such new name and that all rights and privileges generally which may be acquired under the said Act shall apply to her children and descendants.

Montreal, November 18th, 1946.

WILLIAM F. HADLEY,  
16776-48-4-o Attorney for Applicant.

Avis est, par les présentes, donné que le Révérend Père Rodolphe Hould, Révérend Père Arthur Houle tous deux prêtres de la cité et du District de Montréal et le Révérend Père Georges Cochet, prêtre de la Ville d'Alexandria dans la Province d'Ontario, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de la Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur (The Congregation of the Priests of the Sacred Heart) avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour des fins religieuses, éducationnelles et charitables; la corporation sera gouvernée par la règle de sa congrégation et elle aura le pouvoir de faire des règlements; son siège social sera originellement dans la Cité de Montréal.

Montréal, le 26 novembre 1946.

Les Procureurs des pétitionnaires.  
16800-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU.

Notice is hereby given that Reverend Father Rodolphe Hould, Reverend Father Arthur Houle both priests of the city and district of Montreal and Reverend Father Georges Cochet, priest of the Town of Alexandria in the Province of Ontario will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for obtaining the incorporation of the Congregation of the Priests of the Sacred Heart (La Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur) with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes; the corporation to be governed by the rule of its congregation and to have the powers to make by-laws; its head office is to be originally in the city of Montreal.

Montreal, November 26th, 1946.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU,  
16800-4-o Attorneys for the petitioners.

AVIS LÉGAL

Avis public est, par les présentes, donné que Irving William Sloane de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du bureau provincial de chirurgie dentaire de la province de Québec.

Montréal, le 13 novembre 1946.

Le Procureur du requérant,  
16606-46-4-0 DAMASE CÔTÉ C.R.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that Irving William Sloane, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act to authorize the college of dental surgeons of the Province of Quebec to return to him his license for the practice of dental surgery in the Province of Quebec, on condition, however, of his passing successfully the final examination before the examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec.

Montréal, November 13, 1946.

DAMASE COTÉ K. C.  
16606-46-4 Attorney for the Petitioner.

Département de l'Agriculture  
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 57-46A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi 20 novembre 1946, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Victoriaville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

2° La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville et la paroisse de Ste-Victoire.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$3.20 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 7½ sous la chopine et 13 sous la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à 7 sous la chopine et 12 sous la pinte.

6° Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à 44 sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 57-46 de la dite Commission, publiée dans la Gazette officielle de Québec, du 5 octobre 1946 et entrera en vigueur le 1er décembre 1946.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT McMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,  
Le secrétaire, Commission,  
de l'Industrie laitière.

16770-0

Department of Agriculture  
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE  
OF QUEBEC

Order No. 57-46A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 20, 1946 held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Emile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert McMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Victoriaville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville and the parish of Sainte-Victoire.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$3.20 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 7½ cents a pint and 13 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at a price inferior to 7 cents a pint and 12 cents a quart.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to 44 cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 57-46 of said Commission, published in the Quebec Official Gazette, of October 5, 1946, and shall come into force on December 1st 1946.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, président,  
JULES CÔTÉ,  
GILBERT McMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,  
The Secretary, Dairy Industry  
Commission.

16770-0

## Département de l'Instruction publique

## Department of Education

N° 1016-46

Québec, le 15 novembre 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Leeds-Est, comté de Mégantic, à celle de St-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce.

16670-47-2-o

Le Surintendant,  
J.-P. LABARRE.

No. 1016-46

Quebec, November 15, 1946.

Application is made to annex the school municipality of Leeds-East, county of Megantic, to that of St-Pierre de Broughton, county of Beauce.

16670-47-2

J.-P. LABARRE,  
Superintendent.

N° 1064-46

Québec, 18 novembre 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire du village de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis, à celle de la paroisse de Saint-Nicolas, dans le même comté.

16672-47-2-o

Le Surintendant,  
J.-P. LABARRE.

No. 1064-46

Quebec, November 18, 1946.

Application is made to annex the school municipality of the village of Saint-Nicolas, in the county of Lévis, to that of the parish of Saint-Nicolas, in the same county.

16672-47-2

J.-P. LABARRE,  
Superintendent.

N° 532-46.

Québec, 26 novembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert Gallion, comté de Beauce, la partie du lot 613 du cadastre officiel d'Aubert Gallion mesurant 70 par 125 pieds, appartenant à M. J.-Oliva Roy, et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Georges, comté de Beauce.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1947.

16804-o

Le Surintendant,  
J.-P. LABARRE.

No. 532-46.

Quebec, November 26, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to detach from the school municipality of Aubert Gallion, county of Beauce, the part of lot 613 of the official cadastre of Aubert Gallion, measuring 70 by 125 feet, belonging to Mr. J.-Oliva Roy, and to annex the same to the school municipality of St-Georges county of Beauce.

Said Order in Council will take effect on the first of July, 1947.

16804

J.-P. LABARRE,  
Superintendent.

N° 609-46.

Québec, 26 novembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, de changer le nom de la municipalité scolaire de Bouchette-Sud, dans le comté de Gatineau, en celui de "Blue Sea Lake."

Ce changement prendra effet le 9 décembre 1946.

16805-o

Le Surintendant,  
J.-P. LABARRE.

No. 609-46.

Quebec, November 26, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to change the name of the school municipality of Bouchette-South, in the county of Gatineau, to that of: "Blue Sea Lake".

This change of name to take effect on and from the 9th of December, 1946.

16805

J.-P. LABARRE,  
Superintendent.

N° 764-42.

Québec, le 26 novembre 1946.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, d'annexer à la municipalité scolaire du Canton de Duparquet, les lots suivants, tous inclusivement, qui n'étaient pas encore organisés au point de vue scolaire: Dans le canton d'Hébécourt: 32 à 58 du rang VII, 32 à 64 du rang VIII, 32 à 63 du rang IX, 54 à 63 du rang X. Dans le canton de Duparquet: 2 à 7 des rangs VIII et IX.

Cette annexion prendra effet le premier juillet 1947.

Dans le même arrêté ministériel le nom de la municipalité scolaire du Canton de Duparquet fut changé en celui de Rapide-Danseur.

Ce changement de nom prendra effet huit (8) jours après la publication de l'avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, c'est-à-dire le 9 décembre 1946.

16806-o

Le Surintendant,  
J.-P. LABARRE.

No. 764-42.

Quebec, November 26, 1946.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to annex to the school municipality of the township Duparquet, the following lots, all inclusively, which have not as yet been organized as to schools.

In the township Hébécourt: 32 to 58 of range VII, 32 to 64 of range VIII, 32 to 63 of range IX, 54 to 63 of range X. In the township Duparquet: 2 to 7 of ranges VIII and IX.

This annexation to take effect the 1st of July, 1947.

In the same Order in Council the name of the school municipality of the Township Duparquet was changed to that of Rapide-Danseur.

This change of name to come into effect eight (8) days after the publication of the notice in the *Quebec Official Gazette*, that is to say the 9th of December, 1946.

16806

J.-P. LABARRE,  
Superintendent.

N° 342-46.

Québec, le 21 novembre 1946.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Portneuf, dans le comté de Portneuf, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de la Paroisse de Notre-Dame-de-Portneuf, même comté.

Ce territoire sera borné comme suit: Au nord: par la ligne nord des lots 389, 435, 465, 488, 534; A l'est: par la ligne Est des lots nos 534, 532, 530, 528, 526, 524, 522, 520, 519, 310, 308; Au sud: par la ligne qui sépare le 1er et le 2e rangs; A l'ouest: par la ligne ouest des lots nos 184, 370, 302, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389.

Le Surintendant,  
J.-P. LABARRE.

16807-48-2-o

No. 342-46.

Quebec, November 21, 1946.

Application is made to detach from the school municipality of Portneuf, in the county of Portneuf, the territory hereinbelow described and to erect it into a separate school municipality, under the name of the Parish of Notre-Dame-de-Portneuf, same county.

This territory will be bounded as follows: on the North, by the North line of lots 389, 435, 465, 488, 534; on the East, by the East line of lots 534, 532, 530, 528, 526, 524, 522, 520, 519, 310, 308; on the South, by the line separating the 1st and 2nd ranges; on the West by the West line of Nos. 184, 370, 302, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389.

J.-P. LABARRE,  
Superintendent.

16807-48-2

## Mines

### AVIS DE RÉVOCATION DE CONCESSIONS MINIÈRES

Vu l'article 50 de la loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arriérés de cette taxe sont dues.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication du dit avis ne sont pas payés;

#### Liste des Concessions

1. La partie Nord-ouest des lots 16 et 17, rang I, du canton de Wotton, comté de Wolfe (200 acres), concédée à Léon Sohier, le 25 avril 1910.
2. La partie centrale du lot 44, rang IV, du canton de Fabre, comté de Témiscamingue (40 acres), concédée à William A. Begg, le 17 juin 1910.
3. Le lot 41, rang IX, du canton de Botsford (32 acres), comté de Témiscouata, concédé à Fraser & Davis, le 3 novembre 1910, suivie de lettres patentes émises le 27 mai 1914 aux noms de E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine et John McMorine.
4. Le bloc C (40½ acres) du canton de Dufay, comté de Témiscamingue, concédé à Turtle Lake Mining Company, le 16 février 1915.
5. Les lots 20 à 26 inclusivement, rang VIII du canton de Huddersfield, comté de Pontiac (970 acres), concédés à O.-E. Wood, le 14 septembre 1917.
6. Le lot 19 du rang VIII, canton de Huddersfield, comté de Pontiac (143 acres), concédé à B. L. Benbow, le 26 septembre 1917.
7. La demie nord du lot 12 rang XV, du canton de Hull, comté de Gatineau (100 acres), concédée à Alfred Gordon Martin, le 21 août 1923.
8. Le bloc 29 du canton de Clérey, comté d'Abitibi (39 acres), concédé à W. O'Reilly, le 18 février 1927, subséquemment transféré à Locarno Copper Mines Ltd.

Québec, le 30 octobre 1946.

Le Sous-ministre des Mines,  
A. O. DUFRESNE

16511-45-4-o

## Mines

### NOTICE OF CANCELLATION OF MINING CONCESSIONS

Considering section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), imposing an annual tax of ten cents per acre upon unworked mining concessions, and giving the Lieutenant Governor in Council the power to cancel letters patent for concessions on which two years' arrears are due.

Notice is hereby given that mining concessions and underground mining concessions hereinafter listed will revert to the Crown and the letters patent shall be annulled if, within six months of the first publication of the present notice, the taxes in arrears and the costs of publication remain unpaid.

#### List of Concessions

1. The north-west part of lots 16 and 17, range I, township of Wotton, Co. of Wolfe (200 acres), conceded to Léon Sohier on the 25th of April 1910.
2. The central part of lot 44, range IV, township of Fabre, Co. of Temiskaming (40 acres), conceded to William A. Begg on the 17th of June 1910.
3. Lot 41, range IX, township of Botsford (32 acres), Co. of Temiscouata, conceded to Fraser & Davis on the 3rd of November 1910, patented on the 27th of May 1914 to E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine and John McMorine.
4. Block C (40½ acres) township of Dufay, Co. of Temiskaming, conceded to Turtle Lake Mining Company on the 16th of February 1915.
5. Lots 20 to 26 inclusive, range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (970 acres), conceded to O. E. Wood on the 14th of September 1917.
6. Lot 19 range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (143 acres), conceded to B. L. Benbow on the 26th of September 1917.
7. The north half of lot 12 range XV, township of Hull, Co. of Gatineau (100 acres), conceded to Alfred Gordon Martin, on the 21st of August 1923.
8. Block 29, township of Clericy, Co. of Abitibi (39 acres), conceded to W. O'Reilly on the 18th of February 1927, subsequently transferred to Locarno Copper Mines Ltd.

Quebec, October 30th, 1946.

A. O. DUFRESNE,  
Deputy-Minister of Mines.

16511-45-4-o

## Département des Terres et Forêts

## Department of Lands and Forests

## AVIS

Cadastre officiel du village de Chambly-Canton  
Division d'Enregistrement de Chambly

Avis est par la présente donné que les lots 1-102, 1-104 à 1-112, et partie des lots 1-113 et 1-114, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,

Québec, le 14 novembre 1946.

16771-o Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

## AVIS

CADASTRE OFFICIEL DU CANTON DE NEDELEC  
DIVISION D'ENREGISTREMENT DE TÉMISCAMINGUE

Avis est, par les présente donné que le lot 752 (réserve actuelle des Sauvages) est annulé et les Rangs VII, VIII et IX sont ajoutés, conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Ministère des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,

Québec, le 31 octobre 1946.

16782-o AVILA BÉDARD,  
Sous-Ministre.

## AVIS

CADASTRE OFFICIEL DE LA PAROISSE DE SAINTE-FLORE (MAINTENANT PARTIE DE LA CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS) DIVISION D'ENREGISTREMENT DES TROIS-RIVIÈRES

Avis est, par la présente, donné que les lots 626-189 et 626-190 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,

16799-o AVILA BÉDARD,  
Sous-Ministre.  
Québec, le 13 novembre 1946.

## NOTICE

Official Cadastre of the Village of Chambly  
Canton, Registration Division of Chambly

Notice is hereby given that lots 1-102, 1-104 to 1-112, and part of lots 1-113 and 1-114 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch.

Quebec, November the 14th, 1946.

16771-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

## NOTICE

OFFICIAL CADASTRE OF THE TOWNSHIP OF NEDELEC, REGISTRATION DIVISION OF TEMISCAMINGUE

Notice is hereby given that lot 752 (actual Indian Reserve) is cancelled and Ranges VII, VIII and IX are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,

Quebec, October the 31st, 1946.

16782-o AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

## NOTICE

OFFICIAL CADASTRE OF THE PARISH OF STE. FLORE (NOW PART OF THE CITY OF SHAWINIGAN FALLS) REGISTRATION DIVISION OF THREE RIVERS

Notice is hereby given that lots 626-189 and 626-190 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Cadastral Branch,  
Department of Lands and Forests,

16799-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.  
Quebec, November the 13th, 1946.

## Département du Travail

## Department of Labour

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par la "Canadian Glove Manufacturers Association", à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 novembre 1946. 16823-o

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been presented to him by the Canadian Glove Manufacturers Association, to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the working glove industry in the Province of Québec, rendered obligatory by the decree number 1096, of April 28, 1943, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16823-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par la "Canadian Glove Manufacturers Association", à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1095, du 28 avril 1943, et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 novembre 1946. 16824-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been presented to him by the Canadian Glove Manufacturers Association, to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1095, of April 28, 1943, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16824-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 4788 du 21 novembre 1946 certains règlements spéciaux du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Mégantic ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4704 du 14 novembre 1946.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"*Chapitre 7 Certificat de qualification*"

24. Le Comité paritaire décide de rendre le certificat de qualification obligatoire pour tous les salariés assujettis au décret numéro 4157 du 10 octobre 1946, dans toute la juridiction territoriale déterminée par ledit décret.

26. *Register:* Conformément aux dispositions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel assujetti au décret, à tenir un registre constamment à date, où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail par jour, la nature de ce travail et le salaire payé avec mention du mode et de l'époque de paiement.

27. *Monthly report:* Conformément aux dispositions du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel assujetti au décret, à lui transmettre à son siège social, le 10 de chaque mois, sans mise en demeure au préalable, pour la période couvrant les mois de calendrier précédent, un rapport mensuel par écrit, donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 novembre 1946. 16801-o

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that by Order-in-Council number 4788, of November 21, 1946, special by-laws of the Megantic Automobile Industry Parity Committee have been approved and added to the constitution and the general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 4704, of November 14, 1946.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"*Chapter 7 Certificate of competency*"

24. The Parity Committee decides to render obligatory the certificate of competency obligatory for all the employees governed by the decree number 4157, of October 10, 1946, in the entire territorial jurisdiction determined by the said decree.

26. *Register:* Pursuant to the provisions of subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree to keep a register up to date indicating the name in full and residence of all employees in his employ, their competency, the number of working hours per day, the nature of such work and the wages paid with mention of the mode and period of payment.

27. *Monthly report:* Pursuant to the provisions of subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree to transmit to it, at its corporate seat, on the 10th of each month, without previous notification, for the period covering the preceding calendar month, a monthly report in writing giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16801-o

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

## D'UNE PART:

La Chambre de Construction inc., dont le siège social est à Montréal, agissant pour et au nom des maisons suivantes:

"Canadian Welding Works Limited"; "A. & S. Architectural Iron Works"; "Montreal Metalworked Products Ltd"; "Montreal Architectural Iron Works Ltd"; "Forgeweld Iron Works Ltd"; A. Faustin Ltée; Tremblay & Boucley Enrg.; "Canadian Forge Co. Ltd."; "Montreal Forged Products Ltd."; Moore & Frère, tous de la cité de Montréal,

## Et, D'AUTRE PART:

Le local numéro 2366 de "The United Steelworkers of America", de la cité de Montréal, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I. *Jurisdiction: a) Jurisdiction industrielle:* Le décret régira toute fabrication, transformation, opération et montage: a) de métal ouvré pour fins industrielles et de construction, à l'exception des charpentes métalliques de bâtiments; b) de constructions architecturales au moyen de métaux d'ornementation pour fins architecturales ou utilitaires, comprenant, entre autres, les articles métalliques suivants:

1. Portes, châssis et seuils;
2. Escaliers, échelles de sauvetage ou autres et coursives;
3. Clôtures, barrières et balcons;
4. Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
5. Grilles, garde-fenêtres, cages et divisions.

b) *Jurisdiction professionnelle:* Le décret régira les salariés travaillant dans les usines situées dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

c) *Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprendra l'île de Montréal, l'île Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

II. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Salaires horaires
Mécanicien.....	\$1.00
Ajusteur.....	0.88
Forgeron.....	0.88
Aide (usine ou chantier).....	0.75
Monteur.....	1.50

*Remarque:* Il est permis aux mécaniciens et aux ajusteurs d'exécuter tout travail de forgeron ou de soudeur qui puisse être nécessaire, sans être obligés d'obtenir un certificat de qualification dans ce métier; lorsqu'ils exécutent tel travail, ils doivent être rémunérés aux taux du mécanicien ou de l'ajusteur, selon le cas.

III. *Durée du travail:* a) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à midi

## NOTICE

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

## ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., having its Head Office in Montreal, acting for and on behalf of the undernoted firms, namely:

Canadian Welding Works Limited; A. & S. Architectural Iron Works; Montreal Metalworked Products Limited; Montreal Architectural Iron Works Ltd; Forgeweld Iron Works Ltd; A. Faustin Ltée; Tremblay & Boucley Enrg.; Canadian Forge Co. Ltd., Montreal Forged Products Ltd., Moore & Frère, all of the City of Montreal,

## AND, ON THE OTHER PART:

Local Number 2366 of the United Steelworkers of America, of the City of Montreal, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

I. *Jurisdiction: a) Industrial Jurisdiction:* The decree shall govern the manufacture, processing, fabrication and erection of: a) industrial and building metalwork with the exception of the structural steel framing for building; b) architectural work in all metals used for ornamentation, architecturally or for utilitarian purposes including but not necessarily restricted to the following specific items in metal:

1. Doors, frames and sills;
2. Stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
3. Railings, gates and balconies;
4. Protection guards, curb angles, hole and pit frames and covers;
5. Grilles, window guards, cages and partitions.

b) *Professional jurisdiction:* The present agreement shall govern the employees working in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in sub-section "a" of the present section.

c) *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement shall comprise the Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean and Iberville.

II. *Rates of wages:* The minimum rates of wages shall be the following for each of the following classifications:

Trades	Hourly Rates
Mechanic.....	\$1.00
Fitter.....	0.88
Blacksmith.....	0.88
Helper (shop or field).....	0.75
Erector.....	1.00

*Proviso:* It is expressly agreed by the parties hereto that Mechanics and Fitters may execute such welding work or blacksmithing work as may be necessary without obligation to possess a card of competency in such trade, and when so employed they shall be remunerated as Mechanics or Fitters, as the case may be.

III. *Duration of Labour:* a) The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours and distributed as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, from 8.00

et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le samedi, le travail est réparti entre 8.00 a.m. et midi.

b) La durée hebdomadaire du travail des équipes de nuit est de quarante-quatre (44) heures et la durée journalière de travail est de huit (8) heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 6.00 p.m. et 5.00 a.m.; le samedi, entre 6.00 p.m. et minuit.

IV. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté en plus de la durée régulière de huit (8) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi ou de la durée de quatre (4) heures, le samedi de même que celui exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël, les dimanches et pendant toute période autre que celles mentionnées à l'article III du décret est considéré comme travail supplémentaire.

b) Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail énumérées ci-haut, peut être fait à toute autre période de la journée pourvu que l'employeur se soit assuré que tous les salariés qualifiés disponibles sont actuellement employés. Tel travail est sujet à l'échelle de salaires établie par le décret.

c) L'heure légale est l'heure normale ou l'heure avancée, le tout en conformité avec l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V. *Paiement du travail supplémentaire:* a) Tout travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi, basé sur le taux régulier. Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël et les dimanches doit être payé au taux de salaire double.

b) Les salariés faisant partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de 10% en plus des taux établis pour le travail de jour.

VI. *Pension, logement, transport:* La pension, le logement et les frais de transport doivent être payés par l'employeur au salarié obligé de travailler en dehors de la cité de Montréal et de résider temporairement ailleurs qu'à son foyer; le temps de déplacement doit être payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus de huit (8) heures de déplacement ne doivent être payées dans un jour de calendrier.

VII. Les salariés requis de travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux le plus élevé.

VIII. *Travail à la pièce:* Les contrats intervenus entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce, à contrat ou à taux fixe sont de nul effet et strictement défendus.

IX. *Apprentissage:* a) Les apprentis-mécaniciens dans l'usine doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens:

1ère année, 1er semestre	25%
1ère année, 2ième semestre	30%
2ième année	45%
3ième année	60%
4ième année	75%

b) Les apprentis-mécaniciens dans l'usine ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après l'âge de vingt et un (21) ans, sauf s'il s'agit des militaires licenciés. Quatre (4) années constituent la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti doit avoir travaillé pendant deux cent huit (208) semaines. Il est permis d'avoir

a.m. to noon, from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.; on Saturday, from 8.00 a.m. to noon.

b) The weekly duration of labour of night shifts shall be forty-four (44) hours and the daily duration of labour shall be eight (8) hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 6.00 p.m. and 5.00 a.m.; and between 6.00 p.m. and 12.00 (midnight) Saturday.

IV. *Overtime work:* a) Any work exceeding the 8-hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or 4 hours on Saturday and that performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays and in any period of the day outside those mentioned in Section III of the decree, shall be considered as overtime work.

b) All special or urgent work which, for sufficient reason, cannot be performed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done in other periods of the day, providing the employer has enquired if all the available skilled labour is presently employed. Such work shall be subject to the scale of wages as set forth, in the decree.

c) The legal time shall be Standard or Day-light Saving Time depending on which time may be in force in the locality where the work is performed.

V. *Overtime rate:* a) All overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates. Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays, shall be paid double time.

b) Employees working on night shifts shall be paid a premium of 10% in excess of the above day rates.

VI. *Board, room and travelling expenses:* Board, room and travelling expenses shall be paid by the employer to the employee having to work outside the city of Montreal and to live temporarily away from his home; travelling time shall be paid at the prorata of from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. But, not more than eight (8) hours of travelling shall be paid in one calendar day.

VII. The employees required to work temporarily in a classification of a lower rate than their usual class shall receive the higher rate.

VIII. *Piece work:* All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price shall be invalid and strictly forbidden.

IX. *Apprenticeship:* a) Apprentice-mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanic's rates of wages:

1st year, 1st 6 months	25%
1st year, 2nd 6 months	30%
2nd year	45%
3rd year	60%
4th year	75%

b) Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before having 16 years of age or after 21, except in the case of those honourably discharged from the armed forces. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period meaning that each apprentice shall have to work during two hundred and eight (208) weeks. One (1) apprentice shall

un (1) apprenti pour chaque groupe de sept (7) ouvriers travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept (7) ouvriers, il lui est quand même permis d'avoir un (1) apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis et la rémunération pour tel travail sont les mêmes que celles des compagnons.

c) Au terme de la période de leur apprentissage, le Comité paritaire détermine la catégorie à laquelle ils doivent appartenir et un avis spécial est émis à cet effet.

X. *Vacances payées.* a) Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder une semaine de vacances payées à tout salarié ayant dourni une année de services ininterrompus pour la même maison.

b) Dans le cas de salariés qui n'ont pas terminé une année de service, les vacances payées seront accordées sur la base d'une demi-journée de congé pour chaque mois complet de service.

c) *Avis de congé:* Les vacances sont données dans les périodes convenant le mieux à l'employeur; cependant, les salariés doivent en être avisés quinze (15) jours à l'avance.

XI. Le salaire du salarié doit lui être remis dans une enveloppe scellée devant contenir les détails suivants:

1. Les nom et prénom du salarié;
2. La date de la période de paie;
3. Les déductions faites;
4. Le montant contenu dans l'enveloppe.

Ladite enveloppe doit être initialee par la personne qui fait la paie. Si les salaires sont payés par chèque ou au moyen d'un dépôt à la banque, au crédit du salaire, les mêmes détails doivent être mentionnés sur le chèque, sur le talon du chèque ou sur une fiche qui doit être remise au salarié avec sa paie.

XII. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date. A la fin de cette période, il se renouvelle automatiquement chaque année à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit, soixante (60) jours avant l'expiration du décret, de son intention de le rappeler.

XIII. Le décret sera mis à exécution par le Comité conjoint des matériaux de construction dont le siège social est situé à Montréal.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 novembre 1946. 16822-0

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 765, du 13 mai, 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 4789, du 21 novembre, 1946, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 novem-

ber to each group of seven (7) workmen in a shop. If an employee has less than seven (7) workmen, he still may have one (1) apprentice. Overtime hours and overtime pay for apprentices shall be the same as those of journeymen.

c) At the completion of their apprenticeship period, the Joint Committee shall determine in which category they shall be classified and a special notice be issued accordingly.

X. *Vacations with pay* a) One week's holiday with pay shall be granted by the employers to every employee who has worked continuously for the same firm for a period of one year.

b) To employees who have not yet completed a year's service, this vacation with pay shall be granted by giving one half-day holiday for each full month of service.

c) *Notice of holidays:* Vacations are given in that time most convenient to employers, but employees must be notified fifteen (15) days in advance.

XI. Employees wage's must be paid in a sealed envelope in which shall be indicated the following particulars:

1. the name and surname of the employee;
2. the date of the pay period;
3. the deductions made;
4. the amount contained in the envelope.

Said envelope shall be initialed by the person who makes the pay. If the wages are paid by cheque or by means of a deposit to the credit of an employee at a bank, the same particulars must be stated on the cheque, on the counterfoil of the cheque or on a voucher which shall be remitted to the employee with his pay.

XII. *Duration of the decree:* The decree shall come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective for a period of one year from that date. At the end of such period, it renews itself automatically, each year, unless either of the contracting parties gives the other party a written notice, sixty (60) days prior to the expiration of the decree, of its intention to repeal same.

XIII. The decree will be administered by the Building Materials Joint Committee, whose corporate seat is in Montreal.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30th, 1946. 16822

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Québec, formed under decree number 765, of May 13th, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 4789, of November 21, 1946, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

##### 1. Assessments

The period of levy extends from November

bre 1946 au 28 novembre 1947 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- a) les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paie;
- b) les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération;
- c) les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire pas plus tard que le mercredi de la semaine suivant l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Est annexé à la présente requête, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile, district de Québec, pour la période se terminant le 28 novembre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTO-MOBILE, DISTRICT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 28 novembre 1946 et le 28 novembre 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$3,800.00
Salariés . . . . .	3,800.00
Artisans . . . . .	400.00
	\$8,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaires du secrétaire . . . . .	\$2,550.00
Frais de déplacement du président et des membres . . . . .	900.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement . . . . .	2,000.00
Loyer du bureau et téléphone . . . . .	400.00
Frais légaux . . . . .	600.00
Vérification des livres . . . . .	200.00

28th, 1946, to November 28th, 1947, and applies as follows:

- a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll;
- b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.
- c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for a journeyman-employee.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the wages paid during the week and the amounts sent to the Parity Committee. The Professional employer shall see to it that such reports be filled out and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee not later than the Wednesday of the week following the expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: December 31st, 1946, March 31st, June 30th, and September 30th, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Quebec, for the period ending November 28th, 1947.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 28th, 1946, and November 28th, 1947.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional Employers . . . . .	\$3,800.00
Employées . . . . .	3,800.00
Artisans . . . . .	400.00
	\$8,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary . . . . .	\$2,550.00
Travelling expenses of chairman and members . . . . .	900.00
Inspector: salary and travelling expenses . . . . .	2,000.00
Office rent and telephone . . . . .	400.00
Legal charges . . . . .	600.00
Audition . . . . .	200.00

Papeterie .....	300.00	Stationery .....	300.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers. ....	200.00	Travelling expenses, furniture and miscellaneous. ....	200.00
Salaires sténo. ....	650.00	Stenographer's salary. ....	650.00
Frais de réglementation. ....	200.00	Regulation expenses. ....	200.00
	\$8,000.00		\$8,000.00

Le sous-ministre du Travail,  
**GÉRARD TREMBLAY.**  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 novembre 1946. 16825-0

**GÉRARD TREMBLAY,**  
Deputy Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16825-0

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 4688, du 7 novembre 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4790, du 21 novembre 1946, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

##### Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 10 novembre 1947: cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes, pourcentages et boni payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire fixe, dans leur cas, à un minimum de \$16.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

##### Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

##### Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit

#### NOTICE OF LEVY

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Comité paritaire du Commerce de Détail de Saint-Hyacinthe, established under decree number 4688, of November 7, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 4790, of November 21, 1946, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree in conformity with the following method and rate:

##### Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to November 10, 1947; the said levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and the percentages and bonuses paid to their employees

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wage rate set, in their case, at \$16.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  to 1% of their regular wages and their percentages and bonuses.

##### Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with printed sheets indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the power to have the reports sworn to each time it deems it advisable.

The report, together with the assessments shall be sent to the Parity Committee before the 10th day of the month following that for which the said report is requireable.

##### Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall sub-

transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail de Saint-Hyacinthe pour la période se terminant le 10 novembre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE SAINT-HYACINTHE

Estimé des Recettes et des Déboursés pour la période se terminant le 10 novembre 1947.

*Recettes.*

Cotisations, (½ de 1%).	
Employeurs professionnels.....	\$1,660.00
Salariés.....	1,669.00
Artisans.....	520.00
	\$3,849.00

*Déboursés:*

Dépenses de bureau (papeterie).....	\$ 125.00
Frais judiciaires professionnels.....	100.00
Loyer et administration.....	600.00
Salaires, frais de déplacement et frais d'inspections.....	2,474.00
Auditeur-vérificateur.....	20.00
Divers et imprévus.....	530.00
	\$3,849.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 novembre 1946. 16826-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1343 du 29 mai 1941 et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames de Montréal. On demande:

1° Que le paragraphe "f" de l'article I soit remplacé par le suivant:

"f) Le terme "apprenti-coiffeur" désigne toute personne qui fait un stage d'apprentissage dans un salon de coiffure en vue d'exercer l'art défini au paragraphe "a" du présent article."

2° Que le paragraphe "l" de l'article I soit radié et remplacé par le suivant:

"l) Le terme "écolier-coiffeur" désigne tout apprenti qui suit un cours de coiffure dans une école régie soit par le chapitre 63 ou le chapitre 64 (S.R.Q. 1941, et amendements).

3° Que le paragraphe "m" de l'article I soit abrogé.

4° Que l'article VII soit remplacé par le suivant:

"VII. Apprentissage: a) Pour être admis à l'apprentissage, il faut:

1) Avoir complété avec succès sa neuvième année du cours primaire et détenir un certificat officiel.

2) S'enregistrer au Comité paritaire, fournir deux (2) photographies de dimensions satisfaisantes et obtenir un carnet d'apprenti portant le sceau du Comité.

mit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30, September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenditures of the Comité paritaire du Commerce de détail de Saint-Hyacinthe for the period ending November 10, 1947.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE SAINT-HYACINTHE

Estimate of the Receipts and Disbursements for the period ending November 10, 1947.

*Receipts:*

Assessments (½ of 1%).	
Professional employers.....	\$1,660.00
Employees.....	1,669.00
Artisans.....	520.00
	\$3,849.00

*Disbursements:*

Office expenses (stationery).....	\$ 125.00
Judicial and lawyer's fees.....	100.00
Rent and administration.....	600.00
Salaries, travelling expenses and inspections.....	2,474.00
Auditor.....	20.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	530.00
	\$3,849.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16826

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Commission of the Ladies' Hairdressing Trade of Montreal has submitted to him a request for the purpose of amending the decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments, relating to the ladies hairdressing trade of Montreal. It is requested:

1. That subsection "f" of section I be replaced by the following:

"f) The words "hairdresser apprentice" means any person serving an apprenticeship period in a hairdressing parlor for the purpose of plying the art defined in subsection "a" of the present section."

2. That subsection "l" of section I be deleted and replaced by the following:

"l) The words "hairdresser student" mean any apprentice attending a hairdressing course in a school governed by chapter 63 or chapter 64 (R.S.Q. 1941, and amendments)."

3. That subsection "m" of section I be deleted.

4. That section VII be replaced by the following:

"VII. Apprenticeship: a) To be admitted to the apprenticeship, one must:

1) Have completed successfully the ninth year of the primary course and hold an official certificate.

2) Register with the Parity Committee, give two (2) pictures of the required size and obtain an apprentice booklet bearing the seal of the Committee.

L'apprentissage doit se faire: "A" dans une école régie soit par le chapitre 63 (S.R.Q. 1941, et amendements), ou le chapitre 64 (S.R.Q. 1941, et amendements), et "B" dans les salons de coiffure pour dames.

b) Si l'apprentissage se poursuit dans une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé (chapitre 63, S.R.Q. 1941, et amendements) ou dans une école régie par la Loi des écoles professionnelles (chapitre 64, S.R.Q. 1941, et amendements), la direction de ladite école devra se conformer aux exigences suivantes:

1) L'enseignement devra se faire par des personnes détenant un certificat de maître-coiffeur émis par le Comité paritaire.

2) Le programme scolaire devra couvrir toutes les matières ou opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

3) Aucune charge quelconque ne pourra être exigée du public qui sert de modèle aux élèves pour pratiquer.

4) L'écopier coiffeur doit compléter le cours de l'école où il s'est inscrit avant de subir un examen par le Comité paritaire pour que soit établi son degré d'apprentissage. Cet examen ne sera subi que sur recommandation de l'école.

c) Par ailleurs, si l'apprentissage se poursuit dans un salon de coiffure ou de beauté, il ne sera permis et ne vaudra que si les dispositions ci-dessous sont rigoureusement suivies:

1) Dans les huit jours de l'embauchage de l'apprenti, avis doit en être donné au Comité paritaire, et l'inscription doit être faite dans le carnet de l'apprenti du nom de son employeur, de la date de son embauchage ainsi que celle de son départ; cette obligation lie tant l'employeur que l'apprenti lui-même.

2) L'apprenti doit se présenter tous les six mois au Comité paritaire pour subir un examen oral afin de constater les progrès accomplis.

3) Le salon de beauté ou de coiffure, où un ou des apprentis sont en service, doit être sous la direction d'une personne détenant un certificat de compétence de maître-coiffeur émis par le Comité paritaire.

4) Le nombre d'apprentis, dans un salon de coiffure ou de beauté, est réparti de la façon suivante et ne doit jamais excéder la proportion ci-dessous indiquée:

Un (1) apprenti par maître ou compagnon-coiffeur régulier jusqu'au maximum de cinq (5) apprentis nonobstant la présence d'un nombre supérieur de maîtres ou compagnons-coiffeurs réguliers.

5) L'employeur est considéré comme maître-coiffeur ou compagnon-coiffeur ou apprenti-coiffeur s'il exerce lui-même le métier, suivant qu'il détient un certificat de compétence comme maître ou compagnon-coiffeur, ou un carnet d'apprenti.

6) Un apprenti ne peut être employé ni ne peut travailler comme employé surnuméraire, mais doit nécessairement travailler au moins quarante-huit (48) heures par semaine.

7) Le salaire minimum de l'apprenti sera le suivant:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre . . . . .	\$3.00
Deuxième semestre . . . . .	5.00
Troisième semestre . . . . .	6.00
Quatrième semestre . . . . .	7.00
Cinquième semestre . . . . .	8.00
Sixième semestre . . . . .	10.00

Apprenticeship shall be made: "A" in a school governed either by chapter 63 (R.S.Q. 1941, and amendments) or by chapter 64 (R.S.Q. 1941, and amendments), and "B" in the ladies hair-dressing parlors.

b) When the apprenticeship is made in a school governed by the Specialized Schools Act (chapter 63, R.S.Q. 1941 and amendments) or in a school governed by the Trade Schools Act (chapter 64, R.S.Q. 1941 and amendments), the management of the said school shall comply with the following requirements:

1) Teaching shall be made by persons holding a master-hairdresser's certificate issued by the Parity Committee.

2) The school program shall cover all matters or operations covered by the professional jurisdiction of the decree.

3) No charge whatever may be required from the public acting as models for students.

4) The hairdresser student shall complete the course of the school with which he has registered before undergoing an examination before the Parity Committee for the purpose of establishing the degree of his competency. Such examination will be undergone only upon recommendation of the school.

c) If, however, the apprenticeship is made in a hairdressing or beauty parlor, it is permitted and will be valid only when the following provisions are strictly observed:

1) Within eight days following the hiring of the apprentice, notice must be given to the Parity Committee and the inscription must be made in the apprentice's booklet of the name of his employer, the date of his employment and that of his departure; this obligation is binding as well upon the employer as upon the apprentice himself.

2) The apprentice shall undergo, every six months, before the Parity Committee, an oral examination which will make possible the checking of his progress.

3) The hairdressing or beauty parlor having one or more apprentices shall be under the direction of a person holding a master hairdresser's certificate of competency issued by the Parity Committee.

4) The number of apprentices in a hairdressing or beauty parlor is divided as follows and shall never exceed the proportion hereunder given:

One (1) apprentice to each regular master or journeyman hairdresser up to a maximum of five (5) apprentices even if there be a greater number of regular masters or journeymen hairdressers.

5) The employer is considered as a master hairdresser, a journeyman hairdresser or an apprentice hairdresser when personally plying the trade, if he holds a certificate of competency as master or journeyman hairdresser or an apprentice booklet.

6) An apprentice may neither be employed nor work as supernumerary employee but shall work a minimum of forty-eight (48) hours per week.

7) The minimum wages of the apprentice are the following:

	<i>per week</i>
First six months . . . . .	\$3.00
Second six months . . . . .	5.00
Third six months . . . . .	6.00
Fourth six months . . . . .	7.00
Fifth six months . . . . .	8.00
Sixth six months . . . . .	10.00

8) L'apprentissage dans un salon de coiffure dure trente-six (36) mois.

9) A l'expiration des trente-six (36) mois de l'apprentissage, l'apprenti-coiffeur pour dames doit se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen requis pour l'obtention d'un certificat de compétence. Au cas d'insuccès, il pourra subir un examen après un délai de douze (12) mois. Tout insuccès après ce deuxième examen privera l'apprenti du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du présent décret.

d) L'écolier-coiffeur ou l'apprenti-coiffeur doit suivre un cours complet d'hygiène spécialement donné pour les coiffeurs et reconnu par le Comité paritaire. Il devra subir un examen fructueux et en détenir un certificat. Au cas d'échec, un second examen sera permis douze (12) mois plus tard; mais l'échec de ce deuxième examen privera l'apprenti du droit d'exercer les opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret à quelque titre que ce soit.

e) Le stage de l'apprenti-manucure sera de six (6) mois et le salaire minimum sera le suivant:

	<i>par semaine</i>
Premier trimestre .....	\$3.00
Deuxième trimestre .....	5.00

Exception faite des dispositions du présent paragraphe, les apprentis-manucures sont sujets aux règlements concernant l'apprentissage des coiffeurs. Les apprentis-manucures ne pourront faire leur apprentissage que dans les salons où il y a des spécialistes en manucure."

5° Que le paragraphe "h" de l'article X soit remplacé par le suivant:

"h) Dans chaque salon de coiffure ou de beauté, il doit y travailler régulièrement au moins un maître coiffeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 novembre 1946. 16830-o

**AVIS DE MODIFICATION**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante à l'arrêté en conseil numéro 4711, du 14 novembre 1946, modifiant le décret numéro 2375, du 11 septembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

La première modification apparaissant dans ledit arrêté en conseil, laquelle concerne le dernier alinéa de l'article I, du décret numéro 2375, sera abrogée.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite modification.

Le sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 30 novembre 1946. 16829-o

8) The duration of the apprenticeship in a hairdressing parlor consists of thirty-six (36) months.

9) At the expiration of the thirty-six (36) months of apprenticeship, the ladies, hairdresser apprentice shall undergo an examination before the Parity Committee in order to obtain a certificate of competency. In case of failure, he may undergo another examination after a delay of twelve (12) months. Any subsequent failure will deprive the apprentice from the right to perform the operations governed by the present decree.

d) The hairdresser student or the hairdresser apprentice shall attend a complete hygiene course specially given for hairdressers and recognized by the Parity Committee. He shall undergo a successful examination and obtain a certificate. In case of failure, the undergoing of another examination will be permitted twelve months later; failure in this second examination, however, will deprive the apprentice from the right to perform the operations covered by the professional jurisdiction of the decree, in any classification whatever.

e) The apprenticeship period for the apprentice-manicurist consists of six (6) months and the minimum wages are the following:

	<i>per week</i>
First three months .....	\$3.00
Second three months .....	5.00

Except for the provisions of the present subsection, the apprentice-manicurist is subject to the regulations concerning the apprenticeship for hairdressers. The apprentice-manicurist shall serve his apprenticeship only in a parlor where there are specialists in manicure work."

5. That subsection "h" of section X be replaced by the following:

"h) In every hairdressing or beauty parlor, there shall be at least one (1) master hairdresser working regularly."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16830-o

**NOTICE OF MODIFICATION**

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), of his intention to recommend the approval of the following modification of Order in Council number 4711, of November 14, 1946, amending the decree No. 2375, of September 11th, 1937, and amendments, relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec.

The first modification mentioned in the said Order in Council, which applies to the last paragraph of section I, of decree number 2375, will be repealed.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive any objection against the said modification which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 30, 1946. 16829-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par la maison Willis & Company Limited, manufacturier de pianos, de Sainte-Thérèse, P.Q., à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative à l'industrie du meuble dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 639 du 21 février 1946.

L'honorable Ministre du Travail donne également avis qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint de l'industrie du meuble de Québec, à l'effet de modifier le paragraphe "h" de l'article II dudit décret numéro 639, pour y inclure la fabrication des pianos et orgues.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre lesdites requêtes.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 novembre 1946. 16827-0

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted by the firm Willis & Company Limited, piano manufacturer of Sainte-Thérèse, P.Q., for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the furniture industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 639, of February 21, 1946.

The Honourable Minister of Labour also gives notice that a request has been submitted to him by the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec to amend subsection "h" of section II of the said decree number 639, in order to include the manufacturing of pianos and organs.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said requests which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 30, 1946. 16827-0

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la Chambre de Construction inc. lui a présenté une requête signée par le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats nationaux, "The Building Trades Council of Montreal and Vicinity" et La Chambre de Construction inc. à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 3002, du 31 juillet 1946, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal. On demande:

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "c" de l'article XXI:

"Toutefois, comme mesure temporaire, à cause de la nécessité urgente causée par un manque d'ouvriers qualifiés, il peut y avoir deux (2) apprentis par cinq (5) compagnons dans les métiers de briqueteur et de plâtrier."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 30 novembre 1946. 16828-0

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that The Builders' Exchange Inc. has submitted to him a request signed by "Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats nationaux", The Building Trades Council of Montreal and Vicinity and The Builders' Exchange inc. for the purpose of amending the decree number 3002, of July 31, 1946, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal. It is requested:

That the following paragraph be added to subsection "c" of section XXI:

"However, as a temporary measure, on account of existing urgent necessity created by a dearth of skilled tradesmen, the ratio of apprentices to journeymen in the bricklaying and plastering trades shall be two (2) to five (5)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 30, 1946. 16828-0

## Lettres patentes annulées

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 4732, en date du 21 novembre 1946, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10 Georges VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies mentionnées ci-après, a été décrétée, savoir:

## Letters Patent Annulled

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council No. 4732, dated November 21, 1946 adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10 George VI, chapter 48, annulment of the letters patent of the following companies, has been ordered, to wit:

<i>Nom de la Compagnie:</i> <i>Name of company:</i>	<i>Constituée le:</i> <i>Incorporated on:</i>	<i>Siège social:</i> <i>Head office:</i>
Advertising Services Limited . . . . .	8. 8. 1934	Montréal.
L'Agence Elite Incorporée — Elite Agency Incorporated . . . . .	1. 6. 1931	Québec.
Agence Globe Incorporée . . . . .	3. 4. 1936	Montréal.
Les Agences Mont-Royal (Ltée) — The Mount-Royal Agencies (Ltd) . . . . .	22. 10. 1928	Montréal.
Les Agences Rex Limitée — Rex Agencies Limited . . . . .	6. 3. 1936	Montréal.
Agencies Corporation . . . . .	1. 6. 1927	Montréal.
Aird Brothers Limited . . . . .	5. 12. 1938	Montréal.
Airdeane Corporation, Limited . . . . .	20. 7. 1933	Montréal.
Airless Tire Corporation . . . . .	5. 5. 1928	Montréal.
Airlite Awnings Limited . . . . .	16. 12. 1925	Montréal.
Ajax Products Company, Limited . . . . .	12. 2. 1925	Montréal.
Akhurst's Garage, Limited . . . . .	19. 2. 1924	Coaticook.
A la Mode Limited . . . . .	14. 3. 1927	Montréal.
A la Ville de Paris Limitée . . . . .	30. 5. 1927	Montréal.
Albain Exploration Limited . . . . .	24. 1. 1928	Montréal.
Albee Limited . . . . .	20. 5. 1927	Montréal.
Albert Trading Company Incorporated . . . . .	19. 6. 1935	Montréal.
Albion Copper & Gold Mines Limited . . . . .	27. 2. 1928	Montréal.
Albion Trading Co. Limited . . . . .	21. 6. 1933	Montréal.
Alcalinol Incorporée . . . . .	13. 8. 1926	Québec.
Aldo Shoe Shoppe Incorporated . . . . .	2. 11. 1936	Montréal.
Aldred Investment Corporation (Canada) . . . . .	16. 1. 1928	Montréal.
The Alexander Kirkwood Company Limited . . . . .	25. 9. 1928	Montréal.
Alexander's Limited . . . . .	25. 6. 1920	Montréal.
Allan Realities Limited . . . . .	10. 5. 1929	Montréal.
Allan's Limited . . . . .	22. 5. 1926	Montréal.
Allard Limitée . . . . .	1. 6. 1926	Montréal.
A. Allard & Cie Limitée . . . . .	28. 1. 1924	Montréal.
Allard & Glegg, Limited . . . . .	26. 8. 1927	Montréal.
Alleghanys Lumber Company Limited . . . . .	14. 1. 1927	St-Joseph de Beauce.
Allen Holding Company Ltd. . . . .	7. 12. 1936	Montréal.
Alliance Artistique Belge . . . . .	23. 1. 1936	Montréal.
L'Alliance Immobilière Compagnie Incorporée . . . . .	9. 7. 1912	Montréal.
L'Alliance Immobilière Incorporée . . . . .	18. 5. 1933	Montréal.
Allied Agencies Limited . . . . .	25. 7. 1932	Montréal.
Allied Arts Limited . . . . .	14. 4. 1931	Montréal.
Allied Distributors Limited . . . . .	23. 5. 1930	Montréal.
Allied Mines Syndicate Limited . . . . .	5. 5. 1927	Montréal.
Allison Investment Company Limited . . . . .	21. 10. 1929	Montréal.
Allsteel Equipment Company Limited . . . . .	16. 6. 1926	Montréal.
Alma Autobus & Taxis Ltée . . . . .	9. 3. 1943	St-Joseph d'Alma
The Alma Lumber and Hardware Company Limited . . . . .	29. 9. 1925	St-Joseph d'Alma.
Alpha-Trinity Corporation Limited . . . . .	26. 11. 1931	Montréal.
Alte Harmonia . . . . .	16. 10. 1935	Montréal.
Altimas Lumber Company Limited . . . . .	25. 5. 1934	Montréal.
Alton Investments Incorporated . . . . .	26. 4. 1934	Montréal.
La Compagnie d'Amiante de Thetford, Limitée . . . . .	18. 11. 1931	Thetford Mines
La Compagnie d'Amiante du Lac à la Truite Limitée . . . . .	18. 2. 1921	Thetford-Mines
A.-F. Amiot Limitée . . . . .	6. 12. 1929	Montréal.
Les Amis de l'Art Français Inc. . . . .	20. 2. 1933	Montréal.
Amos-Cadillac (Quebec) Limited . . . . .	20. 7. 1937	Canton Bousquet, Abitibi.
La Compagnie d'Amusement St-Joseph Limitée . . . . .	14. 4. 1931	Montréal.
Les Anciens Combattants du Lac St-Jean, Incorporée . . . . .	2. 7. 1935	St-Joseph d'Alma.
Boulangerie Alexandra Limitée — Alexandra Bakery Limited . . . . .	16. 11. 1925	Montréal.
Desnoyers Frères Limitée . . . . .	23. 6. 1921	Montréal.
Hôpital St-Georges, Incorporé . . . . .	30. 9. 1925	Montréal.
St-George Hospital — L'Hôpital Saint-Georges . . . . .	28. 9. 1928	Montréal.
Val-Malartic (Quebec) Limited . . . . .	13. 7. 1937	Montréal.
Adauac Film Inc. . . . .	24. 4. 1940	Montréal.
Aero Distributors Limited . . . . .	25. 2. 1941	Montréal.
Agence Mercantile de l'Est, Limitée . . . . .	30. 6. 1920	Sherbrooke.
Aird & Bowen Limited . . . . .	4. 2. 1926	Montréal.
Alanore Frocks Inc. . . . .	4. 10. 1933	Montréal.
Alexandra Amusement Corporation . . . . .	18. 12. 1930	Montréal.
Alvyn & Joyce Co. . . . .	20. 3. 1933	Montréal.
Amalgamated Farm Products Inc. . . . .	5. 4. 1934	Montréal.
Amalgamated Investors Corporation . . . . .	20. 7. 1928	Montréal.
Amalgamated Wholesale Grocers Limited . . . . .	24. 3. 1933	Montréal.
Amalgamated Wholesale Grocers Realisation Corp. . . . .	28. 3. 1938	Montréal.
Ambermica of Canada Limited . . . . .	14. 2. 1938	Ladysmith, Pontiac.
America Dry Company Limited . . . . .	9. 7. 1931	Montréal.
Americana Hotel Company, Incorporated . . . . .	3. 11. 1927	Americana Point, ville de St-Armand, P.Q.

American-Canadian Air Lines Inc.	5.8.1929	Montréal.
American Clothing Co. Ltd.	4.11.1931	Montréal.
American Club of Montreal, Limited	9.2.1914	Montréal.
American Continental Trading Company	19.12.1928	Montréal.
American Dyers & Cleaners Company Limited	20.6.1927	Montréal.
American Financing Company	19.6.1925	Montréal.
American & Foreign Fur Company Limited	25.3.1930	Montréal.
American Fur Co. Ltd.	15.3.1930	Montréal.
American Herring and Canned Goods Stores Limited	4.5.1931	Montréal.
The American Shoe Company	14.5.1926	Montréal.
American Silks and Woollens Limited	19.1.1925	Montréal.
American Smoked & Pickled Products Ltd.	20.10.1923	Montréal.
American Waist and Dress Company, Limited.	26.1.1918	Montréal.
Amesbury Apartments, Limited.	14.5.1924	Montréal.
Compagnie d'Ameublement Robert	29.5.1925	Québec.
Amherst Dress Company	27.9.1927	Montréal.
Amherst Taxicab Owners Association Limited	10.10.1927	Montréal.
La Compagnie d'Amusements des Trois-Rivières Limitée	15.9.1931	Trois-Rivières.
Anatole Limitée	27.3.1930	Montréal.
Anglin Norcross, Limited	14.5.1919	Montréal.
Anglo-Canadian Investment Corporation	27.8.1927	Montréal.
Anglo-Canadian Trading Co., Limited	8.8.1919	Montréal.
Anglo-Chinese Social Club Inc.	4.12.1931	Montréal.
Anglo-European Agencies Corporation	23.11.1933	Montréal.
Anglo-French Agencies Limited	28.1.1928	Montréal.
Anglo Footwear Mfg. Co. Inc.	19.11.1938	St-Aimé, Richelieu.
Anglo-Mexican Holdings Limited	5.2.1937	Montréal.
Anna Realties Co. Limited	20.8.1928	Montréal.
Cie d'Annonces de Québec, Limitée	15.12.1932	Québec.
Apartment Investment Corporation	10.7.1930	Montréal.
Apartment Securities Limited	11.3.1926	Montréal.
Apex Film Parlant Limitée	16.7.1929	Montréal.
Aplus Oils Company of Canada Limited	4.5.1932	Montréal.
Les Appartements Laviolette Limitée	5.5.1927	Trois-Rivières.
Appartements Montcalm, Limitée	29.10.1925	Québec.
The Appetizer Limited	21.9.1933	Montréal.
Appleby Furs Limited	28.9.1936	Montréal.
April Hat Co. Ltd.	26.12.1929	Montréal.
Aarbee Knitting Mills Ltd	16.1.1923	Montréal.
Americana Exchange Corporation Limited	21.9.1931	Montréal.
American Automobile Salvage Co., Limited	15.10.1928	Montréal.
The American Company, Limited	23.10.1930	Coaticook.
American Investment Limited	6.2.1934	Montréal.
The American Upholstering Co.	27.7.1927	Montréal.
Ames Packers Inc.	7.10.1931	Sherbrooke.
The Amherst Incorporated	25.4.1932	Montréal.
Amherst Investment Corporation	30.4.1925	Montréal.
Anglo & American Coal Corporation	7.7.1930	Montréal.
Anglo-Canadian Utilities Limited	24.8.1932	Montréal.
Animated Screen Advertising and Distributing Company Limited	4.5.1926	Montréal.
Anna Hat Company	6.9.1932	Montréal.
Anthony Realty Company Limited	21.1.1932	Montréal.
Apero Quick Sales Company Ltd	7.12.1932	Québec.
La Cie d'Approvisionnement d'eau de Huberdeau	19.6.1931	Québec.
Apt-Words (1936) Limited	24.3.1936	Montréal.
La Compagnie de l'Aqueduc Bastien	23.8.1909	Loretteville.
Aqueduc de Blainville, Limitée	29.12.1916	Ste-Thérèse, Co. Terrebonne.
La Compagnie d'Aqueduc de Blainville, Limitée	4.12.1909	Ste-Thérèse, Co. Terrebonne.
L'Aqueduc du comté de Châteauguay Incorporée	1.9.1927	Ste-Martine, Co. Châteauguay.
L'Aqueduc du comté de Soulanges Limitée	18.5.1927	Montréal.
L'Aqueduc Edouard Ruel, Limitée	27.3.1918	Lauson.
La Compagnie d'Aqueduc de Kénogami, Limitée	12.2.1925	Québec.
Compagnie d'Aqueduc Hébertville-St-Bruno	24.12.1917	Hébertville Station.
La Compagnie d'Aqueduc de Lac Bouchette, Limitée	6.10.1922	Lac Bouchette.
L'Aqueduc & Pouvoir d'Amos Limitée	1.5.1920	Shawinigan Falls.
L'Aqueduc de Princeville, Limitée	28.9.1927	Québec.
L'Aqueduc de Sainte-Croix Limitée	23.5.1925	Ste-Croix, Co. Lotbinière.
La Compagnie d'Aqueduc de Sainte-Euphémie	25.9.1912	Sainte-Euphémie.
La Compagnie d'Aqueduc de St-Gédéon	11.2.1929	Louiseville.
L'Aqueduc de St-Pacôme, Limitée	11.9.1925	St-Pacôme.
L'Aqueduc de St-Pamphile, Limitée	26.6.1925	St-Pamphile.
Aqueduc Rural La Sarre, Inc.	28.8.1928	La Sarre, Abitibi.
L'Aqueduc de Sillery, Limitée	14.6.1924	Québec.

Aquin & Prendergast Limited . . . . .	5.8.1924	Montréal.
Archie's Coffee Shoppe Ltd. . . . .	16.7.1937	Montréal.
Barry Lake Mining Company Limited. . . . .	30.11.1937	Québec.

16796-o Le Procureur général, par,  
L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

The Attorney General per.  
L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Minutes de Notaires**

**Notarial Minutes**

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Charles-Edouard Cliche, notaire, demeurant et pratiquant à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Charles-François Beaulieu, notaire, qui pratiquait à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Notice is given that pursuant to the provision of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Gouverneur in Council, by Me Charles-Edouard Cliche, notary, residing and practising at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Charles François Beaulieu, notary, who practised at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

Québec, ce 8 novembre 1946.

Quebec, November 8, 1946.

16586-46-5-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16586-46-5 Under Secretary of the Province.  
JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par Me Joseph Jérôme Omer Fréchette, notaire, demeurant et pratiquant à St-André Avellin, district judiciaire de Hull, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Jean Valère Roméo Carrier, notaire, qui pratiquait à St-André Avellin, district judiciaire de Hull.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Gouverneur in Council, by Me Joseph Jérôme Omer Fréchette, notary, residing and practising at St-André Avellin, judicial district of Hull, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Jean Valère Roméo Carrier, notary, who practised at St-André Avellin, judicial district of Hull.

Québec, ce 14 novembre 1946.

Quebec, November 14, 1946.

16611-46-5-o Le Sous-Secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16611-46-5 Under Secretary of the Province.  
JEAN BRUCHÉSI,

Avis est, par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, d'accorder à monsieur Louis Saul Joyal, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Cyrille de Wendover, district judiciaire d'Arthabaska, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Walter A.-Moisan, en son vivant notaire qui pratiquait à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et des greffes dont ce dernier était cessionnaire, savoir: MM. P.E. Robillard, P.-I. Constant et partie du greffe de J.-E. Girouard (1881-1897).

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Gouverneur has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to grant to Mr. Louis Saul Joyal, notary, residing and practising at Saint Cyrille de Wendover, judicial district of Arthabaska, the transfer of the minutes repertory and index of Me Walter A.-Moisan, in his lifetime notary who practised at Drummondville, judicial district of Arthabaska, and of the records whereof the latter was assignee, namely: Messrs. P. E. Robillard, P. I. Constant and part of the records of J. E. Girouard (1881-1897).

Québec, ce 25 novembre 1946.

Quebec, November 25, 1946.

16783-o JEAN BRUCHÉSI,  
Sous-secrétaire de la Province.

16783 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, d'accorder à monsieur J.-Clément Masson, notaire, demeurant et pratiquant à St-Évariste Station, district judiciaire de Beauce, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Joseph-Wilfrid Gilbert, en son vivant notaire qui pratiquait à St-Évariste Station, district judiciaire de Beauce.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Gouverneur has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to grant to Mr. J.-Clément Masson, notary, residing and practising at St-Évariste Station, judicial district of Beauce, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Joseph Wilfrid Gilbert, in his lifetime notary, who practised at St-Évariste Station, judicial district of Beauce.

Québec, ce 25 novembre 1946.

Quebec, November 25, 1946.

16784-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16784 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, d'accorder à monsieur Denis Turenne, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Alcide Rivest, en son vivant notaire qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, ce 25 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province.

16785-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to grant to Mr. Denis Turenne, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Alcide Rivest, in his lifetime notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, November 25, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

16785

Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1946, d'accorder à monsieur Paul Sylvestre, notaire, demeurant et pratiquant à Sherbrooke, district judiciaire de St-François, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Ernest Sylvestre, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Québec, ce 25 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province.

16786-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated November 21, 1946, to grant to Mr. Paul Sylvestre, notary, residing and practising at Sherbrooke, judicial district of St. Francis, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Ernest Sylvestre, retired notary, who practised at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, November 25, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

16786

Under Secretary of the Province.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 24 octobre 1946.

M. Raoul Pilote: inspecteur au service forestier du département des terres et forêts.

Québec, 6 novembre 1946.

M. Jean-Marie Thomas, de Montréal: ingénieur de district au ministère de la colonisation, à compter du 1er mai 1946.

M. Ulric Emond: inspecteur au département des terres et forêts, à compter du 1er octobre 1946.

M. Luke S. Colt, rentier, d'Ayer's Cliff, comté de Stanstead: nommé pour agir, avec MM. Wyman S. Davis, Napoléon Vallière et William Thompson, comme commissaire pour tenir la Cour des commissaires du village d'Ayer's Cliff, comté de Stanstead, district de Saint-François.

MM. l'abbé Paul Contant, secrétaire de la Société d'adoption et de protection de l'enfance, 874, rue Sherbrooke est, Montréal, et J.-N. Guillemette, inspecteur général des exploitations forestières au ministère des terres et forêts, 232, rue des Franciscains, Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Albert Lapiere, trésorier de l'Ecole des Arts graphiques, 2020, rue Kimberley, et Léopold Croteau, pharmacien, 1957, avenue Rockland tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean-C. Carrier, employé au Canadian National Terminal de Joliette et Montréal, 309, rue Richard, Joliette: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Joliette et de Montréal; Clarence Blair, cultivateur, de Franklin Centre, Cté Huntingdon: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Wilfrid Tremblay, cultivateur et commerçant de bois, de Saint-Donat, Cté Rimouski: juge de paix avec juridiction sur le district ju-

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, October 24, 1946.

Mr. Raoul Pilote: to be inspector in the Forestry Service of the Department of Lands and Forests.

Québec, November 6, 1946.

Mr. Jean-Marie Thomas, of Montreal: to be district engineer for the Department of Colonization, as from May 1, 1946.

Mr. Ulric Emond: to be inspector for the Department of Lands and Forests, as from the 1st of October, 1946.

Mr. Luke S. Colt, annuitant, of Ayer's Cliff, county of Stanstead: appointed to act, with Messrs. Wyman S. Davis, Napoléon Vallière and William Thompson, as commissioner for the holding of the Commissioner's Court for the Village of Ayer's Cliff, county of Stanstead, district of St. Francis.

Rev. abbé Paul Contant, secretary of the "Société d'adoption et de protection de l'enfance", 874 Sherbrooke Street East, Montreal, and Messrs. J. N. Guillemette, general inspector of forestry operations in the Department of Lands and Forests, 232 des Franciscains Street, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Albert Lapiere, treasurer of the Graphic Arts School, 2020 Kimberley Street, and Léopold Croteau, druggist, 1957 Rockland Avenue, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Jean C. Carrier, employee of the Canadian National Terminal of Joliette and Montreal, 309 Richard Street, Joliette: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Joliette and Montreal; Clarence Blair, farmer, of Franklin Centre, county of Huntingdon: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; Wilfrid Tremblay, far-

diciaire de Rimouski; Dr Laurent Patry, médecin, 10, avenue de Bernières, Dr Antoni Blais, médecin, 209 rue de la Ronde, tous deux de Québec, Dr Lionel Lemieux, médecin, Dominique Touzin, portier, 52, rue St-Léon, Giffard, Lucien Guillemette, surveillant, 114, rue Desmeules, Québec, et Joseph Samson, préposé au service des personnes décédées et à la direction des funérailles, 11, rue d'Estimauville, Québec, ces quatre derniers à l'emploi de l'Hôpital Saint-Michel-Archange: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 14 novembre 1946.

MM. J.-A. Savoie, notaire, J.-Alfred Bernier, importateur, Hector Cypihot, médecin, tous trois domiciliés à Outremont, Anatole Lachapelle, Conseil en loi du Roi, domicilié à Montréal, et Albert Théberge, avocat, domicilié à Westmount: commissaires pour l'érection civile des paroisses dans le diocèse de Montréal.

Québec, 21 novembre 1946.

M. Hertel O'Bready, greffier de la Cour de magistrat du district de Saint-François: commissaire "per dedimus potestatem".

mer and lumber merchant, of Saint-Donat, county of Rimouski: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Dr. Laurent Patry, physician, 10 des Bernières Avenue, Dr. Antoni Blais, physician, 209 de la Ronde Street, both of Quebec, Dr. Lionel Lemieux, physician, Dominique Touzin, porter, 52 St-Léon Street, Giffard, Lucien Guillemette, guard, 114 Desmeules Street, Quebec, and Joseph Samson, in charge of funeral arrangements and services for the deceased, 11 d'Estimauville Street, Quebec, these four latter employees of the Saint-Michel-Archange Hospital: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec.— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, November 14, 1946.

Messrs. J. A. Savoie, notary, J. Alfred Bernier, importer, Hector Cypihot, physician, all three domiciled at Outremont, Anatole Lachapelle, King's Counsel, domiciled at Montreal, and Albert Théberge, advocate, domiciled at Westmount: to be Commissioners for the civil erection of parishes in the diocese of Montreal.

Quebec, November 21, 1946.

Mr. Hertel O'Bready, clerk of the Magistrate's Court for the district of Saint Francis: to be Commissioner "per dedimus potestatem".

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

## PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Dollard dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant:

Les lots Nos 1 à 31 des Rangs I, II, VI et VIII; les lots Nos 1 à 31 des Rangs III, IX et X et leurs subdivisions; les lots Nos 1 à 54 du Rang IV et des subdivisions; les lots A, B et les Nos 1 à 54 du Rang V; les lots A, B, et les Nos 1 à 31 du Rang VII, et les îles Nos 1 à 9 incl., de la Rivière Negiskan;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

## PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under this superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of a part of the township of Dollard, in the Registration Division of Abitibi, comprising:

Lots Nos 1 to 31 of Ranges I, II, VI and VIII; lots Nos 1 to 31 of Ranges III, IX and X and their subdivisions; lots Nos 1 to 54 of Range IV and its subdivisions; lots A, B and Nos 1 to 54 of Range V; lots A, B and Nos 1 to 31 of Range VII, and the islands Nos 1 to 9 incl., of the Negiskan River;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 octobre 1946 portant le numéro 4236.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Dollard, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant:

Les lots Nos 1 à 31 des Rangs I, II, VI et VIII; les lots Nos 1 à 31 des Rangs III, IX et X et leurs subdivisions, les lots Nos 1 à 54 du Rang IV et ses subdivisions, les lots A, B et les Nos 1 à 54 du Rang V; les lots A, B, et les Nos 1 à 31 du Rang VII et les îles Nos 1 à 9 incl., de la Rivière Negiskan.

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce CINQUIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,  
Le Sous-secrétaire de la Province,  
16767-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated October 24, 1946, bearing number 4236,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting a part of the township of Dollard, in the Registration Division of Abitibi, comprising:

Lots Nos 1 to 31 of Ranges I, II, VI and VIII; lots Nos 1 to 31 of Ranges III, IX and X and their subdivisions; lots Nos 1 to 54 of Range IV and its subdivisions; lots Nos A, B and Nos 1 to 54 of Range V, lots A, B and Nos 1 to 31 of Range VII and the Islands Nos 1 to 9 incl., of the Negiskan River.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom, these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Quebec, this FIFTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,  
JEAN BRUCHÉSI,  
16767 Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

• PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941) article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Brassier, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et comprenant :

Les lots A à Q et les lots Nos 1 à 31 du Rang 1; les lots A à G et les lots Nos 1 à 31 du Rang 11; les lots A, B, C, et les lots Nos 1 à 31 du Rang 111; les lots Nos 2 à 31 du rang IV; les lots Nos 4 à 31 du Rang V; les lots Nos 6 à 31 du Rang VI et ses subdivisions; les lots Nos 11 à 31 du Rang VII; les lots Nos 15 à 31 du Rang VIII; les lots Nos 15 à 31 du Rang IX; les lots Nos 16 à 31 du Rang X;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partis des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 24 octobre 1946 portant le numéro 4233,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Brassier, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant :

Les lots A à Q et les lots Nos 1 à 31 du Rang 1, les lots A à G et les lots Nos 1 à 31 du Rang 11, les lots A, B, C, et les lots Nos 1 à 31 du Rang 111; les lots Nos 2 à 31 du rang IV; les lots Nos 4 à 31 du Rang V, les lots Nos 6 à 31 du Rang VI et ses subdivisions; les lots Nos 11 à 31 du Rang VII; les lots Nos 15 à 31 du Rang VIII; les lots Nos 15 à 31 du Rang IX; les lots Nos 16 à 31 du Rang X; et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présents peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS, the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his superintendence, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320) a plan of part of the township of Brassier, in the Registration Division of Abitibi, and comprising;

Lots A to Q and lots Nos. 1 to 31 of Range 1, lots A to G and lots Nos. 1 to 31 of Range 11; lots A, B, C, and lots Nos. 1 to 31 of Range 111; lots Nos. 2 to 31 of Range IV; lots Nos. 4 to 31 of Range V; lots Nos. 6 to 31 of Range VI and its subdivisions; lots Nos. 11 to 31 of Range VII; lots Nos. 15 to 31 of Range VIII; lots Nos. 15 to 31 of Range IX; lots Nos. 15 to 31 of Range X;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Honourable the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book or reference was filed in the office of the Registration Division of l'Abitibi

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated October 24, 1946, bearing number 4233.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs which is mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the part of the township of Brassier, in the Registration Division of Abitibi, comprising :

Lots A to Q and lots Nos. 1 to 31 of Range 1; lots A to G and lots Nos. 1 to 31 of Range 11; lots A, B, C, and lots Nos. 1 to 31 of Range 111; lots Nos. 2 to 31 of Range IV; lots Nos. 4 to 31 of Range V; lots Nos. 6 to 31 of Range VI and its subdivisions; lots Nos. 11 to 31 of Range VII; lots Nos 15 to 31 of Range VIII; lots Nos. 15 to 31 of Range IX; lots Nos. 16 to 31 of Range X; and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great

grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16768-o JEAN BRUCHÉSI.

Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command.

16768 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

SALUT.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. ATTENDU qu'une requête a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, soit détaché et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lac St-Charles", comté de Québec;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code Municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, après cette érection une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 14 novembre 1946, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé en partie dans la seigneurie de Saint-Gabriel et en partie dans le fief Saint-Ignace, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, contenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, les lots du no 889 au n° 981 et du n° 1274 au n° 1521 tous inclusivement ainsi que toutes leurs subdivisions où qu'elles se trouvent et dont le périmètre se décrit comme suit: à savoir: partant à l'intersection de l'axe de la rivière St-Charles avec le côté nord-est du chemin séparant la deuxième concession St-Barthélémy de la concession Nord-Ouest-du-Lac, de là, suivant le dit axe de la rivière St-Charles jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1274; de là, cette dite ligne, la ligne sud-est de la septième concession — Montagne St-Charles, les lignes nord-est de la septième concession — de-la-Montagne St-Charles, de la concession sud-est-Rivière-Jaune et de la concession Nord-Ouest-de-la-Rivière-Jaune; de là, le côté nord-est du chemin de front de la concession Nord-

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

PROCLAMATION

GREETING.

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS a petition has been presented requesting that a certain territory in the municipality of the parish of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, be detached and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lac St. Charles" county of Quebec;

WHEREAS all the provisions required by the Municipal Code to that effect have been fulfilled, that the said territory is within the conditions required by law to form a municipality and that there shall remain in the municipality of the parish of Notre-Dame-des-Laurentides, after such erection, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing date November 14, 1946, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate partly in the Seigneurie of Saint-Gabriel and partly in the fief Saint-Ignace, actually forming part of the municipality of the parish of Notre-Dame-des-Laurentides, comprising, with reference to the official cadastre of the parish of St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, the lots from No. 889 to No. 981 and from No. 1274 to No. 1521, all inclusively, and all the subdivisions thereof wherever they may be found and the perimeter whereof is described as follows, to wit: — starting from the intersection of the axis of the River St. Charles with the Northeast side of the road separating the second concession St-Barthélémy from the concession "Nord-Ouest-du-Lac" thence, following the said axis of the River St. Charles to the Southwest line of lot 1274; thence, the said line, the Southeast line of the seventh concession — Montagne St. Charles, the Northeast lines of the seventh concession — Montagne St-Charles, of the concession "Sud-est-de-la-Rivière-Jaune" and the concession "Nord-Ouest-de-la-Rivière-Jaune" thence, the Northeast side of the front road or

Est-du-Lac jusqu'à la rive, du lac St-Charles, et continuant le long de la dite rive jusqu'à la ligne nord-est de la concession Nord-Ouest-du-Lac; de là, la dite ligne nord-est de la concession Nord-Ouest-du-Lac, la ligne Nord-Ouest du lot 1521, la ligne Sud-Ouest de la concession Nord-Ouest-du-Lac, la ligne nord-ouest du lot 889, la ligne sud-ouest de la concession St-Barthélémy et la ligne sud-est du lot 981, jusqu'au côté nord-est du chemin séparant la deuxième concession St-Barthélémy de la concession Nord-Ouest-du-Lac; de là, le dit côté nord-est du dit chemin jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, lequels du chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lac St-Charles", comté de Québec, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

16795-0

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Destor, division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les Rangs I à VII incl., le Rang Ouest Chemin Macamic, le Rang Est Chemin Macamic et les lots 1 à 12 du rang X;

the concession "Nord-est-du-Lac" to the shore of Lake St. Charles, and continuing along the said shore as far as the Northeast line of the concession "Nord-Ouest-du-Lac"; thence, the said Northeast line of the concession "Nord-Ouest-du-Lac", the Northwest line of lot 1521, the Southwest line of the concession "Nord-Ouest-du-Lac", the Northwest line of lot 889, the Southwest line of the St-Barthélémy concession, and the Southeast line of lot 981, as far as the Northeast side of the road separating the second concession St-Barthélémy from the concession "Nord-Ouest-du-Lac"; thence, the said Northeast side of the said road to the starting point said territory, together with the roads, railway rights of way, rivers, lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described shall be detached from the municipality of the parish of Notre Dame-des-Laurentides, county of Quebec, and shall be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lac St. Charles", such erection to take effect from and after the 1st of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this NINETEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

16795

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared under his superintendence, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320) a plan of part of the township of Destor, Registration Division of Abitibi, comprising ranges I to VII incl. the range West Macamic Road, the range East Macamic Road and lots 1 to 12 of range X;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels dressés jusqu'à la date qui y est spécifiés, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 24 octobre 1946 portant le numéro 4234,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Destor, division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les Rangs I à VII incl., le Rang Ouest Chemin Macamic, le Rang Est Chemin Macamic et les lots 1 à 12 du rang X;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite on l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QU'É DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présente lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce cinquième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province.

16769-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

WHEREAS an official book of reference respecting this plan hereinabove mentioned, has also been prepared in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS said official plan and book of reference made up to the date therein specified, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS in conformity with the provisions of articles, 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of said official plan and book of reference have been filed at the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated October 24, 1946, bearing number 4234,

We give notice of the filing of the official plan and book of reference hereinabove mentioned at the office of the registration division to which it belongs, same being hereinabove mentioned, and,

We fix, the date of the publication of the present proclamation, in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec, shall come into force concerning that part of the township of Destor, Registration Division of Abitibi, comprising ranges I to VII incl., the range West Macamic Road, the range East Macamic Road and lots 1 to 12 of range X;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI.

16769

Under Secretary of the Province.

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis, comté de Gaspé, soit détaché et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Mont-St-Pierre", comté de Gaspé,

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de St-Maxime du Mont-Louis, après cette érection une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimé dans un décret en date du 14 novembre 1946, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de Mont-Louis, comprenant, en référence au cadastre officiel de Saint-Maxime-du-Mont-Louis, les lots de 1 à 116 inclusivement, les lots 47a, 52a, 57a, 58a, 94a, 98a, 105a, 106a et une partie du lot 117 et dont les limites se décrivent comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparant la seigneurie de Mont-Louis du canton de Duchesnay avec la rive du fleuve St-Laurent; de là, suivant la dite rive du fleuve St-Laurent, en allant vers l'est, jusqu'au milieu de l'embouchure du ruisseau du Moulin, de là, passant par les lignes suivantes: une ligne droite depuis le milieu de l'embouchure du ruisseau du Moulin jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 137, une ligne droite depuis le dit angle ouest du lot 137 jusqu'au sommet de l'angle sud de la seigneurie de Mont-Louis, et enfin la ligne séparant la seigneurie de Mont-Louis du canton de Duchesnay jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de St-Maxime-du-Mont-Louis, et sera érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Mont-St-Pierre", comté de Gaspé, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUI DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis, county of Gaspé, be detached and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Mont-St-Pierre", county of Gaspé;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled, that the said territory is within the conditions required by Law to form a municipality, and that there shall remain to the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis, after such erection, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 14, 1946, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the Seigneurie of Mont-Louis, comprising, with reference to the official cadastre for Saint-Maxime-du-Mont-Louis, lots 1 to 116 inclusively, lots 47a, 52a, 57a, 58a, 94a, 98a, 105a, 106a and a part of lot 117, and whereof the limits are described as follows: starting from the point of intersection of the line separating the Seigneurie of Mont-Louis from the township Duchesnay with the bank of the Saint Lawrence river; thence, following the said bank of the Saint Lawrence river; thence, following the said bank of the river St. Lawrence, running eastward to the middle of the outlet of the Mill stream (ruisseau du Moulin), thence passing by the following lines: a straight line from the middle of the outlet of the "Ruisseau du Moulin" to the summit of the west corner of lot 137, a straight line from the said west corner of lot 137, to the summit of the south corner of the Seigneurie of Mont-Louis, and finally the line separating the Seigneurie of Mont-Louis from the township Duchesnay to the starting point; the said territory, together with the roads, streets, rivers, watercourses or parts of same comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of St-Maxime-du-Mont-Louis, and to be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Mont-St-Pierre", county of Gaspé, such erection to take effect as from the 1st of January following the publication of the said proclamation in the Quebec Official Gazette, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce vingtième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
16819-o JEAN BRUCHÉSI.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

16819 Under Secretary of the Province.  
JEAN BRUCHÉSI,

### Sièges sociaux

#### "DAIGNAULT ROLLAND COMPAGNIE, LIMITÉE"

Résolu: "Que le bureau principal de "Daignault Rolland Compagnie, Limitée" soit localisé à 2567, rue Rouen, Montréal et que copie de cette résolution soit transmise au Secrétaire de la Province pour publication dans la *Gazette Officielle de Québec*."

Copie certifiée par,

16781-o Le Secrétaire pro tempore,  
V.-G. CHARRON.

#### In Re: RAYEX ELECTRIQUE LTÉE

Avis est donné que la compagnie Rayex Electrique Ltée, constituée en corporation par Lettres Patentes sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le dix-neuvième jour de septembre 1946, ayant son bureau principal à Lévis, a établi son bureau au N<sup>o</sup> 75, avenue Bégin, à Lévis.

Donné à Lévis, ce dix-neuvième jour de novembre 1946.

16790-o Le secrétaire,  
G.-E. CORRIVEAU,

#### THE I. N. COMPANY

Le siège social de The I. N. Company est situé à Ivry Nord dans la Province de Québec. Le 26 novembre 1946.

16798-o Les Procureurs de la Compagnie,  
WAINWRIGHT ELDER & LAIDLEY.

#### "PHILIPPE MAZIADÉ & CIE INC."

Avis est, par les présentes donné que "Philippe Maziade & Cie Inc.," constituée en corporation par Lettres patentes en date du 15 octobre 1946, ayant son bureau principal en la Ville de Chicoutimi, a établi son bureau ou son domicile légal au numéro 154 de la rue Racine.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi ce vingt-sept novembre 1946.

16835-o Le Secrétaire,  
C. E. BOIVIN.

#### "LÉO AUTOMOBILE LTÉE"

Avis est, par les présentes, donné que "Léo Automobile Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 octobre 1946, ayant son bureau principal en la Ville de Chicoutimi, a établi son bureau ou son domicile légal au numéro 288 de la rue Racine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie, comme étant son bureau principal.

16836-o Donné à Chicoutimi, ce 27 novembre 1946.  
Le Secrétaire,  
C. E. BOIVIN.

### Head offices

#### "DAIGNAULT ROLLAND COMPAGNIE, LIMITÉE"

Resolved: "That the head office of "Daignault Rolland Compagnie, Limitée" be located at 2567 Rouen street, Montreal, and that copy of said resolution be transmitted to the Provincial Secretary for publication in the *Quebec Official Gazette*".

Certified Copy per,

16781 V.-G. CHARRON,  
Secretary pro tempore.

#### In Re: RAYEX ELECTRIQUE LTÉE

Notice is hereby given that the company Rayex Electrique Ltée, incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, the nineteenth day of September, 1946, having its head office at Lévis, has established its office at No. 75 Bégin Avenue, Lévis.

Given at Lévis, this nineteenth day of November, 1946.

16790-o (Seal) G. E. CORRIVEAU,  
Secretary.

#### THE I. N. COMPANY

The Head Office of The I. N. Company, in the Province of Quebec, is at Ivry Nord. November 26th, 1946.

16798-o WAINWRIGHT ELDER & LAIDLEY,  
Attorneys for Company.

#### "PHILIPPE MAZIADÉ & CIE INC."

Notice is hereby given that "Philippe Maziade & Cie. Inc." incorporated by letters patent dated October 15, 1946, having its head office in the town of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at number 154 Racine street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this twenty-seventh of November, 1946.

16835 C. E. BOIVIN,  
Secretary.

#### "LÉO AUTOMOBILE LTÉE"

Notice is hereby given that "Léo Automobile Ltée", incorporated by letters patent dated October 17, 1946, having its head office in the town of Chicoutimi, has established its office or legal domicile at number 288 Racine street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

16836 Given at Chicoutimi, November 27, 1946.  
C. E. BOIVIN,  
Secretary.

IMMEUBLES BEAUBIEN, LIMITÉE  
BEAUBIEN REALTIES, LIMITED

IMMEUBLES BEAUBIEN, LIMITÉE  
BEAUBIEN REALTIES, LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que Immeubles Beaubien, Limitée—Beaubien Realities, Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 novembre 1946 a établi son siège social à 1242-ouest, rue Bernard, en la cité d'Outremont, district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, l'endroit ci-dessus désigné sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Montréal, le 18 novembre 1946.

La Secrétaire,  
16837-0 YOLANDE TOUCHETTE.

Notice is hereby given that the company Immeubles Beaubien, Limitée—Beaubien Realities, Limited, incorporated by letters patent dated November 2, 1946, has established its head office at 1242 Bernard Street West, in the city of Outremont, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, November 18, 1946.

Secretary,  
16837 YOLANDE TOUCHETTE.

DOMINION ASSOCIATED BRANDS INC.

DOMINION ASSOCIATED BRANDS INC.

Un règlement pour changer la situation du siège social

By-Law changing location of Head Office

Règlement N° XIX

By-Law No. XIX

Attendu que le siège social de la compagnie Dominion Associated Brands Inc. est présentement situé en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Whereas the Head Office of the "Dominion Associated Brands Inc.", is now situated in the City of Montreal in the Province of Quebec.

Attendu qu'il a été jugé convenable qu'il soit transporté à Roxton Pond, comté de Shefford, dans la province de Québec.

Whereas it has been deemed expedient that same should be changed to Roxton Pond in Shefford County in the Province of Quebec.

En conséquence, la compagnie Dominion Associated Brands Inc. décrète ce qui suit:

Therefore the Dominion Associated Brands Inc., enacts as follows:

1. Que le siège social de la compagnie Dominion Associated Brands Inc. soit et il est, par les présentes, transporté de la cité de Montréal à Roxton Pond, comté de Shefford, dans la province de Québec;

1. That the Head Office of the Dominion Associated Brands Inc., be and the same is hereby changed from the city of Montreal to Roxton Pond in Shefford County in the Province of Quebec;

2. Que le règlement soit soumis avec diligence pour obtenir la sanction des actionnaires de la compagnie à une assemblée générale qui sera convoquée pour le considérer. Décrété ce 30ième jour d'octobre 1946.

2. That this By-law be submitted with all due despatch for the sanction of the shareholders of the Company at a general meeting to be called for considering the same. Enacted this 30th day of October, 1946.

Le Président,  
PHILIP SCHIFF.  
Le Secrétaire,  
GERALD ZAVALKOFF.

PHILIP SCHIFF,  
President.  
GERALD ZAVALKOFF,  
Secretary.

Certifiée copie conforme du règlement N° XIX dûment décrété par les directeurs et approuvé unanimement à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer ce règlement.

Certified a true copy of By-law No. XIX—duly enacted by the Directors and approved unanimously at a special general meeting of the shareholders duly called for considering such By-law.

(Sceau) Le Secrétaire,  
16818 GERALD ZAVALKOFF.

16818-0 GERALD ZAVALKOFF,  
Secretary.

Soumissions

Tenders

VILLE DE BEDFORD

TOWN OF BEDFORD

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mardi le 17 décembre 1946, pour l'achat de \$50,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Bedford, datées du 1er janvier 1947 et remboursables en séries du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Tuesday, the 17th day of December 1946, for the purchase of an issue of \$50,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Town of Bedford, dated January 1st, 1947, and redeemable serially from January 1st, 1947 to January 1st, 1967 inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of January and on the 1st of July of each year.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, à Québec, ou à Bedford.

Capital and interest are payable at Montreal, Quebec, or Bedford.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'in-

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

térêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel: il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 17 décembre 1946, à 8 heures de l'après-midi, à l'hôtel-de-ville de Bedford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Bedford, ce vingt-cinquième jour de novembre 1946.

16794-o Secrétaire-trésorier.  
ÉMILE DEMERS.

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 17th day of December 1946, at 8 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of Bedford.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders. Bedford, this 25th day of November 1946.

16794-o ÉMILE DEMERS,  
Secretary-Treasurer.

#### LA CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées: "soumission pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations, en séries, lesquelles sont actuellement imprimées et rédigées en français et en anglais, au montant de \$170,000.00, datées du 1er décembre 1946 et remboursables à trente (30) ans, par fractions annuelles du capital, (coupures de \$100, 500, et 1,000,) seront reçues par le soussigné, jusqu'au lundi, 16 décembre 1946, à quatre (4) heures p.m., intérêt semi-annuel, le 1er décembre et le 1er juin; fractions de capital, le 1er décembre chaque année; payables à Montréal à Joliette ou à Québec; L'obligation pourra être enregistrée quant au capital. Objet de l'emprunt: Confection de travaux permanents et acquisition de biens mobiliers.

Le règlement comporte une clause de rachat.

Taux de l'intérêt annuel: deux et trois quarts pour cent (2¾%) Livraison à Joliette, le ou vers le 17 décembre 1946.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié, égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt, ce dépôt ne portant pas intérêt.

Toutes les soumissions devront comprendre les intérêts accrus et celles contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées ne seront pas considérées.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Joliette, ce 27 novembre 1946.

16808-o Le Secrétaire-trésorier,  
CAMILLE BONIN.

#### CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for bonds", for the purchase of an issue of bonds, in series, the same being actually printed and drawn up in French and in English, for the amount of \$170,000 dated from the 1st of December 1946 and redeemable in thirty (30) years, by annual fractions of the capital (denominations of \$100, \$500 and \$1,000) will be received by the undersigned up to Monday, December 16, 1946, at four (4) o'clock p.m., semi-annual interest, the 1st of December and 1st of June; fractions of capital the 1st of December of each year; payable at Montreal, at Joliette or at Quebec. The bond may be registered as to capital. Object of the loan: construction of permanent works and acquisition of movable property.

The by-law includes a redemption clause.

Rate of annual interest: two and three quarter percent (2¾%).

Delivery at Joliette, on or about the 17th of December, 1946.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to one per cent (1%) of the amount of the loan, this deposit bears no interest.

All tenders must include accrued interest and those containing conditions other than the ones above enumerated, will not be considered.

The municipality does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette, November 27, 1946.

16808 CAMILLE BONIN,  
Secretary-Treasurer.

### Ventes par licitation

AVIS DE LICITATION SUIVANT L'ARTICLE  
1047 du C. P. C.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 14 novembre 1946, dans une cause portant le numéro 4103 dans laquelle Dame DÉLINA LACOMBE, domiciliée au Canton de Stanfold, Princeville, P. Q., est demanderesse, ordonnant la licitation des immeubles suivants désignés comme suit, savoir:

### Sales by Licitiation

NOTICE OF LICITATION PURSUANT TO ARTICLE  
1047 of the C. C. P.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, on the 14th of November, 1946, in a case bearing number 4103 wherein dame DELINA LACOMBE, domiciled in the township of Stanfold, Princeville, P.Q., is plaintiff, ordering the licitation of the following immovables designated as follows, to wit:

1° l'immeuble connu au Cadastre officiel du Canton de Stanfold sous le numéro quatorze A (14-A) du septième rang (7ième rang) du Canton de Stanfold;

2° l'immeuble connu au Cadastre officiel du Canton de Stanfold comme étant le numéro A deux (A-2) du septième rang (7ième rang) du Canton de Stanfold;

3° l'immeuble connu au Cadastre officiel du Canton de Stanfold comme étant le numéro deux tiers Est quinze C (2-3 E 15-C) du huitième rang (8ième rang) du Canton de Stanfold;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 27ième jour de décembre 1946, par le Protonotaire, à son bureau, au Palais de Justice d'Arthabaska, à 10 heures a.m., sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

Québec, le 20 novembre 1946.

Le Procureur de Dame Délina Lacombe,  
demanderesse,  
16703-47-2-o SIMON LAVERDIÈRE.

1. The immovable known on the official cadastre for the township of Stanfold under number fourteen A (14-A) of the seventh range (7th range) of the township of Stanfold;

2. The immovable known on the official cadastre for the township of Stanfold as being number A two (A-2) of the seventh range (7th range) of the township of Stanfold;

3. The immovable known on the official cadastre for the township of Stanfolds being number two thirds East fifteen C (2-3-E 15-C) of the eighth range (8th range) of the township of Stanfold;

The immovables hereinabove designated will be sold by auction and adjudicated to the last and highest bidder on the 27th day of December, 1946, by the Prothonotary, at his office, at the Court House of Arthabaska, at 10 o'clock A.M., subject to the charges, clauses and conditions indicated in the List of Charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, November 20, 1946.

SIMON LAVERDIÈRE,  
Attorney for the plaintiff,  
16703-47-2 Dame Délina Lacombe.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 231-761;

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 15 novembre 1946, dans la présente cause où Peter Omasta, cultivateur de Guénette, district de Labelle est demandeur et Dame Pawlina Gniazdowska, veuve de Michael Ciaciak et épouse séparée de biens de Antony Staklosa, et ce dernier pour assister et autoriser sadite épouse aux fins des présentes tous deux de Ville LaSalle, district de Montréal, et les héritiers de feu Dame Frances Ciaciak, épouse séparée de biens de Peter Omasta en son vivant de Guénette, district de Labelle et Andréj Kwiecin, de la cité de Lachine, district de Montréal, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs et Condrat Cicaick, Steve Ciaciak, Anna Ciaciak, épouse de Joseph Trelka et ledit Joseph Trelka pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes et Kataryna Ciaciak épouse de John Owchar et ledit John Owchar pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, tous six de Gallicie, en Pologne, sont défendeurs, il a été ordonné de vendre par licitation les immeubles suivants, savoir:

"Un emplacement ayant front sur le côté nord de l'avenue Chatelle, dans la Ville LaSalle, composé de ces deux lots de terrain connus et désignés sous les numéros soixante et quatre et soixante et six de la subdivision du lot numéro neuf cent soixante (960-64-66) du cadastre de la Paroisse de Lachine, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 139 et 139-A de l'Avenue Chatelle".

Les dits immeublés pour être vendus en bloc comme formant une seule et même exploitation.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 231-761.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, rendered on November 15, 1946, in the present case, wherein Peter Omasta, farmer, of Guénette, district of Labelle is plaintiff and Dame Pawlina Gniazdowska, widow of Michael Ciaciak, and wife separate as to property of Antony Staklosa, and the latter to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, both of the town of LaSalle, district of Montreal, and the heirs of the late Dame Frances Ciaciak, wife separate as to property of Peter Omasta, in her lifetime of Guénette, district of Labelle, and Andrej Kwiecin, of the city of Lachine, district of Montreal, in his quality of tutor to his minor children, and Condrat Cicaick; Steve Ciaciak, Anna Ciaciak, wife of Joseph Trelka, and the said Joseph Trelka to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, and Kataryna Ciaciak, wife of John Owchar, and the said John Owchar to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, all six of Galicia, in Poland, are defendants, it was ordered to sell by licitation the following immovables, to wit:

"An emplacement fronting on the North side of Chatelle avenue, in the town of LaSalle, composed of those two lots of land known and designated under numbers sixty-four and sixty-six of the subdivision of lot number nine hundred and sixty (960-64-66) on the cadastre of the parish of Lachine with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 139 and 139-A Chatelle Avenue".

The said immovables to be sold "en bloc" as forming one and the same exploitation. The

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le 14 janvier 1947 à dix heures et demie de l'avant-midi, salle d'audience numéro 31, au palais de Justice à Montréal ou à telle autre chambre à laquelle les parties pourront être référées, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au bureau du protonotaire, de la dite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les intéressés de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses de le faire.

Un dépôt de \$1500.00 doit être fait au préalable par chaque enchérisseur, entre les mains de l'officier en charge de la vente.

Montréal, le 25 novembre 1946.

Les Procureurs du demandeur,  
MAYRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ,  
4 est, rue Notre-Dame,  
Montréal,  
Tél. Lancaster 9235.

16809-48-2-o

immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on January 14, 1947, at half past ten o'clock in the forenoon, Court Room number 31, at the Court House, at Montreal, or in any other room to which the parties may be referred, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court, District of Montreal; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1500 must be made in advance, by each bidder, in the hands of the officer in charge of the sale.

Montreal, November 25, 1946.

MAYRAND, DESLAURIERS & TRÉPANIÉ,  
16809-48-2 Attorneys for the plaintiff.  
4, Notre-Dame street East,  
Montreal,  
Tel. Lancaster 9235.

16809-48-2

## Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Emile Daoust, Greffier de la cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, dans la Cité de Lachine, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, Mil neuf cent quarante-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour Taxes Municipales, Générales, Spéciales et Scolaire dues à la dite Cité, à moins que les dites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

## Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF LACHINE

Public notice is hereby given by the undersigned, Emile Daoust, city Clerk of the city of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, S.R.Q. 1941, the immovables hereunder described will be sold by Public Auction, in the meeting room of the Council, at the city Hall, in the city of Lachine, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, Nineteen hundred and forty-six, at TEN o'clock in the forenoon, for the General, Municipal, Special and School Taxes due to the said City unless the said Municipal and School dues be paid with costs incurred before the sale.

VILLE DE LACHINE

TOWN OF LACHINE

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision Subdivision	Remarques Remarks	Taxes gén. Am. locales Gen. school Spec. local Imp. taxes	Int. Int.	Grand total
1	Succ.-Est. Thomas A. Dawes,	114		Rue Broadway street	\$449.68	\$22.98	\$472.66
2	Succ.-Est. Thomas A. Dawes	127		43e-rd Avenue	348.19	17.82	366.01
3	Succ.-Est. Thomas A. Dawes	153		41e Avenue st-	346.80	17.70	364.50
4	Succ.-Est. Thomas A. Dawes	169-A		42e-rd Avenue	346.33	17.55	363.88
5	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	60	Ruelle-Lane	18.04	.67	18.71
6	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	61	Ruelle-Lane	19.07	.71	19.78
7	Thomas Amos Dawes; James Powley et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	103	Ruelle-Lane	84.26	4.25	88.51
(1) 8	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	P. E. 117	Ruelle-Lane	34.65	.76	35.41

VILLE DE LACHINE

TOWN OF LACHINE

N d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N Cadastre Cadastral No.	Subdi- vision Subdi- vision	Remarques Remarks	Taxes gén. Sec. spéc. Am. locales Gen. school Spec. local Imp. taxes	Int. Int.	Grand total
(2) 9	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes . . . . .	178	P. O. 117	Ruelle-Lane	73.07	3.64	76.71
10	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes . . . . .	184	66		51.07	1.97	53.04
(3) 11	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes . . . . .	184	P. N.70	Ruelle-Lane	17.71	.66	18.37
12	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes . . . . .	184	72		51.07	1.98	53.05
13	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes . . . . .	184	76	Ruelle-Lane	33.70	1.28	34.98
14	Joseph Moïse Galarneau . . . . .	238	73		124.39	13.67	138.06
15	Joseph Moïse Galarneau . . . . .	238	74		124.39	13.67	138.06
16	Joseph Napoléon Préfontaine . . . . .	238	239		72.33	7.02	79.35
17	A. Gordon Watson . . . . .	238	250		28.33	3.23	31.56
18	A. Gordon Watson . . . . .	238	251		28.33	3.24	31.57
19	Lucy Neagle . . . . .	238	276		29.17	3.57	32.74
20	A. Gordon Watson . . . . .	238	363		28.34	3.23	31.57
21	A. Gordon Watson . . . . .	238	364		28.34	3.23	31.57
22	A. Gordon Watson . . . . .	238	365		28.34	3.23	31.57
(4) 23	Succ.-Est. Léon Forest . . . . .	P. 362		Passage	17.93	2.27	20.20
24	Yves Bélanger . . . . .	709	153		37.77	1.12	38.89
25	Yves Bélanger . . . . .	709	154		37.77	1.13	38.90
26	Lionel Brisebois . . . . .	709	414		44.32	2.09	46.41
27	Lionel Brisebois . . . . .	709	415		44.32	2.10	46.42
28	Cité de-City of Lachine (Anthony Marynovitch) . . . . .	709	591		35.86	2.43	38.29
29	Cité de-City of Lachine (Anthony Marynovitch) . . . . .	709	592		35.87	2.44	38.31
30	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse, Villemaire Joseph Roch . . . . .	7	753		91.38	8.76	100.14
31	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse Villemaire Joseph Roch . . . . .	709	754		91.38	8.76	100.14
32	Eugène Villemaire, Villemaire Hermasse, Villemaire Joseph Roch . . . . .	709	755		91.40	8.76	100.16
33	Eugène Villemaire, Villemaire Hermasse Villemaire Joseph Roch . . . . .	709	756		91.39	8.80	100.19
34	Mike Panchuk . . . . .	709	757		59.85	3.97	63.82
35	Mike Panchuk . . . . .	709	758		59.85	3.97	63.82
36	William Bougie . . . . .	709	880		38.15	2.56	40.71
37	Cité de-City of Lachine (Rolland Galipeau) . . . . .	752	280		46.81	2.89	49.70
38	Cité de-City of Lachine (Rolland Galipeau) . . . . .	752	281		47.05	2.91	49.96
39	Jean-Baptiste Leduc . . . . .	753	28		40.40	1.29	41.69
40	Jean-Baptiste Leduc . . . . .	753	29		40.40	1.30	41.70
41	Omer-A. Bissonnette . . . . .	753	284		84.68	5.73	90.41
42	Arthur Poissant . . . . .	753	633		104.34	9.73	114.07
43	Arthur Poissant . . . . .	753	634		104.38	9.74	114.12
44	Joseph Pépin . . . . .	753	936		27.13	2.06	29.19
45	Susanne Corse, épouse-wife of Arthur Fisher . . . . .	754	47	Ruelle-Lane	51.85	.94	52.79
46	Susanne Corse, épouse de-wife of Arthur Fisher . . . . .	754	85	Ruelle-Lane	51.85	.94	52.79

PAROISSE DE LACHINE

PARISH OF LACHINE

(5) 47	William Bougie . . . . .	P. 882			15.83	1.48	17.31
48	Weston Jonathan Nunn . . . . .	915	70-71		114.58	10.09	124.67
49	National Blackboard & Plastic Works, par-by Rolland Mailloux & Gérard Denis . . . . .	916	237		54.65	1.53	56.18
50	National Boackboard & Plastic Works, par-by Rolland Mailloux & Gérard Denis . . . . .	916	238		56.18	1.53	57.69

VILLE DE LACHINE

TOWN OF LACHINE

(6) 51	Joseph Desmarais . . . . .	P. N. 206			\$179.32	\$14.32	\$193.64
--------	----------------------------	-----------	--	--	----------	---------	----------

DESCRIPTIONS

DESCRIPTIONS

(1) Une lisière de terrain connue et désignée comme étant une partie de la subdivision N° Cent dix-sept (117) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit, (178), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant dans sa ligne est et dans sa ligne

(1) A strip of land known and designated as being part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring in its East

ouest Dix-huit pieds (18') de largeur par une profondeur de Cent neuf pieds (109'), mesure Anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: à l'est par une partie de la subdivision N° Cent dix-huit (118) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, au sud par le résidu d'une partie de la subdivision N° Cent douze (112) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et par les re-subdivisions Nos Un et Deux de la subdivision N° Cent Treize (113) du dit lot originaire N° Cent Soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine et par les re-subdivisions Un et Deux de la subdivision N° Cent quatorze (114) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et par la partie ouest de la subdivision N° Cent quinze (115) et par la partie est de la subdivision N° Cent quinze (115) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et par la subdivision N° Cent seize (116) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et à l'ouest par une autre partie de la subdivision N° Cent-dix-sept (117) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) appartenant à la Cité de Lachine, et au nord par la subdivision N° Cent vingt-neuf (129) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178), le tout formant une superficie de Mille neuf cent soixante-et-deux pieds carrés, (1962').

(2) Une lisière de terrain connue comme étant une partie de la subdivision N° Cent dix-sept (117) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant dix-huit pieds de largeur en front sur la Quarantième Avenue et en arrière, par Cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur, le tout mesure Anglaise et plus ou moins, bornée en front à l'ouest par la dite Quarantième Avenue, au nord par la subdivision N° Cent cinquante (150) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, à l'est par une autre partie de la subdivision N° Cent dix-sept (117) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine et au sud par les subdivisions Cent cinq, Cent six, Cent sept, Cent huit et Cent neuf du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux dits plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine et formant une superficie de Deux mille deux cent cinquante pieds carrés, (2250'), mesure Anglaise et plus ou moins.

(3) Une lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre de la Ville de Lachine comme étant la partie nord de la subdivision N° Soixante-et-dix (70) du lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant vingt pieds (20') de largeur par cent cinq pieds (105') de profondeur, mesure Anglaise et plus ou moins, bornée en front vers le nord par la ruelle connue et désignée comme étant la subdivision N° Soixante-et-seize (76) du lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) des dits plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine et vers l'est par les subdivisions Soixante-et-douze, soixante-et-treize, soixante-et-quatorze et soixante-et-quinze du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) du dit cadastre, vers le sud par la partie sud de la dite subdivision N° Soixante-et-dix (70) du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) aux dits plan et livre de renvoi officiels et vers l'est par les subdivisions Nos Soixante-et-six, soixante-et-sept, soixante-et-huit et soixante-et-neuf du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) du dit Cadastre de la Ville de Lachine, formant une superficie de Deux mille cent pieds (2,100') carrés.

(4) Une lisière de terre connue et désignée comme étant une partie du lot originaire N° Trois cent soixante-et-deux (362) mesurant dix pieds et deux pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur, bornée en front du côté ouest par la Dix-huitième Avenue, au nord et à l'est par une autre partie du dit lot originaire N° Trois cent soixante-et-deux (362) et au sud par le lot originaire N° Trois cent soixante-et-trois (363) et par une partie du lot originaire N° Trois cent soixante-et-quatre (364) aux plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, formant une superficie de Cinq cent huit pieds et cinq pouces (508' et 5") carrés, le tout mesure Anglaise et plus ou moins.

(5) Un certain emplacement ayant front sur la Cinquante-cinquième Avenue en la Cité de Lachine, formant partie de la partie non-sous-divisée du lot originaire N° Huit cent quatre-vingt-deux (Pt. 882) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, mesurant Quarante pieds de largeur par Cent pieds de profondeur et borné en front à l'est par la dite

line and in its West line eighteen feet (18') in width by a depth of one hundred and nine feet (109'), English measure and more or less and bounded as follows: on the East by part of subdivision No. one hundred and eighteen (118) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, on the South by the residue of a part of subdivision No. one hundred and twelve (112) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and by re-subdivisions Nos. one and two of subdivision No. one hundred and thirteen (113) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, and by re-subdivisions one and two of subdivision No. one hundred and fourteen (114) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and by the West part of subdivision No. one hundred and fifteen (115) and by the East part of subdivision No. one hundred and fifteen (115), of original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and by subdivision No. one hundred and sixteen (116) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and on the West by another part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) belonging to the City of Lachine and on the North by subdivision No. one hundred and twenty-nine (129) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178), the whole containing an area of one thousand nine hundred sixty-two square feet (1962').

(2) A strip of land known as being part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring eighteen feet in width in front on Fortieth Avenue, and in rear, by one hundred and twenty-five feet (125') in depth, the whole English measure and more or less, bounded in front on the West by said Fortieth Avenue, on the North by subdivision No. one hundred and fifty (150) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) of the plan and in the book of reference for the Town of Lachine, on the East by another part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, and on the South by subdivisions one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight and one hundred and nine of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) of said plan and book of reference for the Town of Lachine, containing an area of two thousand two hundred and fifty square feet (2250'), English measure and more or less.

(3) A strip of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Town of Lachine as being the North part of subdivision No. seventy (70) of the original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, measuring twenty feet (20') in width by one hundred and five feet (105') in depth, English measure and more or less, bounded in front, on the North, by the lane known and designated as being subdivision No. seventy-six (76) of the original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, and on the East by subdivisions seventy-two, seventy-three, seventy-four and seventy-five of said original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said cadastre, on the South by the South part of said subdivision No. seventy (70) of said original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said official plan and book of reference, and on the East by Subdivisions Nos. sixty-six, sixty-seven, sixty-eight and sixty-nine of said original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said cadastre for the town of Lachine, containing an area of two thousand one hundred square feet (2100').

(4) A strip of land known and designated as being part of the original lot No. three hundred and sixty-two (362) measuring ten feet and two inches in width by fifty feet in depth, bounded in front on the West side by Eighteenth Avenue, on the North and East by another part of said original lot No. three hundred and sixty-two (362), on the South by original lot No. three hundred and sixty-three (363) and by part of original lot No. three hundred and sixty-four (364) on the plan in the book of reference for the Town of Lachine, containing an area of five hundred and eight square feet and five inches (508' and 5"), the whole English measure and more or less.

(5) A certain emplacement fronting on Fifty-fifth Avenue in the city of Lachine, forming part of the unsubdivided part of the original lot No. eight hundred and eighty-two (Pt. 882) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine measuring forty feet in width by one hundred feet in depth and bounded in front on the East by said Fifty-fifth Avenue,

Cinquante-cinquième Avenue, au nord, à l'ouest et au sud par d'autres parties du dit lot originaire N° Huit cent quatre-vingt-deux (882), le coin nord-est du dit emplacement étant situé à une distance d'environ mille sept cent quarante-cinq pieds (1745') mesurée le long du côté est de la dite Cinquante-cinquième Avenue de la borne sud de la Côte de Liesse, le dit emplacement étant indiqué comme le lot N° Trois cent quatre-vingt-trois (393) sur un projet de subdivision préparé par Oscar Beaudoin, Arpenteur-Géomètre en date du 10 avril Mil neuf cent douze (1912) révisé le 25 octobre Mil neuf cent douze (1912) et ayant été déposé parmi les Minutes de J. C. Barlow, Notaire Public, par acte de dépôt N° 1975 de ses dites Minutes; toutes les mesures ci-dessus sont des mesures Anglaises et plus ou moins, tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve.

(6) Cette lisière de terrain vacant formant le coin sud-ouest de la rue Notre-Dame et de la Vingt-septième Avenue en la Cité de Lachine, connue et désignée comme étant la partie nord du lot originaire N° Deux cent six (Ptie N. 206) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant Onze pieds et Dix pouces de largeur en front sur la dite Vingt-septième Avenue, en élargissant jusqu'à une largeur de Douze pieds et Trois pouces à une profondeur de Vingt-quatre pieds à l'ouest de la Vingt-septième Avenue, et de là, une largeur uniforme de Douze pieds et Trois pouces jusqu'en arrière, le long du lot originaire N° Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, par Soixante-et-six pieds de profondeur sur la dite rue Notre-Dame, le tout mesure Anglaise; borné en front par la dite Vingt-septième Avenue; d'un côté, au nord, par la dite rue Notre-Dame; en arrière, à l'ouest, par le lot originaire N° Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté, au sud, par le résidu du dit lot N° Deux cent six (206), appartenant au Vendeur. Tel que le tout se trouve actuellement, sans aucune exception ni réserve de la part du Vendeur, mais sujet au droit de vue pour les fenêtres, galeries et ouvertures existant actuellement dans les bâtisses construites sur le résidu du dit lot N° Deux cent six (206) appartenant au Vendeur, sans cependant, enlever à l'Acquéreur le droit de bâtir jusqu'à la limite sud de la lisière de terrain par lui acquise, et sujet à un droit de passage en faveur du résidu du dit lot N° Deux cent six (206) dans et sur une lisière de terrain qui devra toujours rester vacante comme une ruelle, à être prise à l'extrémité ouest de la lisière de terrain présentement vendue, mesurant Dix pieds de profondeur sur la rue Notre Dame, calculés à partir du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, par toute la largeur de la lisière présentement vendue, savoir, Douze pieds et Trois pouces. Le Vendeur se réserve le hangar situé à l'arrière de la lisière vendue, et il aura pour l'enlever, jusqu'au Premier Août Mil neuf cent quarante-et-un.

Donné sous mon seing, à Lachine ce Treizième jour de Novembre, Mil neuf cent quarante-six.

(Seau)

Le Greffier de la cité de Lachine,  
16690-47-2-o EMILE DAOUST.

on the North, West and South by other parts of said original lot No. eight hundred and eighty-two (882), the Northeast corner of said emplacement, being situated about one thousand seven hundred and forty-five feet (1745') distant, measured along the East side of said Fifty-fifth Avenue, from the South boundary of "Côte de Liesse", said emplacement being indicated as lot No. three hundred and ninety-three (393) on a proposed subdivision plan prepared by Oscar Beaudoin, land surveyor, under date of the 10th of April, nineteen hundred and twelve (1912) revised October 25th, nineteen hundred and twelve (1912) and having been filed in the minutes of J. C. Barlow, Notary Public, by deed of deposit No. 1975 of his said minutes; all the above measurements are English measure and more or less, as the whole presently subsists, with all circumstances and dependencies, without any exception or reserve.

(6) That vacant strip of land forming the South-west corner of Notre-Dame street and Twenty-seventh Avenue in the city of Lachine, known and designated as being the North part of original lot No. two hundred and six (M. PT. 206) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring eleven feet and ten inches in width in front on said Twenty-Seventh Avenue widening up to a width of twelve feet and three inches at a depth of twenty-four feet on the West of Twenty-seventh Avenue, and thence, a uniform width of twelve feet and three inches as far as the rear, along original lot No. one hundred and ninety-nine (199) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, by sixty-six feet in depth on said Notre-Dame street, the whole English measure; bounded in front by said Twenty-seventh Avenue, on one side, on the North by said Notre-Dame street; in rear, on the West, by original lot No. one hundred and ninety-nine (199) of said official plan and book of reference, and on the other side, on the South, by the residue of said lot No. two hundred and six (206) belonging to the Vendor. As the whole presently subsists, without any exception or reserve, on the part of the Vendor, but subject to right of view for the windows, galleries and openings actually existing in the buildings built on the residue of said lot No. two hundred and six (206) belonging to the Vendor, without, however, depriving the purchaser of his right to build, as far as the southern limit of the strip of land acquired by him, and subject to right of way in favour of the residue of said lot No. two hundred and six (206) in and upon a strip of land which shall always remain vacant as a lane, to be taken at the Western extremity of the strip of land hereby sold, measuring ten feet in depth on Notre-Dame street, calculated starting from said original lot No. one hundred and ninety-nine (199) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, by the whole width of the strip hereby sold, namely: twelve feet and three inches. The Vendor reserves the shed situated in the rear of said sold strip, and time for removal of the same will extend to the first of August, one thousand nine hundred and forty-one.

Given under my hand, at Lachine, this Thirteenth day of November, Nineteen hundred and forty-six,

(Seal)

16690-47-2-o EMILE DAOUST,  
Clerk of the city of Lachine.

MUNICIPALITÉ DE LAC FRONTIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 novembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de Lac Frontière, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle des séances du Conseil de la municipalité de Lac Frontière, comté de Montmagny, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le DIX-SEPT DÉCEMBRE 1946.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 1er novembre 1945 auront été payées avant le moment de la vente.

1.— Couette, P.-Émile: — a) Lot 38 B R IX 8 acres; b) 39 R IX 92 acres.

MUNICIPALITY OF LAC FRONTIÈRE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated November 19, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941 ch. 207), to sell the immovables hereunder described, in payment of arrears of taxes due the municipality of Lac Frontière, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the meeting hall of the Council of the municipality of Lac Frontière, county of Montmagny, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY the SEVENTEENTH of DECEMBER, 1946.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereupon the municipal taxes which have become exigible on or before November 1st, 1945, shall have been paid before the time of the sale.

1.— Couette, P.-Émile: a) Lot 38 B R IX 8 acres; b) 39 R IX 92 acres.

2.— Mathieu, Josaphat: — Lot 3 B Sud Est R XIII.

3.— Bertrand, Joseph: — Lot 14, R XIII.

Les immeubles désignés sous les numéros d'ordre 1, 2, 3 inclusivement sont détenus sous billets de location.

4.— Bolduc, Dominique: — Lot N° 31 R IX.

5.— Bolduc, Dominique: — Un emplacement contenu dans le lot 33-32 R X borné en front par la deuxième rue, au nord par la route de St-Fabien, à l'est par le N° 61, au sud par le N° 296, la ligne nord ayant 70 pieds et la ligne sud 60 pieds.

Tous les immeubles ci-haut sont désignés sous les numéros du cadastre du Canton Talon, Cté. Montmagny.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Lac Frontière ce vingtième jour de novembre 1946.

16704-47-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
ÉDOUARD PELCHAT.

District de Roberval

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-JÉRÔME

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-cinq novembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale du village de St-Jérôme, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de St-Jérôme (salle du conseil), le vingt-trois décembre 1946, à dix heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales consolidées et toutes les taxes municipales non consolidées de l'année 1946 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1.— Victor Fortin — a) Un terrain, étant les 40 pieds Nord du lot 46-B-35 du premier rang, borné comme suit: en front, vers l'ouest, à la rue St-André; en arrière, vers l'est, au lot 46-B-37; joignant au nord le lot 46-B-34, et au sud l'emplacement de Stanislas Couture ou représentants.

b) Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit, mesurant environ 40 pieds de largeur sur environ 95 pieds de longueur, faisant partie du lot numéro 46-B-37 du premier rang, de la contenance d'environ 3800 pieds en superficie, borné comme suit: — vers l'ouest, au terrain ci-dessus décrit, vers l'est, au lot numéro 46-A; au nord, au terrain de J.-C. Hudon; et au sud, à l'emplacement de Stanislas Couture ou représentants. Le tout, sujet aux conditions d'un bail emphytéotique consenti par la Fabrique de St-Jérôme des susdits terrains.

2.— Louis-Georges Desbiens — Un terrain de forme rectangulaire faisant partie du lot numéro 46-A du rang 1, mesurant 50 pieds de largeur sur 135 pieds de profondeur mesurés à partir de la clôture qui se trouvait au chemin public, borné comme suit: — en front, vers le nord, au chemin public ou rue du cimetière; en arrière, vers le sud et du côté est, au résidu dudit lot 46-A, appartenant à Didyme Néron; du côté ouest, au terrain de Charles Bilodeau ou représentants.

Tous les lots ou parties de lots ci-dessus, désignés sous les numéros d'ordre 1 et 2 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre du canton Caron.

3.— Honoré Bilodeau — Un terrain mesurant 55 pieds de largeur sur environ 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot numéro 1-A-12 du rang A, borné comme suit: — en front, vers l'est, à la rue St-André; en arrière, vers l'ouest, au résidu du dit lot, soit au hangar qui s'y trouve; au sud, au lot 1-R du dit rang A; au nord, au résidu du dit lot 1-A-12, soit à une ligne droite passant à 20 pieds au nord du solage de la boutique construite sur le dit immeuble.

2.— Mathieu, Josaphat: — Lot 3 B Southeast R XIII.

3.— Bertrand, Joseph: — Lot 14, R XIII.

The immovables designated under numerical order location ticket.

4.— Bolduc, Dominique: — Lot 31 R IX.

5.— Bolduc, Dominique: — An emplacement contained in lot 33-32 R X bounded in front by Second street on the North by the St-Fabien road, on the East by No. 61, on the South by No. 296, the North line measuring 70 feet and the South line 60 feet. All the hereinabove immovables are designated under the cadastral numbers of the township Talon, Co. Montmagny.

The adjudication price of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Lac Frontière, this twentieth day of November, 1946.

16704-47-2

ÉDOUARD PELCHAT,  
Secretary-Treasurer.

District of Roberval

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-JÉRÔME

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-fifth of November, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated, in payment of arrears of taxes due the municipal corporation of the village of St-Jérôme, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the public hall of St-Jérôme (Council Hall), on the twenty-third day of December, 1946, at ten o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated municipal taxes and all non-consolidated municipal taxes for the year 1946 and previous years, shall have been paid before the sale.

1.— Victor Fortin: — a) A lot of land, being the north 40 feet of lot 46-B-35 of the first range, bounded as follows: in front, towards the West, by St-André street; in rear, towards the east, by lot 46-B-37; adjoining on the north lot 46-B-34, and on the south the emplacement of Stanislas Couture or representatives.

b) Another lot of land contiguous to the one above described, measuring about 40 feet in width by about 95 feet in length, forming part of lot number 46-B-37 of the first range, containing about 3800 feet in superficial area, bounded as follows: towards the west, by the land above described, towards the east, by lot 46-A; on the north the land of J. C. Hudon; and on the south, by the emplacement of Stanislas Couture or representatives. The whole subject to the conditions of an emphyteutic lease conceded by the Fabrique of St-Jérôme for the said lots of land.

2.— Louis Georges Desbiens: — A lot of land of rectangular figure, forming part of lot number 46-A of range 1, measuring 50 feet in width by 135 feet in depth, measured from the fence situate at the public road, bounded as follows: in front, towards the north, by the public road or the cemetery street (rue du cimetière); in rear, towards the south and on the east side, by the residue of lot 46-A, belonging to Didyme Néron; on the west side, by the land of Charles Bilodeau or representatives.

All the lots or parts of lots above described numerically from 1 and 2 inclusively, are known and designated on the cadastre for the township Caron.

3.— Honoré Bilodeau: — A lot of land measuring 55 feet in width by about 100 feet in depth, forming part of lot number 1-A-12 of range A, bounded as follows: in front, towards the east, by St-André Street; in rear, to the west, by the residue of said lot, namely by a shed there situate; on the south, by lot 1-R of said range A; and on the north, by the residue of said lot 1-A-12, namely by a straight line passing at 20 feet north of the foundation of the workshop built on the said immovable.

Sujet au bail emphytéotique consenti par la Fabrique de St-Jérôme.

4.— Dame Marie Côté, épouse de J.-Bte Tremblay — Un terrain faisant partie du lot numéro 1-R du rang A, mesurant 74 pieds de front sur 115 pieds de profondeur, le tout environ, borné comme suit: — en front, vers le sud, au milieu de la nouvelle rue, appelée rue St-Henri; en arrière, vers le nord, au terrain de Antoine Gauthier ou représentants; joignant à l'est à l'emplacement de David Angers ou représentants; et à l'ouest au terrain de Arthur Mathieu.

5.— Rédempti Perron — Un terrain faisant partie du lot numéro 1-R du rang A, contenant un quart d'arpent en superficie, borné comme suit: — en front, vers le nord, à la rue St-Georges; en arrière, vers le sud, au terrain de Johnny Duchénes; joignant à l'est à la rue St-Joseph et, à l'ouest, au terrain de la compagnie du chemin de fer National Canadien.

Les lots ou partie de lots ci-dessus mentionnés, numéros d'ordre 3 à 5 inclusivement, sont connus et désignés au cadastre du canton Métabetchouan.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées sont à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Jérôme, le 26 novembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,  
LAURENT PLOURDE.

16811-48-2-o

Subject to an emphyteutic lease conceded by the Fabricque of St-Jérôme.

4.— Dame Marie Côté, wife of J. Bte Tremblay: — A lot of land forming part of lot number 1-R of range A, measuring 74 feet in front by 115 feet in depth, the whole more or less, bounded as follows: in front, towards the south, by the middle of the new street, called St-Henri; street in rear, towards the north, by the land of Antoine Gauthier or representatives; adjoining on the east the emplacement of David Angers or representatives; and on the west the land of Arthur Mathieu.

5.— Rédempti Perron: — A lot of land forming part of lot number 1-R of range A, containing one quarter of an arpent in superficial area, bounded as follows: in front, towards the north, by St-Georges street; in rear, towards the south, by the land of Johnny Duchénes adjoining on the east St-Joseph street, and on the west, the land of the Canadian National Railway Company.

The lots or parts of lots above mentioned numerically from 3 to 5 inclusively are known and designated on the cadastre for the township of Métabetchouan.

The said immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

Payments not yet due for consolidated municipal taxes will be charged to the purchaser.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Jérôme, November 26, 1946.

LAURENT PLOURDE,  
Secretary-Treasurer.

16811-48-2

Province de Québec — District de Chicoutimi

Municipalité Scolaire de Canton Bourget

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt cinq novembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du canton Bourget, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans le bureau du secrétaire-trésorier, monsieur Art.-E. Asselin, lieu ordinaire des séances du conseil de Saint-Ambroise, à Saint-Ambroise, le vingt-sept décembre 1946, à midi.

Toutefois, l'immeuble ci-dessous décrit sera retiré de la vente si les taxes scolaires de l'année 1945-46 et des années antérieures sont payées avant le moment de la vente.

Charles Lavoie — La demie sud des lots 49 et 50, rang 6, ainsi connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Bourget, ces lots étant sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Ambroise-de-Chicoutimi, le vingt-six novembre 1946.

Le secrétaire-trésorier,  
ART. E. ASSELIN.

16813-48-2-o

Province of Quebec — District of Chicoutimi

School Municipality of the Township Bourget

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-fifth of November, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 45 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinafter described, in payment of arrears of taxes due to the school commissioners for the school municipality of the township Bourget, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the office of the Secretary-Treasurer, Mr. Art. E. Asselin, usual meeting place of the Council of Saint-Ambroise, at Saint-Ambroise, on the Twenty-seventh of December, 1946, at noon.

However, the immovable hereinafter described may be withdrawn from the sale if the school taxes for the year 1945-46 and previous years be paid before the sale.

Charles Lavoie: The south half of lots 49 and 50, range 6, thus known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Bourget, said lots being under location ticket — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Ambroise-de-Chicoutimi, this twenty-sixth day of November, 1946.

ART. E. ASSELIN,  
Secretary-Treasurer.

16813-48-2

## VENTES PAR SHÉRIFS

## SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 2028  
**C**ORDÉLIA DESRO-CHES, fille majeure, ci-devant des cité et district de St-Hyacinthe et actuellement des cité et district de Montréal, demanderesse; vs LÉVI MARTIN, de St-Romuald-de-Farnham, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre de la contenance de lots deux-cent-quatre-vingt et deux-cent-quatre-vingt-un (280 et 281) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Romuald-de-Farnham ouest dans le comté de Missisquoi.

Lot N° 280, borné en front vers le nord par le N° 279, en profondeur vers le sud par le N° 238, d'un côté à l'est par le N° 272, et de l'autre côté à l'ouest par le N° 281, contenant sept chaînes, cinquante mailles de largeur, sur vingt-huit chaînes de profondeur, formant vingt et un acres en superficie (21-0-0).

Lot N° 281, borné en front vers le nord par la rivière Yamaska, en profondeur vers le sud par le No 235, d'un côté à l'est par les Nos 279 et 280, et de l'autre côté à l'ouest par le N° 282, contenant neuf chaînes de largeur, sur cinquante-deux chaînes de profondeur dans une ligne, quarante-sept chaînes dans l'autre, formant quarante-quatre acres, deux rods, huit perches en superficie (44-2-8), avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Romuald-de-Farnham, à Farnham, dit district, JEUDI, le DEUX janvier 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
 A. ST-MARTIN.  
 Bureau du Shérif,  
 Sweetsburg, Qué.,  
 26 novembre, 1946. 16815-48-2-0  
 Première insertion, 30 novembre 1946

## BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Superior Court, No. 2028  
**C**ORDÉLIA DESRO-CHES, spinster, heretofore of the city and district of St-Hyacinthe and actually of the city and district of Montreal, plaintiff; vs LEVI MARTIN, of St-Romuald-de-Farnham, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

A farm containing lots two hundred and eighty and two hundred and eighty-one (280 and 281) of the official plan and book of reference for the parish of St-Romuald-de-Farnham-West in the county of Missisquoi.

Lot No. 280, bounded in front, on the North by No. 279, in depth, on the South, by No. 238, on one side, on the East by No. 272 and on the other side, on the West, by No. 281, measuring seven chains, fifty links in width by twenty-eight chains in depth, containing an area of twenty-one acres (21-0-0).

Lot No. 281, bounded in front, on the North by the Yamaska River, in depth, on the South, by No. 235, on one side, on the East, by Nos. 279 and 280, and on the other side, on the West, by No. 282, measuring nine chains in width by fifty-two chains in depth, in one line, forty-seven chains in the other, containing forty-four acres, two rods, eight perches in area (44-2-8), with all the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the Catholic church door of the parish of St-Romuald-de-Farnham at Farnham, said district, on THURSDAY, the SECOND of JANUARY, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
 Sweetsburg, Que.,  
 November 26, 1946. 16815-48-2  
 First insertion, November 30, 1946

A. ST-MARTIN,  
 Sheriff.

## GASPÉ

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Gaspé

Percé, à savoir } J. ADHÉMAR GAGNON de-  
 N° 2741 } mandeur vs Les HÉRITIERS  
 d'ALEXANDRE MOREAU défendeurs.

Les subdivisions 4, 5 et 6 du lot N° 73, premier rang seigneurie de Grande Rivière, dans le comté de Gaspé, P. Q. avec bâtisses dessus érigées circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Grande Rivière district de Gaspé, le DIXIEME jour de DÉCEMBRE 1946 à ONZE heures du matin.

Le Shérif,  
 M. J. FURLONG.  
 Bureau du Shérif  
 Percé, P.Q. le 2 Nov. 1946. 16481-45-2-0  
 [Première insertion, 9 novembre 1946]

## GASPÉ

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Gaspé

Percé, to wit: } J. ADHÉMAR GAGNON,  
 No. 2741 } plaintiff; vs the HEIRS of  
 ALEXANDRE MOREAU, defendants.

Subdivisions 4, 5 and 6 of lot No. 73, first range of the Grande Rivière Seigneurie, in the county of Gaspé, P.Q.— with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Grande Rivière, district of Gaspé, on the TENTH day of DECEMBER, 1946, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,  
 Sheriff.  
 Sheriff's Office,  
 Percé, P.Q., Nov. 2nd, 1946. 16481-45-2  
 [First insertion, November 9, 1946]

**JOLIETTE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour supérieure — Province de Québec

District de Joliette { **CAMILLE CHAMPAGNE**, bourgeois, de la ville des Laurentides, district de Joliette, contre **RODOLPHE GARIÉPY**, du même lieu.

Saisi comme appartenant au défendeur.

Une terre située en la paroisse de St-Lin, à la côte St-Ambroise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Lin, sous les numéros dix neuf cent quarante-quatre et dix neuf cent quarante-cinq (nos 1944 et 1945), avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en la ville des Laurentides, à la porte de l'église de cette paroisse, le **DOUZIÈME** jour de **DÉCEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Député-shérif,

Bureau du shérif, **ROLAND PERRAULT**,  
Joliette, le 4 novembre 1946. 16491-45-2-0  
[Première insertion, 9 novembre 1946]

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Bonis*

Cour Supérieure — Province de Québec

District de Montmagny

A savoir: { **MICHEL ST-PIERRE**, commerçant, St-Pamphile, comté de L'Islet, Québec, Demandeur vs **JOSEPH ARSENAULT**, de Ste-Perpétue, comté de L'Islet, Québec, Défendeur.

Savoir: Un édifice en bois en forme de tour (rotonde), avec circonstances et dépendances, situé sur le lot numéro 22 du rang A Lafontaine, comté de L'Islet, Québec, lot appartenant à Joseph Leblanc et borné au sud par Roger Millard, à l'ouest par le route Elgin, au nord par Joseph Leblanc, et à l'est par Alphonse Lemelin.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Perpétue, le 27 **DÉCEMBRE** 1946 à **DEUX** heures de l'après-midi.

Montmagny, 20 novembre 1946.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **J. M. ALBERT FOURNIER**,  
Montmagny, 20 novembre 1946. 16814-48-2-0  
[Première insertion le 30 novembre 1946]

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, District de Montréal

Montréal, à savoir { **JOSEPH AMÉDÉE SÉGUIN**, fils, demandeur vs **JOSEPH AMÉDÉE SÉGUIN**, père, défendeur.

1° Un certain morceau de terrain situé dans la paroisse de Rigaud, à prendre et à distraire du lot connu et désigné au plan et dans le livre de renvoi officiels de la Paroisse de Rigaud, sous le numéro vingt-trois (Ptie N° 23) contenant soixante et douze pieds de front sur deux cent vingt-cinq pieds de longueur à partir du chemin du Roi qui le borne en front mesure anglaise et précise, tenant du côté est au lot numéro vingt-quatre, en arrière et du côté sud-ouest au résidu du lot numéro vingt-trois:

2° Un lopin de terre situé en face de celui ci-haut décrit, faisant partie du lot numéro vingt-trois (Ptie N° 23) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Rigaud, contenant soixante et douze pieds de front, mesure anglaise et précise, par la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin du Roi qui le borne en front à aller à la rivière Rigaud qui le borne en arrière, tenant

**JOLIETTE**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — Province of Quebec

District of Joliette { **CAMILLE CHAMPAGNE**, bourgeois, of the town of des Laurentides, district of Joliette; against **RODOLPHE GARIÉPY**, of the same place.

Seized as belonging to the defendant:

A farm situate in the parish of St-Lin, at St-Ambroise hill, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Lin as numbers nineteen hundred and forty-four and nineteen hundred and forty-five (Nos: 1944 and 1945) — with buildings thereon erected.

To be sold in the town of des Laurentides, at the church door of the said parish, on the **TWELFTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**ROLAND PERRAULT**,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff,  
Joliette, November 4th, 1946. 16491-45-2  
[First insertion, November 9, 1946]

**MONTMAGNY**

*Fieri Facias de Bonis*

Superior Court — Province of Quebec

District of Montmagny

To wit: { **MICHEL ST-PIERRE**, trader, No. 5618, St-Pamphile, county of L'Islet, Quebec, plaintiff; vs **JOSEPH ARSENAULT**, of Ste-Perpétue, county of L'Islet, Quebec, defendant.

To wit: A tower-shaped wooden building (rotonda) — with circumstances and dependencies, situate on lot number 22 of Range A Lafontaine, county of L'Islet, Quebec, lot belonging to Joseph Leblanc and bounded on the South by Roger Millard, on the West by the Elgin Road, on the North by Joseph Leblanc, and on the East by Alphonse Lemelin.

To be sold at the church door of Ste-Perpétue, on **DECEMBER** 27, 1946, at **TWO** o'clock in the afternoon.

**J. M. ALBERT FOURNIER**,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Montmagny, Que., Nov. 20, 1946. 16814-48-2  
[First insertion, November 30, 1946]

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { **JOSEPH AMÉDÉE SÉGUIN**, Jr., plaintiff; vs **JOSEPH AMÉDÉE SÉGUIN**, Sr., defendant.

1. A certain parcel of land situate in the Parish of Rigaud, to be taken and deducted from the lot known and designated on the official plan and in the book of reference for the Parish of Rigaud, under number twenty-three (Pt. N° 23) measuring seventy-two feet in front by two hundred and twenty-five feet in length from the King's Highway which bounds it in front, English measure and precise, bounded on the east side by lot number twenty-four, in rear and on the southwest side by the residue of lot number twenty-three.

2. A parcel of land situate in front of the one above described, forming part of lot number twenty-three (Pt. No. 23) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Rigaud, measuring seventy-two feet in front, English measure and precise, by whatever depth there may be from the King's Highway which bounds it in front to the Rigaud river which bounds it in

du côté est au lot numéro vingt-quatre, et du côté sud-ouest au résidu du lot numéro vingt-trois.

3° Une lisière de terrain située sur le côté sud du chemin public du bas de la rivière, dans la Paroisse de Rigaud, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro vingt-trois (Ptie N° 23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rigaud, mesurant quarante pieds de largeur à partir de la ligne côté sud de l'emplacement ci-haut en premier lieu décrit sur une profondeur de deux cent soixante et cinq pieds, de là tournant à l'est sur une largeur de cent douze pieds et finissant en pointe à l'équerre avec la ligne de l'est de l'emplacement ci-haut en premier lieu décrit, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en avant par le chemin public, au sud ouest et en arrière par le résidu du lot numéro vingt-trois:

4° Une autre lisière de terrain située exactement en face de celui ci-dessus en troisième lieu décrit, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt-trois (Ptie N° 23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Rigaud mesurant quarante pieds de largeur à partir de la ligne côté sud de l'emplacement ci-dessus en second lieu décrit, mesure anglaise et plus ou moins, par la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la rivière Rigaud, borné en front par le chemin public en arrière par la rivière, au sud-ouest par le résidu du lot vingt-trois et au nord-est par l'emplacement ci-dessus en second lieu décrit avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROIS JANVIER prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$130. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Archambault, daté le 18 novembre 1946.

Bureau du Shérif  
Montréal, 27 novembre 1946  
[Première insertion, 30 novembre 1946]

Le Shérif.  
L.-P. CAISSE.

rear, bounded on the east side by lot number twenty-four, and on the southwest side by the residue of lot number twenty-three.

3. A strip of land situate on the south side of the lower public road of the river (chemin public du bas de la rivière) in the Parish of Rigaud, known and designated as forming part of lot number twenty-three (Pt. No 23) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Rigaud, measuring forty feet in width from the south side line of the emplacement above firstly described, by a depth of two hundred and sixty-five feet, thence bearing east on a width of one hundred and twelve feet and ending in a point at the angle with the east line of the emplacement above firstly described, English measure and more or less, bounded in front by the public road, on the southwest and in rear by the residue of lot number twenty-three.

4. Another strip of land situate directly in front of the one hereinabove thirdly described, known and designated as forming part of lot number twenty-three (Pt. No. 23) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Rigaud, measuring forty feet in width from the south side line of the emplacement above secondly described, English measure and more or less, by whatever depth there may be between the public road and the Rigaud river, bounded in front by the public road, in rear by the river, on the southwest by the residue of lot twenty-three and on the northeast by the emplacement above secondly described—with a house and other buildings thereon erected.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold "en bloc", at my office, in the City of Montreal, on the Third of January next, at ten o'clock in the forenoon.

A deposit of \$130 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Archambault, dated November 18, 1946.

Sheriff's Office,  
16839-49-2  
Montreal, November 27, 1946.  
[First insertion, November 30, 1946]

L. P. CAISSE,  
Sheriff.

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure, District de Montréal

Montréal à savoir: } CHARLES FRANÇOIS  
N° 247711 } MARTEL, deman-  
deur vs JEAN SERGE PARTHENAIS, défendeur.

"Un lot de terre situé à l'encoignure de la rue Holt et de la 7ième Avenue à Rosemont, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro deux mille deux cent huit du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2208) des plan et livre de renvoi officiels du Village de la côte de la Visitation, avec les bâtisses dessus construites comprenant les logements portant les numéros civiques 2937-2939 et 2941 de la rue Holt en la cité de Montréal.

Tel que le tout se trouve actuellement et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROIS JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Archambault, daté le 21 novembre 1946.

Bureau du Shérif,  
Montréal, 27 novembre 1946.  
[Première insertion, 30 novembre 1946]

Le Shérif,  
L.-P. CAISSE.

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court, District of Montreal

Montréal, to wit: } CHARLES FRANÇOIS  
No. 247711 } MARTEL, plaintiff; vs  
JEAN SERGE PARTENAIS, defendant.

A lot of land situate at the corner of Holt Street and 7th Avenue at Rosemont, known and designated as being subdivision lot number two thousand two hundred and eight of original lot number one hundred and seventy-two (172-2208) on the official plan and in the book of reference for the village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected comprising the dwellings bearing civic numbers 2937-2939 and 2941 of Holt Street in the city of Montreal.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRD of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800 will be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Archambault, dated November 21, 1946.

Sheriff's Office,  
Montreal, November 27, 1946.  
(First insertion, November 30, 1946)

L.-P. CAISSE,  
Sheriff.

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*  
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } **LA CITÉ DE QUÉBEC,**  
N° 409-46 } contre MME EUGÈNE  
TASCHEREAU, de Montréal, dans le district  
judiciaire de Montréal, veuve de feu Eugène  
Taschereau en son vivant de la Cité de Montréal,  
LÉOPOLD DUSSAULT et EDWARD GOR-  
MAN tous deux de la Cité de Québec, dans le  
district de Québec, et le dit EDWARD GOR-  
MAN, tant personnellement qu'en sa qualité  
d'exécuteur testamentaire et administrateur à la  
succession de feu Étienne Dussault, en son vivant  
de la Cité de Lévis, dans le district judiciaire de  
Québec, à savoir:

Partie du lot N° 582-A (cinq cent quatre-  
vingt-deux-A) du cadastre officiel pour la pa-  
roisse de St-Roch Nord, maintenant quartier  
Limoulou, de la Cité de Québec, étant un terrain  
de figure irrégulière, borné au nord-est par partie  
est de l'avenue de Vitré (583-152), au sud-est  
par le droit de voie du chemin de fer Québe  
Montmorency, au sud par partie du lot 582-A,  
appartenant au Quebec Railway, au sud-ouest  
par le lot N° 579-1 et au nord-ouest par les lots  
Nos 582-161 (rue Goupil), 582-128, 582-129,  
582-165 (rue Villebon), 582-149, 582-150 et  
582-163 (avenue de Vitré), circonstances et  
dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de  
Québec, le TRENTE-et-UNIÈME jour de  
DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,  
L. LAPIERRE.

Bureau du Shérif, Québec, 28 novembre 1946. 16840-48-2-0  
Première insertion, 30 novembre 1946  
[Deuxième insertion, 14 décembre 1946]

**QUEBEC**

*Fieri Facias*  
Recorder's Court

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**  
No. 409-46 } against MME EUGENE  
TASCHEREAU, of Montreal, in the judicial  
district of Montreal, widow of the late Eugène  
Taschereau, in his lifetime of the city of Mont-  
real; LEOPOLD DUSSAULT and EDWARD  
GORMAN, both of the city of Quebec, in the  
district of Quebec, and the said EDWARD GOR-  
MAN, both personally and as testamentary  
executor and administrator of the estate of the  
late Etienne Dussault, in his lifetime of the City  
of Levis, in the judicial district of Quebec, to  
wit:

Part of lot No. 582-A (five hundred and eighty-  
two-A) of the official cadastre for the parish of  
St-Roch-Nord, now Limoilou Ward of the City  
of Quebec, being a lot of land of irregular figure,  
bounded on the northeast by the east part of  
Avenue de Vitré (583-152), on the southeast by  
the right-of-way of the Quebec Montmorency  
Railway, on the south by a part of lot 582-A,  
belonging to the Quebec Railway, on the south-  
west by lot No. 579-1 and on the northwest by  
lots Nos. 582-161 (Goupil Street) 582-128, 582-  
129, 582-165 (Villebon Street), 582-149, 582-150  
and 582-163 (Avenue de Vitré), circumstances  
and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec,  
on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER  
next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,  
Sheriff.

Sheriff's Office, Québec, November 28, 1946. 16840-48-2  
[First insertion, November 30, 1946]  
[Second insertion, December 14, 1946]

**Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 48**

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 48**

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

- 4791 — Métiers de barbier, coiffeur et  
coiffeuse, région de Hull ..... 3198
- 4792 — Industrie du meuble de Québec ..... 3197
- 4797 — Réglementation de la chasse  
au rat-musqué. .... 3197

**AVIS AUX INTÉRESSÉS:**

3175

**AVIS DIVERS:**

- Association des Employés Civils (rè-  
glements)..... 3206
- Association des Employés de Magasins  
de Gros des Cantons de l'Est (nom  
changé)..... 3208
- Bourget, Comm. scol. du Canton (tira-  
ge d'obligations)..... 3207
- Chicoutimi, cité, (tirage d'obligations) 3207
- Coopérative d'Électricité de Norme-  
tal, Canton Demeloize (Fondation).. 3207
- Coopérative d'Électricité de St-David  
(Fondation)..... 3210
- Federation of Protestant Women Tea-  
chers of the Island of Montreal (rè-  
glements)..... 3209
- Federation of Protestant Women Tea-  
chers of the Island of Montreal (di-  
recteurs)..... 3209
- La Caisse Populaire de St-Jean-de-  
Brébeuf (Fondation)..... 3208
- La Coopérative Forestière de St-Zénon-  
de-Berthier (Nom changé)..... 3208

**ORDERS IN COUNCIL:**

- 4791 — Barber and hairdressers trades,  
district of Hull ..... 3198
- 4792 — Furniture Industry of Quebec ..... 3197
- 4797 — Regulating of the hunting of the  
muskrat ..... 3197

**NOTICE TO INTERESTED PARTIES:**

3175

**MISCELLANEOUS NOTICES:**

- Association des Employés Civils (By-  
laws)..... 3206
- Association des Employés de Magasins  
de Gros des Cantons de l'Est (Name  
changed)..... 3208
- Bourget, School Comm. of township  
(Drawing of bonds)..... 3207
- Chicoutimi, city, (Drawing of bonds).. 3207
- Coopérative d'Électricité de Norme-  
tal, Canton Demeloize (Foundation). 3207
- Coopérative d'Électricité de St-David  
(Foundation)..... 3210
- Federation of Protestant Women Tea-  
chers of the Island of Montreal (By-  
laws)..... 3209
- Federation of Protestant Women Tea-  
chers of the Island of Montreal (Di-  
rectors)..... 3209
- La Caisse Populaire de St-Jean-de-  
Brébeuf (Foundation) ..... 3208
- La Coopérative Forestière de St-Zénon-  
de-Berthier (Name changed) ..... 3208

La Jeunesse Coopérative (Formation) . . . . .	3209	La Jeunesse Coopérative (Formation) . . . . .	3209
Le Syndicat de l'U.C.C. de Honfleur (Formation) . . . . .	3206	Le Syndicat de l'U.C.C. de Honfleur (Formation) . . . . .	3206
Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac-au-Saumon (Formation) . . . . .	3207	Le Syndicat de l'U.C.C. de Lac-au-Saumon (Formation) . . . . .	3207
Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Avenir (Formation) . . . . .	3209	Le Syndicat de l'U.C.C. de l'Avenir (Formation) . . . . .	3209
Le Syndicat de l'U.C.C. de Roxton-Falls (Formation) . . . . .	3208	Le Syndicat de l'U.C.C. de Roxton-Falls (Formation) . . . . .	3208
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Cécile-de-Milton (Formation) . . . . .	3206	Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Cécile-de-Milton (Formation) . . . . .	3206
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier-de-Chazel (Formation) . . . . .	3208	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Janvier-de-Chazel (Formation) . . . . .	3208
L'Union des Employés de National Breweries (Formation) . . . . .	3207	L'Union des Employés de National Breweries (Formation) . . . . .	3207
Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver (Formation) . . . . .	3210	Syndicat Coopératif des Chemins d'Hiver (Formation) . . . . .	3210
Syndicat Coopératif Industriel de Price (Formation) . . . . .	3210	Syndicat Coopératif Industriel de Price (Formation) . . . . .	3210
Syndicat des Producteurs de La Motte (Formation) . . . . .	3206	Syndicat des Producteurs de La Motte (Formation) . . . . .	3206
T. Havill Paper Company (Règlements)	3210	T. Havill Paper Company (By-laws) . . . . .	3210
<b>CHARTRE — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTER — SURRENDER OF:</b>	
Barber Transport Limited . . . . .	3211	Barber Transport Limited . . . . .	3211
East Rouyn (Quebec) Limited. . . . .	3211	East Rouyn (Quebec) Limited. . . . .	3211
L'Aqueduc de Charny limitée . . . . .	3211	L'Aqueduc de Charny limitée . . . . .	3211
<b>COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:</b>		<b>MINIMUM WAGE COMMISSION:</b>	
Ordonnance de renouvellement . . . . .	3199	Ordinance of renewal . . . . .	3199
Ordonnance N° 4 (Zones) . . . . .	3203	Ordinance No. 4 (Zones) . . . . .	3203
<b>DEMANDES A LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
Dickson, Joséphine . . . . .	3212	Dickson, Joséphine . . . . .	3212
La Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur . . . . .	3212	The Congregation of the Priests of the Sacred Heart . . . . .	3212
La Prairie, ville de . . . . .	3212	La Prairie, town of . . . . .	3212
Sloane, Irving William . . . . .	3213	Sloane, Irving William . . . . .	3213
Wickham, Arthur Patrick . . . . .	3211	Wickham, Arthur Patrick . . . . .	3211
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>AGRICULTURE:</b>		<b>AGRICULTURE:</b>	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 57-46A; région de Victoriaville . . . . .	3213	Order No. 57-46A; district of Victoriaville . . . . .	3213
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
Aubert-Gallion, munic. scol. . . . .	3214	Aubert-Gallion, school munic. . . . .	3214
Bouchette-Sud, munic. scol. . . . .	3214	Bouchette-Sud, school munic. . . . .	3214
Duparquet, munic. scol. du Canton . . . . .	3214	Duparquet, school munic. of township . . . . .	3214
Leeds-Est, munic. scolaire de . . . . .	3214	Leeds-East, school munic. of . . . . .	3214
Portneuf, munic. scol. . . . .	3215	Portneuf, school munic. . . . .	3215
St-Nicolas, munic. scolaire du village de . . . . .	3214	St-Nicolas, school munic. of the village of . . . . .	3214
<b>MINES:</b>		<b>MINES:</b>	
Révocation de concessions minières . . . . .	3215	Cancellation of mining concessions . . . . .	3215
<b>TERRES ET FORETS:</b>		<b>LANDS AND FORESTS:</b>	
Chambly-Canton, village . . . . .	3216	Chambly-Canton, village . . . . .	3216
Nédelec, Canton, village . . . . .	3216	Nédelec, township . . . . .	3216
Ste-Flore, paroisse . . . . .	3216	Ste-Flore, parish . . . . .	3216
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
Canadian Glove Manufacturers Association (Requête) . . . . .	3216	Canadian Glove Manufacturers Association (Request) . . . . .	3216
Canadian Glove Manufacturers Association (Requête) . . . . .	3217	Canadian Glove Manufacturers Association (Request) . . . . .	3217
Chambre de Construction, Inc. (Requête) . . . . .	3218	Chambre de Construction, Inc. (Request) . . . . .	3218
Comité paritaire de l'Industrie de l'automobile, district de Québec (Prélèvement) . . . . .	3220	Parity Committee of the automobile industry, district of Québec (Levy) . . . . .	3220
Comité paritaire du Commerce de détail de St-Hyacinthe (Prélèvement) . . . . .	3222	Comité paritaire du Commerce de détail de St-Hyacinthe (Levy) . . . . .	3222
Industrie de la Confection pour dames dans la province de Québec (Modification) . . . . .	3225	Ladies Cloak and Suit industry in the Province of Québec (Modification) . . . . .	3225

Industrie de l'automobile de Mégantic (Règlements).....	3217	Megantic Automobile industry (By-laws).....	3217
Industrie et métiers de la Construction région de Montréal (Modification) . .	3226	Construction industry and trades, district of Montreal (Modification)....	3226
Métier de coiffeur pour dames de Montréal (Modification).....	3223	Ladies hairdressing trade of Montreal (Modification).....	3223
Willis & Co., Ltd (Requête).....	3226	Willis & Co., Ltd (Request).....	3226

LETTRES PATENTES:

African Evangelical Christian Church	3176
Angora Chenille Products Inc..	3177
Balmore Limited.....	3177
Brensan Fabrics Corporation.....	3178
Buanderie Viau Inc.—Viau Laundry Inc.....	3178
B & H Wood Heel Co. Ltd.....	3179
Chartierville Wood Products Inc.....	3179
Chaux Bonsecours Limitée — Bonsecours Lime Limited.....	3180
Comité Chemin d'Hiver de Ste-Julie de St-Guillaume.....	3180
Confédération Otéjiste Provinciale.....	3180
Eugène Paquet, Limitée.....	3181
General Fabrics Limited.....	3181
Geo. M. Stewart Limited.....	3182
Gorman Steel Products Ltd.—Les Produits d'Acier Gorman Ltée.....	3183
Héroux & Ricard, Compagnie Ltée.....	3183
Hôpital St-Denis Incorporée.....	3184
Huron Fishing Tackle Inc.....	3184
Jerimay Inc.....	3184
Killarney Hotel Limited.....	3185
Laboratoire Rubigo Limitée.....	3185
La Compagnie des Accessoires de Maisons — Housing Accessories Company	3186
Léo Automobile Ltée.....	3187
Les Conciergeries Eclair Limitée.....	3187
Les Métaux de la Beauce Ltée — Beauce Metals Limited.....	3187
Les Tricots Leblanc & Boulet, Limitée	3188
Maurice Pleau Limitée.....	3189
National Recording & Producing Co. Ltd.....	3189
P & P Wolesalers Incorporated.....	3190
Salaison Mont-Laurier Limitée.....	3190
Sherwood Realty Corporation.....	3190
St. James Garage Limited.....	3191
Théâtre Laurier Limitée.....	3191
The Automotive Specialty Co. Ltd.....	3192
Three Rivers Merchandizing Company Limited.....	3192
Toffoli et Morency Incorporé — Toffoli and Morency Incorporated.....	3193
York Hotel Limited.....	3193

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Beco Inc.....	3194
Bert Light, Inc.....	3194
Intraco Trading Company Ltd.....	3194
La Compagnie J.-A. Gosselin, Limitée—The J. A. Gosselin Company, Limited	3195
Laurentide Automobiles Inc.....	3195
Menard & Menard Limitée.....	3195
Montreal Shoe Stores Ltd.—Magasins de Chaussures Montréal Ltée.....	3195
Pic Construction Company Limited—Pic Construction Compagnie Limitée	3196
Sportland Shoe Company Limited.....	3196
United Distributors Inc.....	3196
Woodville Export and Import Company Limited.....	3196

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Diverses.....	3226
---------------	------

MINUTES DE NOTAIRES:

Cliche, Charles-Edouard.....	3229
En faveur de L.-S. Joyal.....	3229
En faveur de J.-C. Masson.....	3229

LETTERS PATENT:

African Evangelical Christian Church	3176
Angora Chenille Products Inc..	3177
Balmore Limited.....	3177
Brensan Fabrics Corporation.....	3178
Buanderie Viau Inc.—Viau Laundry Inc.....	3178
B & H Wood Heel Co. Ltd.....	3179
Chartierville Wood Products Inc.....	3179
Chaux Bonsecours Limitée — Bonsecours Lime Limited.....	3180
Comité Chemin d'Hiver de Ste-Julie de St-Guillaume.....	3180
Confédération Otéjiste Provinciale.....	3180
Eugène Paquet, Limitée.....	3181
General Fabrics Limited.....	3181
Geo. M. Stewart Limited.....	3182
Gorman Steel Products Ltd.—Les Produits d'Acier Gorman Ltée.....	3183
Héroux & Ricard, Compagnie Ltée.....	3183
Hôpital St-Denis Incorporée.....	3184
Huron Fishing Tackle Inc.....	3184
Jerimay Inc.....	3184
Killarney Hotel Limited.....	3185
Laboratoire Rubigo Limitée.....	3185
La Compagnie des Accessoires de Maisons — Housing Accessories Company	3186
Léo Automobile Ltée.....	3187
Les Conciergeries Eclair Limitée.....	3187
Les Métaux de la Beauce Ltée — Beauce Metals Limited.....	3187
Les Tricots Leblanc & Boulet, Limitée	3188
Maurice Pleau Limitée.....	3189
National Recording & Producing Co. Ltd.....	3189
P & P Wolesalers Incorporated.....	3190
Salaison Mont-Laurier Limitée.....	3190
Sherwood Realty Corporation.....	3190
St. James Garage Limited.....	3191
Théâtre Laurier Limitée.....	3191
The Automotive Specialty Co. Ltd.....	3192
Three Rivers Merchandizing Company Limited.....	3192
Toffoli et Morency Incorporé — Toffoli and Morency Incorporated.....	3193
York Hotel Limited.....	3193

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Beco Inc.....	3194
Bert Light, Inc.....	3194
Intraco Trading Company Ltd.....	3194
La Compagnie J.-A. Gosselin, Limitée—The J. A. Gosselin Company, Limited	3195
Laurentide Automobiles Inc.....	3195
Menard & Menard Limitée.....	3195
Montreal Shoe Stores Ltd.—Magasins de Chaussures Montréal Ltée.....	3195
Pic Construction Company Limited—Pic Construction Compagnie Limitée	3196
Sportland Shoe Company Limited.....	3196
United Distributors Inc.....	3196
Woodville Export and Import Company Limited.....	3196

LETTERS PATENT ANNULLED:

Miscellaneous.....	3226
--------------------	------

NOTARIAL MINUTES:

Cliche, Charles-Edouard.....	3229
In favor of L.-S. Joyal.....	3229
In favor of J.-C. Masson.....	3229

En faveur de P. Sylvestre. ....	3230	In favor of P. Sylvestre. ....	3230
En faveur de D. Turenne. ....	3230	In favor of D. Turenne. ....	3230
Fréchette, Joseph-Jérôme-Omer. ....	3229	Fréchette, Joseph-Jérôme-Omer. ....	3229
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. ....	3230	Miscellaneous. ....	3230
<b>PROCLAMATION:</b>		<b>PROCLAMATION:</b>	
Brassier, Canton (mise en vigueur du Cadastre). ....	3233	Brassier, township (coming into force of the Cadastre). ....	3233
Destor, Canton (mise en vigueur du Cadastre). ....	3235	Destor, township (coming into force of the Cadastre). ....	3235
Dollard, Canton (mise en vigueur du Cadastre). ....	3231	Dollard, township (coming into force of the Cadastre). ....	3231
Lac St-Charles, munic. (Erection). ....	3234	Lac St-Charles, munic. (Erection). ....	3234
Mont-St-Pierre, munic. village (Erec- tion) ....	3237	Mont-St-Pierre, munic. village (Erec- tion) ....	3237
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Daignault Rolland Compagnie, Limitée	3238	Daignault Rolland Compagnie, Limitée	3238
Dominion Associated Brands Inc. ....	3239	Dominion Associated Brands Inc. ....	3239
Immeubles Beaubien Limitée — Beau- bien Realities, Limited. ....	3239	Immeubles Beaubien, Limitée — Beau- bien Realities, Limited. ....	3239
Léo Automobile Ltée. ....	3238	Léo Automobile Ltée. ....	3238
Philippe Maziade & Cie Inc. ....	3238	Philippe Maziade & Cie Inc. ....	3238
Rayex Electrique Ltée. ....	3238	Rayex Electrique Ltée. ....	3238
The I.N. Company. ....	3238	The I.N. Company. ....	3238
<b>SOUSSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Bedford, ville. ....	3239	Bedford, town. ....	3239
Joliette, cité. ....	3240	Joliette, city. ....	3240
<b>VENTE PAR LICITATION:</b>		<b>SALE BY LICITATION:</b>	
Lacombe, Dame Délima. ....	3240	Lacombe, Dame Délima. ....	3240
Omasta vs Gniadowska <i>et vir et al.</i> ....	3241	Omasta vs Gniadowska <i>et vir et al.</i> ....	3241
<b>VENTE POUR TAXES:</b>		<b>SALE FOR TAXES:</b>	
Bourget, munic. scolaire. ....	3247	Bourget, school munic. ....	3247
Lac Frontière, municipalité de. ....	3245	Lac Frontière, municipality of. ....	3245
Lachine, cité de. ....	3242	Lachine, city of. ....	3242
St-Jérôme, village. ....	3246	St-Jérôme, village. ....	3246
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>BEDFORD:</b>		<b>BEDFORD:</b>	
Desroches vs Martin. ....	3248	Desroches vs Martin. ....	3248
<b>GASPÉ:</b>		<b>GASPÉ:</b>	
Gagnon vs Héritiers Alexandre Moreau	3248	Gagnon vs Heirs of Alexandre Moreau.	3248
<b>JOLIETTE:</b>		<b>JOLIETTE:</b>	
Champagne vs Gariépy. ....	3249	Champagne vs Gariépy. ....	3249
<b>MONTMAGNY:</b>		<b>MONTMAGNY:</b>	
St-Pierre vs Arsenaault. ....	3249	St-Pierre vs Arsenaault. ....	3249
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Martel vs Parthenais. ....	3249	Martel vs Parthenais. ....	3249
Séguin vs Séguin. ....	3250	Séguin vs Séguin. ....	3250
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUEBEC:</b>	
Cité de Québec vs Taschereau <i>et al.</i> ....	3251	City of Quebec vs Taschereau <i>et al.</i> ....	3251

16847-o

16847-o